

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

	Pages
● A BAS LA DEMOCRATIE SALARIALE ET HIERARCHIQUE ! VIVE LE COMMUNISME !	1
● L'OPPORTUNISME A L'EPREUVE DES LUTTES	9
● BILAN POLITIQUE DU GAUCHISME	27
● IMPERIALISME ET SOUS-DEVELOPPEMENT	55
● ECONOMIE MARXISTE (II) : PRINCIPAUX RESULTATS DU LIVRE I DU " CAPITAL " ..	77
● LE PARTI COMMUNISTE D'ITALIE FACE A L'OFFENSIVE FASCISTE (1921 - 1924), 4 ^{me} partie	85
● LE STALINISME, CET ANTICOMMUNISME	97
● Amadeo Bordiga : UNE VIE EXEMPLAIRE AU SERVICE DE LA REVOLUTION	101

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

A bas la démocratie salariale et hiérarchique !

Vive le communisme !

Il y a cinquante ans, à son 11^{me} Congrès mondial, l'Internationale communiste repoussait en ces termes vigoureux les accusations des sociaux-démocrates de la 11^{me} Internationale selon lesquels elle aurait révisé le marxisme sur la question de la démocratie politique :

« L'attitude de la 11^{me} Internationale envers le parlementarisme n'est pas déterminée par une nouvelle doctrine, mais par la modification du rôle du parlementarisme même... A l'époque précédente, le Parlement, instrument du capitalisme en voie de développement a, dans un certain sens, travaillé pour le progrès historique. Dans les conditions actuelles, caractérisées par le déchaînement de l'impérialisme, le Parlement est devenu un instrument de mensonge, de fraude, de violences, de destruction, d'actes de brigandage, œuvre de l'impérialisme ; les réformes parlementaires, dépourvues d'esprit de suite et de stabilité et conçues sans plan d'ensemble, ont perdu toute importance pratique pour les masses laborieuses... Pour les communistes, le Parlement ne peut être en aucun cas à l'heure actuelle, le théâtre d'une lutte pour des formes et pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, comme il arriva à certains moments à l'époque antérieure. Le centre de gravité de la vie politique actuelle est complètement, définitivement sorti du parlement. » ("Le Parti communiste et le parlementarisme", 2^{me} congrès de l'I.C., juillet 1920).

En même temps l'Internationale communiste réaffirmait sans crainte la doctrine politique positive du Manifeste de 1848, la doctrine de la dictature du prolétariat :

« Les Parlements bourgeois constituant un des principaux appareils de la machine gouvernementale ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat consiste à faire sauter la machine gouvernementale de la bourgeoisie, à la détruire, y compris les institutions parlementaires... Le parlementarisme est une forme déterminée de l'Etat. Aussi ne convient-il en aucune façon à la société commu-

« niste qui ne connaît ni classes, ni lutte de classe, ni pouvoir gouvernemental d'aucune sorte. Le parlementarisme ne peut pas être
 « non plus la forme du gouvernement prolétarien dans la période de
 « transition de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus grave de la lutte de classe, lorsque
 « celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit bâtir
 « inévitablement sa propre organisation gouvernementale, considérée
 « comme une organisation de **combat** (souligné dans l'original, NdR) dans laquelle les représentants des classes dominantes ne
 « seront pas admis; toute fiction de **volonté populaire** est, au cours de
 « cette phase, nuisible au prolétariat ; celui-ci n'a plus besoin de la
 « séparation parlementaire des pouvoirs qui ne pourrait que lui être
 « néfaste. La République des Soviets est la forme de la dictature
 « du prolétariat (idem). »

En 1970, la « dictature », même et surtout prolétarienne, est universellement honnie. Le sens de la grande revendication politique du **Manifeste** a été complètement obscurci dans l'esprit des masses, non seulement par le social-démocratisme, mais par toutes les infamies du stalinisme en Russie. Par contre, leur conscience s'est profondément pénétrée de défiance, d'indifférence, voire de mépris à l'égard du Parlement. Socialistes et « communistes » ont eu et ont beau chanter sur tous les tons la « grande conquête » historique que fut la démocratie parlementaire... il y a un siècle ou deux, l'enthousiasme n'y est plus ; la croyance tenace et pernicieuse dans les vertus du parlementarisme comme moyen d'émancipation de la classe ouvrière s'est usée sous les coups de la vie pour faire place, non certes à la foi révolutionnaire, mais au désenchantement, au sentiment d'impuissance. N'est-ce pas le suffrage universel qui a permis la très légale prise du pouvoir par le fascisme et le nazisme entre les deux guerres ? Après la prétendue croisade anti-fasciste, n'est-ce pas lui qui a assuré aux « forces de droite », comme disent Messieurs les opportunistes, leur prédominance mondiale ? Pour s'en tenir à la France et aux douze dernières années, n'est-ce pas lui qui a appelé au gouvernement en 1958 le gaullisme désormais haï ? Et qui lui a reconfirmé son pouvoir après Mai 1968 ? Il n'est pas jusqu'à des ennemis acharnés du Communisme qui, après tout cela, ne reconnaissent ouvertement ce que le Communisme était le seul à montrer, il y a cinquante ans, en affirmant que « le centre de gravité de la vie politique actuelle est complètement, définitivement sorti du parlement » ; limitons-nous à l'exemple de Garaudy qui, sans devenir pour autant un marxiste révolutionnaire, ne cesse de répéter depuis Mai que « le parlement ne peut plus jouer le rôle moteur dans la vie politique ni pour la conquête du pouvoir, ni pour la gestion des affaires du pays » et qu'on a mis dehors du P.C.F., bien que la formule traduise parfaitement un sentiment très général.

Déjà perceptible dans l'indifférence complète avec laquelle la classe ouvrière française a laissé s'effondrer la IV^{me} République et que notre parti a saluée avec joie, ce scepticisme oblige le P.C.F. à tenter d' « en-

richir » la notion plus ou moins dépréciée de démocratie en la faisant descendre du ciel vide de la politique électoraliste sur la terre ferme de la vie économique et sociale de chaque jour. Puisque, même aux yeux du placide électorat ouvrier français, le prestige de la démocratie politique est allé déclinant à mesure que se tarissait la source de son antifascisme vivace, c'est-à-dire cette menace supposée d'un fascisme offensif et illégal, qui n'apparaît désormais plus que comme une idée fixe de vieillards à la jeune génération, qu'à cela ne tienne ! Le P.C.F. s'est mis à parler d'une démocratie « nouvelle », une démocratie avancée, dans le sens qu'elle ne serait plus politique et donc abstraite, mais économique et donc substantielle :

« La démocratie avancée a pour objectif de tendre
« vers une couverture plus large des besoins individuels et collectifs
« de la grande majorité de la population. Cette affirmation n'est pas
« de circonstance. Répondant aux aspirations et aux intérêts du plus
« grand nombre, c'est-à-dire, dans notre pays, en premier lieu aux
« aspirations et aux intérêts des travailleurs salariés, elle doit par
« nature donner la première place à la satisfaction des besoins de
« la masse de ceux qui travaillent ».

Pour le Communisme authentique, il n'y a qu'un moyen de donner « la première place à la satisfaction des besoins de ceux qui travaillent » : elle est d'abolir le Capitalisme, c'est-à-dire le Saliariat, ce qui ne peut se faire sans révolution politique. Jamais le parti communiste dégénéré ne pourra revenir à cette doctrine qui était celle de l'Internationale communiste à sa fondation, quelles que soient les confirmations historiques lumineuses que les cinquante dernières années d'histoire aient apportées aux vues de celle-ci. C'est pourquoi il est condamné à accoupler le mot de démocratie à tous les adjectifs possibles et imaginables, comme si en changeant le nom des choses, on en changeait la nature, et comme si les ressources de la langue n'étaient pas trop limitées pour que la manœuvre puisse se renouveler indéfiniment.

Qui dit démocratie dit égalité des droits. Appliqué à l'économie, le mot ne peut donc signifier qu'une chose : droit égal de chaque membre de la société de satisfaire ses besoins. La formule peut sembler généreuse, voire audacieuse aux gens dépourvue d'éducation théorique, mais il n'est pas nécessaire de gratter beaucoup pour découvrir le conservatisme derrière l'audace, et derrière la générosité, le pire cynisme.

A la prendre comme on nous la donne — en faisant abstraction de cette grande vérité du matérialisme marxiste : **ce n'est pas le droit qui détermine la réalité, mais l'inverse** — cette formule soulève deux questions. La première est de savoir si ce droit égal sera reconnu même aux membres de la classe capitaliste et à leurs serviteurs directs. La seconde, si ce droit sera égal pour tous les membres de la classe salariée elle-même. Le P.C.F. répond affirmativement aux deux questions. Donc, démo-

cratie économique illimitée. Voyons ce qui la distingue de la société bourgeoise actuelle.

Si vous aviez pris la démocratie économique illimitée pour le meilleur des mondes, détrompez-vous : les « théoriciens » du P.C.F. ne sont pas des rêveurs utopiques, ce sont des hommes politiques réalistes, doublés de sociologues « scientifiques ». Or la sociologie enseigne plusieurs choses, qu'on trouve exposées in-extenso dans un numéro très spécial de la revue du P.C.F. "Economie et Politique" (N. 153 - 154 - 155, avril - juin 1967) qui décrit une fois pour toutes la démocratie économique illimitée, et auquel nous empruntons toutes nos citations.

Puisqu'il s'agit de satisfaction des besoins, c'est des besoins réels eux-mêmes qu'il faut partir, n'est-ce pas le bon sens même ? Voici ce qu'on nous en dit :

« Une marchandise peut, à un moment donné, être considérée
« comme indispensable par les couches privilégiées — constituer un
« besoin social, mais ne pas être considérée comme indispensable par
« les couches moyennes — ne même pas être ressentie comme un
« besoin social par les couches les plus pauvres ». Telle est bien la
réalité en société **bourgeoise**, où les hommes sont étroitement déterminés
par les conditions concrètes d'existence de leur classe, et non par l'idéal
humain de quelconques philosophes ou moralistes. Ceci étant, le moyen
de priver les « couches privilégiées » de ce qu'elles ont l'habitude, bonne
ou mauvaise, de « considérer comme indispensable » ? Il n'y en a pas,
répond en substance le P.C.F. lorsqu'il écrit : « dans un régime de démoc-
ratie véritable... les profits capitalistes ne pourraient pas être supprimés
tout de suite » entendant ici par profit la part de la plus-value que la
bourgeoisie gaspille dans les consommations extravagantes que l'on sait,
puisque'il n'entend — Dieu garde ! — supprimer ni « tout de suite » ni
« plus tard » la partie de cette plus-value destinée aux investissements.
Comment, « il n'y en a pas » ? Et la dictature du prolétariat ? En France
et en général en Occident, la formule ne vaut rien, selon le P.C.F., surtout
en 1970. Pourquoi **surtout en 1970** ? Allons, allons ! Depuis que les excès
du stalinisme ont été révélés au monde et jusqu'aux membres des partis
communistes eux-mêmes, chacun souhaite, n'est-ce pas, un « socialisme
à visage humain » ! D'ailleurs, la démocratie avancée n'est pas **encore** le
Socialisme ! Donc **première caractéristique** : La démocratie économique
illimitée respectera intégralement les droits des capitalistes au gaspillage
cynique que le P.C.F. ne manque pas une occasion de dénoncer comme
une insulte à la gêne étroite dans laquelle vivent les classes laborieuses
— ce qui est vrai, mais aussi de présenter comme la cause de cette gêne,
ce qui est idiot, comme nous allons voir. En autres termes, **la démocratie
avancée ne touche pas aux privilèges économiques de la classe dominante
et de ses serviteurs**. On est démocrate ou on ne l'est pas.

Voyons la seconde conséquence de l'échelle des besoins déterminée
par l'économie mercantile bourgeoise. Si tout à l'heure on ne pouvait

« priver de l'indispensable » « les couches privilégiées », maintenant on ne peut pas davantage demander que les « couches les plus pauvres » satisfassent des besoins qu'elles ne ressentent « même pas » ! Toujours le bon sens même. Donc, **deuxième caractéristique** : dans la démocratie économique illimitée, chacun, même pauvre, aura le droit de satisfaire ses besoins dans les limites habituelles au sein de sa classe. En d'autres termes, **la démocratie avancée ne touche pas au caractère de classe des besoins**. On est progressiste ou on ne l'est pas.

Pour terminer, nuancions comme il se doit, en considérant les diverses couches de la classe salariée :

« Le niveau et la composition qualitative des besoins (n'étant) « uniforme ni à l'échelle individuelle, ni à l'échelle des diverses « couches de travailleurs... il n'est pas possible de se contenter de « définir un niveau moyen des besoins sociaux privés sous forme de « budget - type moyen, car ni les travailleurs les plus mal payés ni « les mieux pays ne le ressentiront comme correspondant à leurs « propres besoins ».

Pour le bon sens, ces gens-là sont imbattables. D'où cette **troisième caractéristique** : dans la démocratie économique illimitée, on ne mécontentera ni les salariés les plus mal payés en leur offrant des salaires dépassant leurs besoins, ni les mieux payés en leur imposant d'injustes sacrifices. Bref, **la démocratie avancée respecte intégralement la hiérarchie des salaires**. On est avancé ou on ne l'est pas.

La rigueur de tous ces raisonnements est... accablante, non parce qu'elle est rigoureuse, mais parce qu'elle est ignoblement bourgeoise. Une objection facile vient en effet à l'esprit : si les besoins ne sont pas uniformes « même à l'échelle individuelle », il arrivera nécessairement que des individus, puis des groupes d'individus cesseront d'être satisfaits des conditions de vie dont leur classe ou simplement leur catégorie sociale se contente. Que se passera-t-il alors ? Attention, répond "Economie et Politique" : « Lénine est très clair là-dessus : une marchandise ne devient « besoin social pour une couche déterminée que quand elle est « connue, désirée et considérée comme accessible par la plupart des « hommes de la couche sociale considérée » (souligné par eux). D'où cette **quatrième et dernière caractéristique** : la démocratie économique illimitée limitera sévèrement... la publicité, et ne tiendra aucun compte des revendications économiques exagérées et minoritaires. En d'autres termes : **la démocratie avancée fourre en prison les énergumènes gauchistes**. On est communiste ou on ne l'est pas.

Ce qui distingue la démocratie économique, avancée et véritable de la société bourgeoise actuelle ? Récapitulons :

Elle affirme l'égalité des droits, mais perpétue l'inégalité de fait.

Elle fait produire marchandises et services à des salariés qu'elle paie en fonction de leurs besoins légitimes, selon le principe qui veut que les besoins normaux d'une classe ou d'une couche deviennent anormaux et donc illicites dans la classe ou la couche située au-dessous d'elle dans la hiérarchie sociale.

Elle ignore totalement les besoins sociaux qu'on ne peut satisfaire en achetant des marchandises ou des services, et qui ne font donc pas marcher le commerce national. Elle ne peut pas ne pas réprimer ceux qui, nuisant à la production, empêcheraient la satisfaction des besoins de chacun.

Elle laisse les bourgeois tranquilles, mais prône la moralité et le travail raisonnable.

Remplie d'orgueil par son bon sens, sa rationalité, sa justice, elle se flatte d'avoir coupé la racine même de la lutte des classes et banni à jamais la Révolution violente. Elle ne tolère donc pas le moindre désordre, considère les révolutionnaires comme des fous et des délinquants, et les traite comme tels. **Conclusion : la démocratie économique illimitée est une société typiquement bourgeoise.** Pourtant, c'est l'idéal du Parti Communiste Français, qui n'a pas d'autre programme à proposer au prolétariat !

O canailles !

*
**

Le lecteur naïf pourra évidemment s'imaginer que les choses s'arrangeront lors du passage de la démocratie avancée (qui, n'est-ce pas, est seulement transitoire) au Socialisme proprement dit, qui est le but véritable. L'étude attentive de la prose du P.C.F. le privera bien vite de cet ultime et fol espoir ! « Marx » affirme le numéro-programme déjà cité d' " Economie et Politique " « n'assignait en réalité (sic ! NdR) comme « limite maximum aux salaires que celle qu'ils auraient après la « suppression totale des profits capitalistes parasites ». Rapprochez cela de l'affirmation déjà relevée plus haut : « dans un régime de « démocratie véritable..., les profits capitalistes ne pourraient pas « être supprimés tout de suite », et vous aurez cette définition : le Socialisme diffère de la démocratie avancée par le fait qu'il paie des salaires plus élevés, grâce à la suppression des profits capitalistes parasites. Les choses ne s'arrangent donc pas du tout. D'abord, tant de rigueur après tant de mansuétude, c'est louche. Ensuite, cherchez un peu quel pourcentage du « revenu national » la plus-value consommée par les membres de la classe capitaliste peut bien représenter, divisez la somme par le nombre de salariés, et vous verrez que le relèvement de la « limite maximum » des salaires obtenu ne vaut pas une révolution, même « pacifique » !

Le plus beau de tout, c'est que ces Messieurs d' " Economie et Politique " tentent de mettre leurs infamies sur... le dos de Karl Marx. Leur misérable petit programme social-démocrate, ils prétendent le déduire du passage suivant du **Capital** (Livre III, t. 3, p. 251 !) qu'ils citent avec un cynisme incroyable à la page 130 de leur numéro spécial sur la démocratie avancée :

« Si l'on ramène toutefois le salaire à sa base générale, c'est-à-dire à la fraction de son propre travail qui entre dans la consommation individuelle de l'ouvrier ; si on libère cette part de l'entrave capitaliste et qu'on l'élargisse jusqu'à atteindre le niveau de consommation que d'une part, la productivité sociale existante permet... et que d'autre part requiert le plein épanouissement de l'individu ; si en outre, on réduit le surtravail et le surproduit à la mesure qu'exige, dans des conditions de production données de la société, la constitution d'un fonds d'assurances et de réserve, et aussi l'élargissement constant de la reproduction à la mesure des besoins sociaux ; enfin si l'on inclut dans la première rubrique (travail nécessaire) et la seconde (surtravail) la quantité de travail que ceux qui sont aptes à travailler sont tenus d'accomplir pour ceux qui ne sont pas encore ou ne sont plus en état de travailler ; en résumé, si l'on dépouille le salaire aussi bien que la plus-value, le travail nécessaire aussi bien que le surtravail, de leur caractère spécifiquement capitaliste, toutes ces formes disparaissent et il ne reste plus que leurs bases, qui sont communes à tous les modes de production sociale ».

Marx dit pourtant ici de façon très claire qu'abolir le Capitalisme, c'est dépouiller **à la fois** le Salaire et la Plus-value de leur caractère spécifiquement capitaliste ! Le caractère spécifiquement capitaliste du Salaire ne tient pas du tout à son montant ! On ne dépouille donc pas le salaire de ce caractère par une simple augmentation ou alors les Etats-Unis et l'Allemagne, où les salaires sont plus élevés, devraient être considérés comme moins capitalistes que l'U.R.S.S. et la Grèce où ils sont plus bas ! Le caractère spécifiquement capitaliste de la plus-value ne tient pas non plus uniquement au fait qu'elle est consommée sous forme de marchandises de luxe par les bourgeois, puisqu'elle l'est seulement pour une fraction socialement minime ! On ne dépouille donc pas la plus-value de ce caractère par la simple suppression des bourgeois parasitaires - et encore moins par la promesse de les supprimer... plus tard !

Et voilà par terre tout le beau programme de socialisme... salarial, hiérarchique et monétaire des faussaires du P.C.F. !

« Dépouiller le Salaire de son caractère spécifiquement capitaliste », c'est cesser de traiter les forces de travail comme des valeurs qu'il faut empêcher d'augmenter par tous les moyens, et les traiter enfin comme des « individus qui doivent s'épanouir pleinement ». Et alors, adieu la

Hiérarchie ! Au lieu de cela, " Economie et Politique " a le culot sans nom de prétendre que... « de toute façon, Marx explique nettement que « la valeur de la force de travail ne peut constituer, EN REGIME « CAPITALISTE, la limite supérieure des salaires ». Il faut le voir (page 130 du N° spécial !) pour le croire !!! Hier, les mêmes gens défendaient l'absurde théorie de la **paupérisation absolue** de la classe ouvrière en régime capitaliste. Aujourd'hui, c'est la théorie exactement inverse... de son enrichissement illimité dans ce même régime !!!

« Dépouiller la Plus-value de son caractère spécifiquement capitaliste », c'est ne plus la produire sous n'importe quelle forme matérielle parce que seule compte sa valeur, mais la produire sous la forme matérielle socialement utile parce que seul son usage importe. Et alors, adieu la division en classes !

Le Communisme, c'est donc le renversement complet de toute la dynamique propre à la société bourgeoise. C'est donc la liquidation impitoyable de toutes les formes, de toutes les notions engendrées par le Capitalisme. La Révolution qui le fera triompher ne sera ni pacifique ni libérale. Elle sera l'aboutissant de la lutte séculaire d'une classe durement opprimée qui, se riant de toutes les utopies, ne croyant plus à aucun mensonge, balayera enfin sans la moindre pitié tous les opportunistes. Elle détruira la démocratie bourgeoise, elle instaurera sa propre dictature, mais ce sera pour appliquer le seul programme vraiment généreux, vraiment émancipateur que l'Histoire ait connu : l'abolition de la production marchande et du Salariat, condition de l'abolition des classes et de toutes les inégalités sociales.

L'opportunisme à l'épreuve des luttes

La prospérité capitaliste du deuxième après-guerre touche à sa fin. Une crise d'une ampleur sans précédent, à la mesure du formidable développement du capitalisme mondial, se profile à l'horizon et déjà, les premières fissures apparaissent dans l'édifice d'une société sénile qui se décompose lentement. Après un silence d'un demi-siècle, le prolétariat réapparaît sur la scène mondiale. Encore timide, sa renaissance s'exprime dans des vagues de grèves qui déferlent sur tous les continents et se font écho d'un pays à l'autre.

Confuses, désordonnées, ces premières manifestations d'un prolétariat qui réapprend à se battre après une longue inactivité, révèlent en filigrane l'étendue du champ de bataille des prochains assauts révolutionnaires. Réduite à Paris au siècle passé, à quelques pays d'Europe dans les années vingt, la guerre ouverte des classes promet d'éclater sur la terre entière.

Inquiète, la bourgeoisie internationale se prépare aux combats qu'elle devine inévitables. Partout, elle resserre plus solidement l'étau qui broie les classes qu'elle exploite, usant de violences lorsque la persuasion ne peut suffire. En France, elle s'appuie sur l'allié irremplaçable qu'elle possède au sein du prolétariat : l'opportunisme.

Représenté par le Parti Communiste Français, digne héritier de la social-démocratie et du stalinisme, l'opportunisme fait miroiter aux yeux des ouvriers la vision petite-bourgeoise d'un capitalisme qui peut être amélioré, réformé. Il prêche le pacifisme social et promet au prolétariat français une amélioration de son sort, compatible avec le maintien et le développement du Capital, brisant à l'aide du syndicat de classe (la C.G.T.), qu'il contrôle toute tentative de sortir de cette vision stérile.

Ce rôle de défenseur du capital, de stabilisateur social permanent de la société bourgeoise que joue l'opportunisme apparaît plus crûment lorsque la classe ouvrière se bat pour défendre le prix de sa force de travail, s'opposant par ses luttes à l'exploitation sans cesse accrue que la bourgeoisie exerce sur elle. L'opportunisme est alors contraint de recourir à mille ruses pour trahir ces luttes qu'il prétend diriger, sans se trahir lui-même. Ainsi, au cours des grèves qui ont éclaté en France de l'automne au printemps, il a dû déployer tout son arsenal de roueries, tout son art de la falsification pour convaincre le prolétariat de se soumettre, une fois encore, à l'intérêt de la bourgeoisie.

Au travers du bilan de ces grèves, nous allons tenter de mettre en pleine lumière le rôle de l'opportunisme, ses méthodes, et de faire en quelque sorte son bilan pour l'année écoulée.

L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE

Comment la bourgeoisie française voit-elle la situation de l'économie nationale au début de l'été 1969 ? Au-delà de la situation financière immédiate qui est mauvaise (déficit élevé des échanges extérieurs, possibilités quasiment épuisées de crédit à l'étranger, réserves d'or au plus bas), elle fait la double analyse suivante :

1) Depuis la disparition de son empire colonial, la France s'est transformée au point de devenir une véritable puissance industrielle. Cependant, sa transformation a été beaucoup plus lente que celle qui a affecté les « vaincus » de la guerre (Allemagne, Japon, Italie), sans parler des Etats-Unis dont l'avance est écrasante. Malgré le développement récent de grands trusts français de taille mondiale, l'économie française reste encombrée d'une multitude de petites et moyennes entreprises dont la productivité est très inférieure aux exigences de la concurrence internationale. La France est donc un pays capitaliste aux structures encore archaïques avec un appareil de production trop faible, une productivité insuffisante, une main-d'œuvre industrielle trop peu nombreuse. Il faut moderniser les structures, accélérer le développement de certaines industries, spécialiser la production, reconverter dans l'industrie une fraction de la paysannerie et certaines couches de la petite bourgeoisie. Chaban-Delmas déclare à l'Assemblée nationale :

« La faiblesse de notre base industrielle handicape tout notre développement économique. Sur le plan extérieur, elle est à l'origine de ce que la composition de notre commerce extérieur n'est pas celle d'un pays entièrement développé. Sur le plan intérieur, elle freine l'indispensable mutation agricole, encourage la prolifération des services, alourdit les charges de la vie collective et retentit directement sur notre niveau de vie... Nous avons des appétits de consommation qui sont ceux d'un pays développé sans posséder la base industrielle d'une telle société, d'où la tendance permanente chez nous à l'inflation. Le remède est évidemment de développer notre base industrielle, de balayer l'archaïsme et le conservatisme de nos structures sociales. ».

2) La France va se trouver au cours de l'année dans une situation internationale exceptionnellement favorable pour développer ses exportations et conquérir de nouveaux marchés à l'étranger. Presque toutes les puissances industrielles prennent simultanément des mesures anti-inflationnistes. Il y a récession aux Etats-Unis. Au Japon et en Allemagne, l'expansion inflationniste doit se prolonger peu de temps encore ; en Italie, grèves et hausses de salaires vont bon train. La France, provisoirement épargnée, doit profiter des quelques mois de répit que lui donne cette « conjoncture » favorable pour développer ses exportations, avant que les autres puissances ne redeviennent les concurrents impitoyables qu'elles sont capables d'être.

La bourgeoisie passe donc l'été à définir un plan de transformation à long terme de l'économie française, le VI^{me} plan, caractérisé par les deux

mots-clefs d' « adaptabilité » et d' « incitation à l'effort ». Pour l'immédiat, elle prépare un « plan d'austérité » qui doit permettre un développement rapide des exportations par une augmentation de la production et une réduction de la consommation intérieure.

Le plan d'austérité.

Faisant suite à la dévaluation du mois d'août, ce plan comporte trois séries de mesures : déflation budgétaire ; réduction des investissements en matière d'équipement ; réduction de la consommation intérieure par une restriction du crédit et un alourdissement des charges fiscales.

La réalisation des deux premières mesures est acquise, puisqu'elle dépend de la volonté de l'Etat. Elles sont cependant secondaires. C'est de la réalisation de la troisième série de mesures que dépend en grande partie la réussite ou l'échec du plan d'austérité, et partant du VI^{me} plan.

Une réduction de la consommation privée (qui représente 60 % de la consommation totale du pays) permettrait en effet une plus grande exportation ainsi qu'une augmentation de l'épargne, c'est-à-dire la possibilité d'accroître les investissements en matière d'équipement, au lieu de les réduire — réduction qui, si elle permet dans l'immédiat d'exporter davantage, ne doit pas se prolonger si l'on veut rénover l'industrie, moderniser le capitalisme français.

Il faut donc tenir les prix, calmer la fièvre d'achat des particuliers, obtenir la confiance de la population afin de recréer un « climat » favorable au développement de l'épargne : la nation doit consentir à des sacrifices, épargner et consommer moins. Pompidou déclare à la fin de l'été :

« Il va falloir maintenant travailler de son mieux, faire preuve d'une certaine austérité, encore que je n'aime pas beaucoup ce mot auquel je préfère celui de sévérité et d'effort... il faudra faire des efforts de travail, d'épargne et se montrer raisonnable. On ne peut tout avoir à la fois. »

« Faire des efforts de travail », « travailler de son mieux ». Pour que la production augmente — condition indispensable à la réussite du plan — il faudra en effet travailler davantage, plus vite et mieux. Les cadences seront augmentées, les heures supplémentaires aussi, et surtout, à tout prix, il faudra éviter une flambée de grèves, une crise sociale qui réduise la production :

« Si par malheur une crise sociale se conjugait avec la crise monétaire et en multipliait les effets, la situation deviendrait mortelle », déclare Félix Gaillard.

Alors, le gouvernement se déclare prêt à des concessions limitées sur les salaires. Le plan d'austérité n'est en fait qu'un plan de demi-austérité : le SMIG est relevé, un surcroît d'augmentation accordé aux fonctionnaires, une allocation aux familles nombreuses les moins bien nanties, la sécurité sociale promise aux petits commerçants. Une campagne de séduction est lancée pour « expliquer » le plan, affirmer qu'il adoucit le sort des plus exploités :

« Il s'agit de démontrer, dit Chaban-Delmas, que pour une fois, ce ne sont pas les petits qui font les frais de l'opération. »

« Il est fort compréhensible que des revendications se fassent jour notamment au sujet des conditions de travail... Loin de moi l'idée de prendre prétexte de nos difficultés présentes pour repousser tout examen et tout commencement de solution. Ce n'est pas en vain que j'ai parlé de concertation permanente. J'entends par-là que le gouvernement est disposé à dialoguer et à discuter. »

Néanmoins la bourgeoisie sait aussi se montrer ferme, le plan doit réussir, la crise sociale doit être évitée :

« Quant à la volonté avouée par certains d'utiliser la grève à des fins politiques, je préviens chacun de la ferme détermination des autorités, et en particulier du chef de l'Etat, de faire en sorte qu'en toutes circonstances la loi soit respectée et l'ordre républicain maintenu » (Pompidou).

Mais l'instrument principal de la bourgeoisie pour éviter les troubles sociaux, pour rassurer la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, pour les bermer, reste l'opportunisme. Il faut en faire un allié encore plus maniable, plus efficace. Des mesures seront prises qui doivent permettre de ligoter encore mieux les ouvriers, de les paralyser plus encore par un contrôle serré de leur organisation syndicale de classe. Il faut que la C.G.T. fasse cause commune avec le patronat, en devienne un allié ouvert. Les « rapports contractuels », le « dialogue », la « concertation permanente » doivent devenir la règle des « partenaires sociaux » : un catalogue de réformes syndicales est prévu qui fait pendant aux réformes économiques.

Ce catalogue comprend :

1. — Reconnaissance pleine et entière du « fait syndical », reconnaissance des sections syndicales d'entreprise.
2. — Mise en place de chambres sociales auprès des tribunaux, protection juridique, « légalisation » de la fonction de délégué syndical.
3. — Mise en valeur des conventions collectives par branches.
4. — Instauration de « contrats de progrès » pluri-annuels d'intéressement des travailleurs aux fruits de l'expansion nationale et au progrès des entreprise (un accord est déjà préparé pour l'E.D.F.).
5. — Men-ualisation par étapes de tous les ouvriers.

Le programme de l'offensive bourgeoise est prêt. Toutes les précautions ont été prises pour que cette attaque insidieuse ne se déroule jamais à découvert. La bourgeoisie ne doit pas être prise en flagrant délit. C'est l'opportunisme qui se chargera de faire avaler la couleuvre aux classes exploitées. L'opportunisme qui doit démontrer une fois encore sa capacité de réaliser les mesures de la bourgeoisie dans le « calme social », facteur d'équilibre indispensable d'une société dont il est le pilier le plus solide.

LA CLASSE OUVRIERE ET L'OPPORTUNISME

Comment l'opportunisme contrôle-t-il la classe ouvrière, à la veille de la rentrée 1969 ? Le P.C.F. et la C.G.T. ont passé une année difficile, consacrée à reprendre en main des « troupes » désorientées par leur « stratégie » en mai-juin 68 et aussi par l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, affirmation voyante de l'impérialisme russe. La fraction d'ouvriers la plus combative pendant la grève générale se montre à la rentrée moins docile qu'à l'accoutumée et refuse même parfois

d'obéir aux mots d'ordre de la C.G.T. La rancœur est encore vive chez certains ouvriers à l'égard des dirigeants qu'ils jugent comme des combattants trop raisonnables, même s'ils passent pour d'habiles négociateurs. Ils n'imaginent pas la rupture, mais leur mécontentement s'exprime de façon confuse dans des grèves « sauvages » qui éclatent dans les premiers mois de la rentrée, et dans le recul de la C.G.T. aux élections professionnelles. La hausse des prix — conséquence de la crise monétaire et de la situation économique précaire que connaît le pays aussitôt après la crise sociale — rend ardue la tâche des orateurs mobilisés par l'opportunisme pour « expliquer » la « victoire » de Grenelle, et accroît le mécontentement ouvrier.

La journée d'action du 12 février que lance la C.G.T. est un échec, la rencontre de Tilsitt — où la C.G.T. espérait remporter un « succès » — est un autre échec. L'opportunisme modifie alors ses méthodes de « récupération » de la base. Il lance un cri d'alarme : « Les conquêtes de mai sont en danger », « le gouvernement n'a pas tenu ses engagements de Grenelle » et déclenche dans les usines une série d'actions. Actions de pure forme, mais dangereuses parce que la C.G.T. peut en perdre le contrôle ; moyen cependant le plus efficace pour apparaître aux yeux de la classe ouvrière comme un attaquant, comme une direction qui sait aussi se battre quand il le faut. Malgré l'inefficacité des actions lancées, la méthode porte ses fruits : la manifestation du 11 mars est un succès. Il ne reste plus à l'opportunisme qu'à canaliser l'agitation vers la campagne pour le référendum, qui vient à point pour lui faire retrouver son entière popularité. Le départ de de Gaulle est salué comme une grande victoire de la classe ouvrière. Le P.C.F. peut à nouveau imposer sa vision électoraliste d'une transformation de la société, vision quelque peu déconsidérée après les élections de juillet 1968. L'opportunisme tient les ouvriers bien en mains, il peut à nouveau étouffer leurs velléités de protester contre la hausse du coût de la vie et se permet même d'annuler la manifestation du 1^{er} mai pour préserver les chances de l'« alternative démocratique » rendue possible par les élections d'un nouveau président. Les voix obtenues par le candidat communiste au premier tour montrent que le mécontentement du début de l'année est oublié. Mais Pompidou est élu. La bourgeoisie se renforce et annonce déjà une période d'austérité. Le prolétariat espérait un changement radical, c'est une nouvelle période d'« effort » et de « sévérité » qui s'ouvre devant lui ; les cadences seront renforcées, les salaires encore rognés, des licenciements sont annoncés dans certaines branches. Il déchanté et devine confusément qu'il a été floué.

Au début de l'été, la classe ouvrière est mécontente, inquiète, elle oscille entre la lassitude et la révolte. En août, la C.G.T. contient difficilement l'agitation des cheminots. La centrale pressent une explosion prochaine : « Il faut s'attendre à un grand développement des luttes revendicatives, les travailleurs n'accepteront pas les conséquences d'une politique que qu'ils jugent néfaste », déclare Marcel Caille ; « la rentrée sera orageuse », affirme Séguy le 8 août ; « la rentrée sera difficile » reconnaît Bergeron ; « la rentrée sera animée », confirme Descamps. Pourtant, les offres du patronat d'un syndicalisme « responsable » sont alléchantes ;

l'opportunisme aspire à être reconnu, officialisé comme allié. La C.G.T. indique qu'elle est « prête à participer à des négociations sérieuses au » niveau national... elle est parfaitement consciente de la situation économique... les revendications qu'elle soutient, loin de nuire à l'économie, » sont de nature à favoriser son développement ». Et Krasucki rappelle la compréhension que montre l'opportunisme à l'égard du plan d'austérité : « Les exigences de modernisation... sont des réalités qui s'imposent à » n'importe quel gouvernement, à n'importe quel régime ». Il faut aussi rassurer la bourgeoisie : « Les conditions politiques ne sont pas réunies » actuellement pour une offensive ouvrière d'ensemble. »

Mais l'opportunisme, malgré son profond désir de jouer le jeu que lui impose la bourgeoisie sait qu'une condition nécessaire de son existence est qu'il continue de contrôler la base. Celle-ci est nerveuse et peu sûr de ses arrières, il ne peut accepter à froid la « concertation » et le « dialogue ». D'abord convaincre la classe ouvrière qu'il la dirige sans faiblesse : « La C.G.T. n'entend pas cautionner la politique du gouvernement », affirme Frachon ; lui redonner ensuite l'espoir qu'un changement interviendra bientôt : « Ce septennat pourrait bien être de courte durée. Nous pensons, » à plus ou moins brève échéance, connaître à nouveau une situation propice à l'alternative démocratique » lance Ségué à la Mutualité. Dans chaque usine, des « cahiers de revendications » sont déposés par la C.G.T. : il faut contrôler les grèves qui risquent d'éclater en exigeant par avance, avec détermination... ce que la bourgeoisie est prête à accorder. Le bluff, la démagogie : l'opportunisme est prêt, lui aussi, à affronter la rentrée.

LA VAGUE DE GREVES DE L'AUTOMNE

Les précautions prises par la bourgeoisie et l'opportunisme n'empêcheront pas la classe ouvrière de riposter à l'attaque en règle dont elle est la principale victime. Aux mesures d'austérité annoncées le 3 septembre va répondre une vague de grèves qui se prolongera jusqu'à la fin de l'automne. Riposte confusément unitaire d'une extrême fermeté à son début, mais qui ira vite s'affaiblissant, par l'action coordonnée, parfaitement synchronisée, de l'opportunisme et de la bourgeoisie : la C.G.T. et les syndicats jaunes divisant, usant, épuisant les mouvements que les patrons achèvent lorsqu'ils sont à bout de souffle. En dépit de quelques derniers sursauts, la flambée de grèves s'éteindra au début de décembre. Mais voyons de plus près son déroulement et comment les forces coalisées de la bourgeoisie et de l'opportunisme en sont venus à bout.

La grève des roulants donne le départ. Le 10 septembre, elle éclate comme un coup de tonnerre, prenant de court la C.G.T. — on est toujours surpris par un événement désagréable, même lorsqu'on s'y est préparé. Mouvement très vigoureux par sa forme — grève illimitée de fait — par ses revendications radicales qui portent sur les conditions de travail très dures dans la branche, et complètement imposé aux syndicats. Il se propage rapidement.

L'opportunisme réagit et tente de prendre le taureau par les cornes : le 13 septembre Ségué prononce un discours à la Mutualité :

« Il faudrait que les organisations syndicales consentent à observer une trêve... qu'elles renoncent à obtenir les comptes en retard. Eh bien ! Il n'en est absolument pas question. »

La bourgeoisie s'émeut :

« Le gouvernement de la république saura prouver qu'il est là pour défendre la nation contre toute aventure. »

Mais les syndicats isolent les grévistes dans la catégorie — mise en garde contre ceux qui voudraient élargir le mouvement —, refusent d'annoncer la grève et la laissent périlcliter à la traîne du syndicat autonome qui la fera s'échouer dans des négociations où quelques miettes sont obtenues. Le 15 septembre, l'alerte est passée, Séguy change de ton :

« On a dit de ce discours qu'il contenait une déclaration de guerre au gouvernement. Or, l'un de ses points essentiels consiste précisément à proposer au gouvernement et au C.N.P.F. de négocier en vue de résoudre les revendications ouvrières par voie d'accords contractuels »,

et il ajoute :

« La loi et l'ordre seront défendus ! Mais qui les menace ? QUI ? »

Beaucoup moins fermes, les grèves de la R.A.T.P., qui éclatent quelques jours plus tard, sont éparpillées sans peine. Complètement abandonnés par les directions syndicales, les ouvriers obéissent aux multiples mots d'ordre contradictoires. Une ligne qui roule, l'autre pas, certains dépôts d'autobus s'arrêtent contre la volonté des bonzes, et la C.G.T. va jusqu'à s'excuser auprès des usagers des ennuis provoqués par la grève. Les grévistes récoltent une légère augmentation de la journée de travail : « conquête non négligeable », proclame l'« Humanité » !

Lorsque des débrayages éclatent dans les Postes, l'opportunisme s'est repris. La leçon a porté. C'est avec préavis que la semaine d'action du 29 septembre au 4 octobre est déclenchée, entièrement contrôlée par les syndicats, sauf un centre (Paris - 15 se met en grève huit jours avant la date prévue) qui parvient à déborder le cadre syndical. Les arrêts de travail se multiplient à l'E.D.F. ; les dockers commencent leur longue série de grèves hebdomadaires. Faisant suite à des milliers de débrayages qui avaient éclaté tout au long de septembre, vont avoir lieu une série de grèves longtemps contenues : la SNECMA, Sud et Nord-Aviation, Dassault, Bréguet dans l'aéronautique ; Peugeot, Berliet, Renault (Le Mans, Cléon, Billancourt) dans l'automobile ; Rhodiaceta, l'A.P.C.-Toulouse dans la chimie ; De Wendel-Sideler dans la sidérurgie ; Alsthom dans l'industrie électrique ; les mines de fer de Lorraine, les Charbonnages du Nord, etc... Toutes les branches seront touchées. Et ces grèves d'usines qui constituent par leur nombre, leur intensité, le sommet de cette flambée de l'automne, seront magistralement liquidées par l'opportunisme.

ROLE ET METHODES DE L'OPPORTUNISME

Prétendre diriger les luttes et empêcher qu'elles se développent ; user, diviser, épuiser les ouvriers dans des actions stériles et sauver toujours la face, garder la confiance de ceux que l'on a trahis. Tel est le tour de force que réussit quotidiennement l'opportunisme syndical. Comment y

parvient-il ? Essayons de le voir, de préciser ses méthodes telles qu'elles sont apparues au cours des grèves de l'automne.

Quand l'opportunisme voit venir une grève, il la précède et la canalise dans des actions partielles : débrayages, grèves tournantes, réunions d'information, pétitions, délégations, petits coups d'épingle qui dégonflent le mouvement et empêchent qu'il explose. S'il éclate malgré tout, c'est alors sous contrôle syndical.

Quand l'opportunisme a été pris de vitesse, la grève — souvent déclenchée par une fraction d'ouvriers combattifs (atelier, département) — démarre sèchement. Les syndicats suivent de mauvaise grâce, rappellent la minorité à la raison, invoquent son isolement, mais refusent de généraliser le mouvement sous prétexte de conserver le caractère spécifique des revendications de la minorité en lutte, ou parce qu'une généralisation est jugée inopportune. Parfois ils condamnent même les grévistes pour leur indiscipline, leur « égoïsme » (« la grève illimitée doit être maniée avec prudence ») et se contentent d'une collecte de soutien, puis abandonnent les grévistes à eux-mêmes. La grève périlite alors doucement jusqu'à s'éteindre.

Si elle parvient à se généraliser à l'entreprise ou aux usines du groupe, ou à la région (si des revendications latentes existaient dans l'usine ou dans la région), le syndicat, après avoir conservé la division des ouvriers par usine et leur éparpillement, donne à la grève un élargissement et une plus grande unité d'apparence, mais en noyant le caractère de classe du mouvement dans une manifestation interprofessionnelle régionale à laquelle participent paysans, enseignants, commerçants, associations familiales, etc... Les orateurs parlent de l'union indispensable des manuels et intellectuels, les banderoles disent : « Paysans, ouvriers, étudiants unis dans la lutte pour une société démocratique », on crie « Liberté » et l'« Humanité » rappelle invariablement la « discipline » des manifestants.

La contre-attaque patronale survient alors, lorsque le mouvement est épuisé. Par un meeting dans l'usine on rapporte aux ouvriers les maigres résultats des négociations, quelques vagues promesses ; on console les grévistes (« Quelle que soit l'issue de la grève, nous avons gagné, l'unité est plus forte, l'amitié renforcée, etc... ») et un vote décide de la reprise du travail. Souvent le mouvement est arrêté lorsque la direction revient sur des mesures de rétorsion prises à la suite de son déclenchement (levée du lock-out, réintégration des délégués, paiement des jours de grève) ; cette « victoire » permettant aux syndicats de faire accepter aux ouvriers le dixième des revendications initiales, causes réelles de la grève. Parfois il y a mise en suspens pur et simple du mouvement, les syndicats « doutant » de la « force » de la base, ou invoquant le « pourrissement » de la grève. Ainsi, « sauvage » et dure dans sa première partie, la grève a été rapidement prise en mains par les syndicats jusqu'à sa liquidation par la contre-attaque du patron, ou son épuisement par les manœuvres de l'opportunisme.

Certaines constantes reviennent dans l'attitude de la C.G.T. :

— Prendre prétexte de désaccords avec les syndicats jaunes (auxquels la lie une complicité de fait) pour refuser de généraliser ou de décider une grève : « La C.G.T. ne cautionne pas les mots d'ordre aventuristes, contraires aux engagements pris en commun... ». Reprocher à la C.F.D.T. ses « formes de lutte gauchistes ». Et lorsque le mouvement a été saboté, s'affirmer comme championne de l'unité : « La grève n'a pu avoir lieu parce que l'unité n'était pas réalisée, il faut s'attacher à la faire ».

— Sous-estimer en permanence la vigueur de la base. Avant de décider d'un mouvement, il faut « augmenter le niveau des luttes » ; créer un « terrain favorable ». Développer ainsi au sein du prolétariat le sentiment de sa faiblesse et accroître celle-ci en l'empêchant de se battre. Ou alors vérifier quotidiennement sa combativité pour l'épuiser (à Rhodiaca, après avoir consulté chaque jour les ouvriers sur l'alternative : prolonger la grève des 24 heures ou décider son arrêt total, les dirigeants, devant la « résistance » des grévistes qui votent inlassablement pour la poursuite du mouvement, invoquent le « pourrissement » de la grève pour faire reprendre le travail).

— Remplacer le mot d'ordre de « grève » dont il faut « faire l'économie », pour « préserver ses forces », par celui d' « action », terme vague qui souvent signifie un arrêt d'un quart d'heure. On lance ainsi à tour de bras des « journées d'action pouvant aller jusqu'à la grève » qui se réduisent à faire une pétition d'action, une délégation, un débrayage. De plus ces « actions » sont destinées non pas à obtenir la satisfaction de revendications, mais à épauler une délégation, à « forcer » la direction à accepter une entrevue qui est un objectif en soi et un prétexte pour arrêter la grève : « La direction accepte de négocier, montrons notre bonne volonté en reprenant le travail ». L'énorme quantité d' « entrevues négatives » montre que si la direction concède aisément une entrevue (une « première victoire » claionnent les syndicats), elle est beaucoup plus intransigeante lorsqu'il s'agit de discuter des revendications ouvrières.

— Falsifier les mots d'ordre revendicatifs, leur ôter tout caractère de classe, remplacer un mot d'ordre de lutte par une revendication réformiste : à la SNECMA dans les premières manifestations on clame « Pas de licenciements », un mois plus tard les ouvriers crient comme un seul homme « des moteurs français » et réclament « une véritable politique du moteur ». Engager la lutte pour des revendications déjà accordées ou accepter une promesse lointaine pour argent comptant : à Grenelle les promesses concernaient 1970, en 1970 elles concernent 1972.

Le test Renault :

A la mi-octobre, devant le développement des luttes sociales, l'opportunisme déclenche une campagne destinée à convaincre la base qu'elle ne veut pas se battre. C'est Renault, « baromètre » de la combativité ouvrière qui servira à ce test de démoralisation « démocratique » du prolétariat. La C.G.T. va terroriser, briser les ouvriers en grève au Mans et à

Cléon pour les « convaincre » à Billancourt que le « rapport de force » est défavorable et que « poursuivre la lutte » serait une folie.

A Renault - Le Mans, 80 ouvriers des traitements thermiques ont décidé une grève illimitée. Les syndicats évitent son extension et l'enferment dans des revendications catégorielles, laissant le patronat prendre l'offensive en lock-outant l'usine. La C.G.T. lance comme mots d'ordre : « Exigez du travail en étant présents à l'entrée », « La C.G.T. ne vous demande pas d'avoir une attitude combative ». Elle interdit les piquets de grève et demande l'évacuation de l'usine occupée par les ouvriers : « Aujourd'hui nous sommes seuls et nous avons en face de nous un patronat qui n'a jamais été aussi puissant ». Et lorsque la défaite est acquise : « Nous avons une leçon à tirer : la grève illimitée doit être maniée avec beaucoup de prudence ».

A Renault - Cléon, le délégué C.G.T. prévient les ouvriers contre une occupation de l'usine : « les C.R.S. sont prêts à intervenir ». Un vote est proposé : pour ou contre la poursuite de la grève. Le vote est favorable à la poursuite. La C.G.T. se désolidarise du mouvement qui est le « fait d'une minorité ». Le lendemain, un communiqué :

« Etait-il possible d'occuper l'usine ? C'aurait été rendre le plus grand service à la direction et au pouvoir... les gauchistes veulent la grève générale ; ils voudraient faire une révolution chaque matin avec la peau des travailleurs de chez Renault... Il faut que les travailleurs se prononcent eux-mêmes dans les ateliers. »

L' "Humanité" du 16 octobre :

« Le mouvement de grève déclenché par quelques centaines d'ouvriers sur 5.800 a pris fin : la grande majorité des ouvriers ayant refusé de s'associer au mouvement, les grévistes ont renoncé à leur action, le travail doit reprendre ce matin pour l'ensemble du personnel. »

A Renault - Billancourt, le test est alors annoncé ; la presse bourgeoise le monte en épingle : « Les ouvriers de la France entière ont les yeux tournés vers Billancourt... Si Renault bouge, la France tremble... ». Les responsables syndicaux laissent entendre la veille de la « consultation » qui doit décider d'une grève éventuelle, que la base n'est pas mûre pour une action de grande envergure :

« L'échec de la grève de Cléon a montré que seule une minorité souhaitait dans les circonstances présentes engager des luttes revendicatives. »

« Cent actions d'ateliers ont eu lieu au cours de septembre », disait pourtant un tract C.G.T. quelques jours plus tôt. La consultation a lieu : les ouvriers sont favorables à la grève. Mais la « participation » est jugée insuffisante par les responsables C.G.T. « Une grève se fait avec des grévistes et avec une majorité de travailleurs », déclare Albeher. La C.G.T. propose un arrêt de 4 heures, la C.F.D.T., qui était partisan d'une « action plus longue » suit néanmoins, F.O. qui voulait une « grève illimitée », se désolidarise. La grève est peu suivie, enterrée. La classe ouvrière a été battue démocratiquement.

Les dernières grèves de l'automne :

Après le « test » négatif de Renault, la flambée de grèves va s'éteindre doucement à la fin octobre et en novembre avec des flammes soudaines,

rapidement étouffées — ou circonscrites lorsqu'elles refusent de s'éteindre — par l'opportunisme. Le 26 novembre la grève prévue à l'EDF est annulée par les syndicats « conscients de leurs responsabilités à l'égard de la nation tout entière » (Andrieu : « En prenant cette sage décision « alors que le mouvement avait fait preuve de son ampleur, ils ont voulu « tenir compte des difficultés, hélas ! inévitables que les coupures de courant entraînent pour la population »). La grève des dockers s'achève après deux mois et demi de luttes par une promesse de la part de la fédération C.G.T. que « les dockers accepteront désormais de faire des heures » supplémentaires, des travaux la nuit et le dimanche », en échange des miettes obtenues. Le 3 décembre chez Manufrance, après 3 semaines de grève, la direction pose comme préalable à toute discussion que « l'entreprise soit remise sur ses rails » et que « les grèves sauvages ne doivent plus être considérées comme des grèves dont le droit est reconnu par la constitution » ; les syndicats ont besoin de plusieurs jours pour convaincre les ouvriers de cette « victoire ». Les pistoleurs de Peugeot après avoir magnifiquement résisté au travail d'isolement et de démoralisation de la C.G.T., reprennent le travail le 8 décembre après 17 jours de grève, et renoncent à l'essentiel de leurs revendications. Le 5 décembre, chez Alsthom, les syndicats demandent aux ouvriers d'évacuer l'usine, puis de reprendre le travail ; ce sont là les conditions nécessaires pour la reprise des négociations, la C.G.T. parle de « première victoire », de « modifier les formes de lutte » ; 4 délégués syndicaux ont été licenciés, ils ne seront pas réintégrés.

C'est donc au début de décembre une phase de recul du prolétariat. La presse bourgeoise et opportuniste ignore l'« agitation sociale ». Les patrons règlent le compte des ouvriers qui se sont mis en avant pendant les grèves, sous l'œil bienveillant de la C.G.T. Quelques réactions auront lieu, mais la vague s'achève complètement avec les fêtes de fin d'année et leur cortège habituel d'aumônes. Il aura fallu plus de trois mois pour venir à bout des ouvriers en lutte, mais des concessions très limitées ont été faites pour éviter la crise sociale et on annonce déjà dans la métallurgie, la chimie, que la production du trimestre a battu tous les records. La bourgeoisie aidée par l'opportunisme a réussi la première partie de son plan.

LA DEUXIEME OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE

Profitant de cette phase de recul du prolétariat, — à la fin décembre et au début janvier, si l'on excepte les mineurs de Pennaroya, le « calme social » règne — la bourgeoisie lance à la fin décembre sa deuxième offensive de l'année. C'est la hausse des prix et l'achèvement de son programme de construction d'un syndicalisme « responsable » : la vague des contrats de progrès, la mensualisation, les chambres sociales, mesures qui font des syndicats les garants du maintien de l'ordre dans l'usine et qui doivent permettre de poursuivre au moins jusqu'à la fin du printemps l'effort de production entrepris au début de l'automne. La bourgeoisie ne

craint plus aussi de montrer sa force : arrestations préventives massives, quadrillage policier montrent à la petite bourgeoisie, qui manifestait une opposition toute pacifique à la politique américaine, qu'elle a tout intérêt, elle aussi, à se tenir tranquille.

Les syndicats jaunes se précipitent pour signer les contrats de progrès, la C.F.D.T. ne cherchant même pas à conserver le vernis révolutionnaire qu'elle s'était donné en mai 68. La C.G.T., elle, est inquiète ; si son 37^{me} congrès lui a permis de « démocratiser » ses statuts pour mieux répondre aux exigences de la bourgeoisie, dans l'immédiat, elle devine que le recul de la classe ouvrière n'a été que provisoire. Au cours de la vague de l'automne, les grèves ont été enterrées, étouffées, remises plutôt que réglées. Elle s'est souvent découverte et il y a eu promesse tacite de sa part aux ouvriers, à l'échelon local, que les luttes reprendraient si les patrons ne se montraient pas plus conciliants. Les négociations qui ont achevé les grèves de l'automne piétinent et la classe ouvrière va bientôt réclamer des comptes. La classe ouvrière ne peut rester insensible à la hausse des prix — la hausse des transports — qui la touche directement, ni aux attaques de l'Etat contre son organisation de classe, seule organisation dans laquelle elle se reconnaît encore une force.

C'est pour apaiser ce mécontentement, pour se poser à nouveau en état-major de l'armée ouvrière, que la C.G.T. lance à grand tapage une campagne contre le contrat E.D.F. :

« Le gouvernement rêve de faire accepter la limitation du droit de grève par les syndicats eux-mêmes, de bon gré, dans des accords qu'ils signeraient, se portant ainsi garants de la soumission des travailleurs à l'exploitation » (Moynot).

Pourtant, la C.G.T. ne peut refuser les contrats de progrès puisque ce serait faire comprendre à la classe ouvrière que les conflits de classe doivent se régler sur un autre terrain que le terrain contractuel. Aussi distingue-t-elle entre le mauvais contrat E.D.F. qui « contient des clauses anti-grève » et le bon contrat de Berliet : « 26.000 salariés de Berliet forcent le patron à conclure un accord », dit l' "Humanité" après que la C.G.T. ait signé le 12 janvier.

Autre façon de se refaire une virginité révolutionnaire : les campagnes habituelles pour expliquer que l'unité syndicale est une nécessité — argument qui a tant servi à briser les luttes de l'automne — ; pour expliquer que les « grèves sauvages » ouvrent de « nouvelles espérances » au prolétariat et sont des « formes nouvelles de lutte contre les monopoles » ; pour expliquer ce qu'est un « bon » contrat.

La consultation E.D.F. ayant été un succès pour la C.G.T., elle peut à nouveau changer de langage : « La consultation, c'est la perspective de reprendre positivement les négociations » ; puis :

« Nous proposons non la guerre, mais de négocier en vue de résoudre les revendications ouvrières par voie d'accords contractuels »,
et encore :

« Si le gouvernement et le patronat renoncent aux mesures et aux ruses qui font trop souvent trébucher les négociations et acceptent de discuter sérieusement en respectant les critères de représentativité de leurs interlo-

cuteurs syndicaux, une politique sociale contractuelle peut s'instaurer dans notre pays à la satisfaction de tous les gens de progrès » (Séguy), et enfin :

« Quoi qu'en disent nos détracteurs, notre objectif n'est pas de provoquer des conflits et des troubles. Il est de défendre les intérêts des travailleurs et de leurs familles, d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, d'y parvenir par voie de négociation en tenant compte des possibilités et des réalités économiques. »

Toutes ces précautions oratoires, la poudre qu'on lui jette aux yeux, n'empêcheront pas le prolétariat de réagir à cette deuxième offensive de la bourgeoisie, avec sa logique de classe ; une nouvelle flambée de grèves va éclater.

LA VAGUE DE GREVES DU PRINTEMPS

Elle se déroule dans un ordre presque identique, pour les secteurs touchés, à la vague de l'automne (le secteur public, puis la métallurgie, la chimie, etc.), mais elle est entièrement orchestrée, contrôlée par les syndicats et sera donc moins intense, tant par le nombre d'usines en grève que par la combativité des ouvriers. C'est la S.N.C.F qui donne, cette fois encore, le coup d'envoi.

La deuxième grève des cheminots

Tout au long de janvier, des mouvements ont lieu dans divers dépôts, tandis que les négociations entre les fédérations syndicales et la direction de la S.N.C.F. piétinent. Le mécontentement des cheminots est extrême. L'année précédente, leur désir de lutter a été muselé par l'opportunisme sous le prétexte d'élections successives ; leur désir de rejoindre la grève des roulants en septembre a été brimé au nom de la solidarité ouvrière ; le gouvernement promet non pas l'amélioration de leurs conditions de travail qu'ils réclament avec force depuis mai, mais une réduction progressive du personnel, des licenciements même. Les syndicats devinent qu'ils ne pourront retenir longtemps les cheminots : « le mécontentement » crée les conditions d'une action au plan national pour le cas où les discussions traîneraient en longueur » préviennent-ils le 29 janvier. Le 3 février : « Les cheminots ne laisseront pas se prolonger indéfiniment les discussions ». Les débrayages se multiplient au début février : « La fédération C.G.T. des cheminots met en garde l'opinion publique contre les informations incontrôlées faisant état d'une décision de grève générale pour les prochains jours. Une fois de plus, il s'agit de dresser l'opinion publique contre les cheminots en s'appuyant sur la période des vacances ». Ce rappel à l'ordre adressé aux cheminots, qui est en même temps une preuve de bonne volonté qu'on donne à la direction de la S.N.C.F. avec qui les négociations sont toujours au point mort, n'empêche pas les arrêts de travail de se multiplier dans les dépôts. L'opportunisme montre sa mauvaise humeur : « La Fédération, tout en appuyant les décisions d'action locale intervenant sur des problèmes particuliers, entend utiliser au plan national toutes les possibilités de négociations ».

Le 18 février, c'est l'explosion : trente dépôts sont en grève. Les négociateurs cessent de tergiverser par crainte de voir les cheminots s'arranger sans eux. La C.G.T. rattrape les grévistes : « La fédération C.G.T. appelle » ses militants à développer la protestation des cheminots par l'action » unie dans des formes multiples en fonction des possibilités locales. » Le gouvernement publie un plan de réforme de la S.N.C.F. et propose un contrat de progrès aux syndicats. La C.G.T. refuse de signer et félicite les grévistes pour leur combativité. Et les rappelle néanmoins à la discipline et annonce : « la direction a été contrainte à des concessions non négligeables. »

La grève sera sabotée à grands renforts d'« explications » et par la mobilisation des « vedettes » de l'opportunisme. Pour arrêter la lutte, on invoque le rapport de force défavorable :

« Il faut connaître le véritable rapport de force pour comprendre les raisons qui nous ont poussés à décider la reprise du travail... qui ne signifie pas que nous avons capitulé. Au contraire, elle marque le début d'une nouvelle phase de la lutte qui sera sans doute plus payante. Nous nous sommes rendus compte à Paris que le patron était disposé à faire traîner les négociations jusqu'à épuisement des grévistes. Or la plupart des familles, ici, ne pourraient pas supporter les privations qu'entraîne une grève longue » ;
on invoque aussi l'unité :

« La lutte n'est pas terminée, il faut garder l'unité en reprenant le travail.. On n'a pas le droit de s'isoler... Le moyen d'élargir la lutte c'est de reprendre le travail. »

Il semble que ces arguments n'aient pas entièrement convaincu la base. La liquidation en février est bien plus laborieuse qu'en septembre.

Le « bon contrat » de Berliet

Quelques jours après la grève à la S.N.C.F., des mouvements dans les postes et l'E.D.F. sont vite étouffés. A l'E.D.F., l'opportunisme fait des appels discrets : « L'intérêt du personnel, c'est que les revendications re- » prennent. » Comme en octobre, des grèves éclatent en mars dans toutes les branches d'industrie. Surtout dans la métallurgie, la chimie, mais aussi dans le papier-carton, les mines. Les routiers manifestent leur mauvaise humeur. La bourgeoisie réprime l'agitation des petits commerçants avec une fermeté que son attitude conciliante de septembre ne laissait nullement prévoir. Les grèves trouvent des solutions rapides. C'est la vague des règlements à plus long terme : alors que la grève n'avait été que suspendue chez Renault en octobre par manque de combativité, une victoire à grand tapage est remportée en mars : la mensualisation. Le programme prévu par le gouvernement se réalise point par point. La C.G.T. signe des centaines de contrats de progrès dans les branches importantes pour l'économie — métallurgie, sidérurgie, chimie — et les refuse avec éclat dans des branches moins importantes ou plus combatives : la S.N.C.F., les Postes. Elle « améliore » tous les contrats que le patronat lui propose avant de les signer, il faut bien sauver la face !

Mais si les grèves sont moins nombreuses, mieux contrôlées par les syndicats, le désir de l'opportunisme de les liquider, de répondre au plus

vite aux appels de la bourgeoisie, fait qu'il se découvre de plus en plus dangereusement. Dans les communiqués de la C.G.T. apparaissent régulièrement les « éléments irresponsables qui veulent faire dévier la lutte », les « formes de lutte gauchistes » qu'elle condamne. Il semble que les formes de lutte « raisonnables » de la C.G.T. créent après six mois de grèves des mécontentements non négligeables. Ainsi chez Berliet, où un accord avait été signé à la hâte en janvier, type du « bon » contrat, c'est-à-dire du contrat discret, où l'accord tacite de contrôler la base, de ne pas recourir à la grève, n'était pas claironné par le patron, la C.G.T. se trouve soudain débordée sur sa gauche. Des arrêts de travail ont lieu tout au long de mars et avril et l'opportunisme se trouve pris entre le marteau et l'enclume : désireux de se montrer respectueux de la parole donnée, de se poser en interlocuteur responsable de la bourgeoisie, mais incapable de désavouer les ouvriers mécontents, exédés et qui se mettent en grève au seul bruit d'un ventilateur jugé soudain insupportable.

Face à un patronat intransigeant, plus exigeant que jamais, et à une base qui ne veut plus accepter de promesses et commence à refuser des formes de lutte inefficaces, l'opportunisme se trouve soudain dans une situation particulièrement délicate qui l'oblige à se compromettre aux yeux des ouvriers. L'accord Berliet est modifié, dénoncé, réaffirmé ; un compromis n'est qu'à grand peine trouvé vers la mi-mai.

Les déboires de l'opportunisme à Berliet permettent de mieux apprécier le chemin qu'il a parcouru depuis le début de l'année.

L'opportunisme à l'épreuve des luttes

Si la faiblesse de la classe ouvrière a été, tout au long des mouvements de grève, de se laisser imposer la diplomatie et les querelles inter-syndicales, de reprendre à son compte les revendications falsifiées de l'opportunisme, d'accepter ses formes de lutte démoralisantes et de démontrer qu'elle avait dans son ensemble une psychologie de classe moyenne qui veut risquer peu en espérant beaucoup, sa force néanmoins a été dans une grande résistance à l'usure. Les ouvriers ont répondu présent aux innombrables débrayages, leur désir de foncer était évident et il a fallu des coups répétés, parfois vigoureux, pour venir à bout de leur volonté de lutter. Des exemples, nombreux, montrent, de plus, qu'il existe une minorité combative qui retrouve lentement des formes de lutte en complète rupture avec les méthodes que l'opportunisme impose habituellement.

A l'usine Vallourenc d'Aulnoye, dans le Nord, les ouvriers opposent les lances d'incendie aux grenades des gendarmes mobiles. Une fraction non négligeable (773 sur 2.147) des grévistes s'oppose ensuite au délégué C.G.T. qui propose la reprise du travail. Aux Transports Drouin, à Nantes, à la Mécanique générale de Thann, les compromis sont refusés et la grève reprend. 800 mineurs de la fosse 4 de Lens mènent toute la grève contre l'avis des syndicats. Chez J.J. Carnaud, la grève illimitée des mensuels a pour objet des revendications qui ont un caractère de classe exemplaire (relèvement des salaires les plus bas, augmentation immédiate du salaire

et diminution immédiate de la durée du travail). Une fraction des travailleurs entreprend des actions en dehors des syndicats et parfois refuse la décision finale d'arrêt de la grève obtenue démocratiquement. Parfois, des initiatives individuelles et maladroites tentent de propager le mouvement : des délégations spontanées vont d'une entreprise à l'autre, des cortèges se forment dans l'usine pour étendre un mouvement déclenché dans un atelier isolé par les syndicats. A Toulouse, les ouvriers de l'A.P.C. enfoncent la porte de la préfecture, repoussent le service d'ordre ; ils barrent ensuite la route à l'entrée de la ville, puis défilent au centre de Toulouse où ils distribuent des tracts.

On peut multiplier les exemples de ce refus des ouvriers de n'opposer à la violence de ceux qui les exploitent que le pacifisme et l'immobilisme imposés par l'opportunisme dont la « stratégie » apparaît de moins en moins « habile » et cohérente aux yeux des grévistes. Désorientés, perplexes, les ouvriers le sont un peu plus à chaque lutte qu'ils entreprennent parce que chaque lutte augmente les concessions faites par les dirigeants syndicaux aux patrons et oblige l'opportunisme à se découvrir, jusqu'à accepter le rôle de policier, à se compromettre ouvertement en dépit de sa grande capacité de récupération et de son extrême habileté à travestir la réalité.

Cette situation inextricable dans laquelle l'opportunisme est amené à se mettre face à la pression, aux exigences accrues de la bourgeoisie qui entre dans une période difficile pour elle et la lassitude grandissante de la classe ouvrière face à une exploitation sans cesse accrue contre laquelle sa direction actuelle ne lui donne que des armes peu efficaces, expliquent la persistance du mot d'ordre d'unité syndicale qui revient toujours plus fréquemment dans les luttes de l'année écoulée.

L'unité syndicale

C'est sous le signe de l'unité syndicale que se déroule la mascarade du 1^{er} mai. C'est au nom de l'unité que la plupart des dernières luttes sont liquidées. Sans l'unité présentée comme indispensable, le rapport de force sera toujours défavorable, la classe ouvrière isolée et faible.

Derrière ce mot d'ordre se cache le désir de l'opportunisme, inquiet devant la renaissance des luttes ouvrières et ne se faisant guère d'illusions sur la signification réelle des mouvements « sauvages » du prolétariat — il n'y a qu'à voir son irritation devant ce mot et sa hâte à le récupérer —, de se débarrasser de la charge de plus en plus lourde que représente le contrôle des ouvriers, l'obligation permanente de les soumettre au capital alors que s'annonce une crise économique. Engagé qu'il est sur le terrain glissant de la collaboration de classe ouverte avec la bourgeoisie, il cherche l'appui des syndicats jaunes, depuis longtemps partisans de la « programmation sociale ».

En France, ce processus d'unification syndicale, de sabotage de la dernière organisation de classe du prolétariat par l'opportunisme est peu avancé (alors qu'en Italie l'unification C.G.I.L. - U.I.L. - C.I.S.L. paraît plus proche) et il y a plusieurs raisons à cela. La bourgeoisie est satisfaite d'un pluri-syndicalisme qui permet à la C.G.T. et à la C.F.D.T. de se montrer alternativement aux yeux du prolétariat comme organisation combative anti-capitaliste (l'évolution ultra-rapide de la C.F.D.T. qui vient à son dernier congrès de « reconnaître la lutte des classes » confirme le désir de s' « adapter » de ce syndicat jaune). De plus, ce pluri-syndicalisme s'appuie sur une conception différente du syndicat qu'ont les divers syndicats eux-mêmes. La C.F.D.T. est pour un syndicat « politique », reconnu mais indépendant et qui entre en concurrence démocratique avec les partis politiques sans se lier à aucun. La C.G.T., elle, est complètement opposée à une fonction politique autonome du syndicat : organisation de classe du prolétariat elle ne peut sans danger pour sa direction opportuniste reconnaître que le syndicat est par **nature** une organisation politique, dont le but est d'unifier les luttes contre l'Etat bourgeois.

Cela conduit à voir la raison principale du peu de chances d'une unification syndicale : l'opposition instinctive des ouvriers à cette unification vers laquelle tend l'opportunisme. Quotidiennement dans ses luttes le prolétariat **vérifie** le rôle néfaste des syndicats jaunes, **vérifie** que son organisation de classe toute dirigée qu'elle soit par des réformistes est la seule capable de s'opposer à la bourgeoisie. Bien qu'elle trahisse de façon permanente le prolétariat, la C.G.T. se trouve constamment obligée par celui-ci à mener le combat, aussi mal qu'elle le fasse. Si elle est forcée de sauver la face à chaque trahison — ce que les syndicats jaunes ne se donnent guère la peine de faire — c'est parce que la classe ouvrière a de son organisation de classe une image (aussi édulcorée qu'elle puisse être aujourd'hui) dont elle doit conserver au moins quelques traits.

La « Loi scélérate »

Cette difficulté qu'éprouve l'opportunisme à convaincre « démocratiquement » le prolétariat de se soumettre encore plus à l'intérêt de la bourgeoisie par le biais de l'unification syndicale explique ses campagnes forcées contre la loi scélérate, pour l'unité de la gauche, pour l'union sacrée contre la « fascisation » de l'Etat bourgeois. Ces campagnes n'ont pas d'autre but que d'engluier les ouvriers dans la confiture du front uni, de leur donner la terreur de l'isolement, de les convaincre de leur faiblesse pour les mener à terme à se convertir à l'unité. La loi scélérate, si elle correspond à une troisième offensive de l'année de la bourgeoisie qui se donne de nouvelles armes pour servir sa « fermeté » dans la période de récession, **qui, elle le pressent confusément, doit suivre la période favorable actuelle, a aussi pour objet de revaloriser l'opportunisme, redorer son blason quelque peu altéré par six mois de grève quasi-interrompues où le prolétariat a pu méthodiquement faire la double expérience de sa force, quelque peu oubliée, et de la trahison de ses chefs.**

BILAN

Le redressement économique et financier de la France, « première œuvre de la présidence de M. Pompidou », a été accompli :

« La France est sur le point de toucher au but ; le retour à l'équilibre, manœuvre à ce point difficile que peu d'observateurs... lui vouaient de grandes chances de succès... est pourtant en train de réussir. »

Le gouvernement confiant prépare de nouvelles attaques :

« Des mesures permanentes prendront le relai de contraintes nées de mesures exceptionnelles. »

La bourgeoisie triomphe :

« Il y a deux ans la France apparaissait comme une tache sombre, aujourd'hui elle apparaît comme une tache claire. »

Ce triomphe, elle le doit à l'opportunisme. Celui-ci a connu une année mouvementée où il a dû s'engager à fond, mais il sort renforcé du combat : le prolétariat a reflué, les grèves ont retrouvé leur dimension d'avant mai 68, les ouvriers partagent toujours sa vision réformiste de la « révolution ».

Pourtant, cet encadrement du prolétariat, la bourgeoisie le devine, ne pourra indéfiniment endiguer les poussées ouvrières alimentées par la crise du capitalisme qui s'annonce. Déjà des grèves reprennent, déjà la décomposition de la société apparaît dans des violences individuelles, des actes désespérés que l'opportunisme ne peut canaliser car ce sont précisément des réactions maladroites contre son défaitisme. Alors la bourgeoisie se prépare :

« Restons calmes et ne croyons pas que la révolution soit à nos portes. Il faut que le gouvernement fasse son devoir, que le pays le soutienne, que la majorité silencieuse ne soit plus silencieuse, qu'elle s'exprime, comme en mai et juin 1968, car c'est comme cela que nous sommes sortis des drames. Nous ne sommes pas le pays des procès de tendance, des répressions violentes, des tortures ou des assassinats, mais nous serons s'il le faut le pays de la fermeté. »

La bourgeoisie sait que c'est la force qui décidera, la force de l'Etat bourgeois... ou celle du prolétariat.

Bilan politique du gauchisme

Depuis Mai-Juin 1968, les divers courants politiques qui composent le « gauchisme » ont indiscutablement rallié un nombre relativement important de jeunes (surtout parmi les étudiants) attirés par leur apparent extrémisme et leurs tentatives de combattre l'opportunisme officiel du P.C.F. et de la C.G.T. C'est pourquoi notre affirmation selon laquelle le gauchisme ne constitue en fait que l'autre face de cet opportunisme pourra paraître ridicule et choquante à plus d'un. Aujourd'hui où ce dernier présente comme « aventuriste » la moindre velléité de radicaliser les luttes, il n'est pas étonnant que le gauchisme bénéficie du prestige de la révolution. Pourtant sous ses dehors extrémistes et sa phraséologie révolutionnaire, il offre exactement les mêmes perspectives que ceux qu'il prétend combattre et dénoncer. Son opposition à l'opportunisme officiel ne recouvre pas une différence de programmes, mais une différence de méthodes. Aux ouvriers qui commencent à sentir confusément la nécessité d'une reprise, elle ne laisse que le choix entre deux formes de sabotage : ou le réformisme avoué du P.C.F., ou la violence **sans but**.

Le mouvement **réel** dont le gauchisme est une des expressions est une chose, l'orientation politique qu'il prétend lui donner en est une toute autre : nous nous réjouissons de toute lutte réelle, et notre critique du gauchisme est une critique **politique**. Le fait qu'aujourd'hui les divers courants du gauchisme puissent se présenter comme des garants de la révolution (et que les canailles du P.C.F. elles-mêmes les croient et les fassent passer, bien malgré elles, pour des révolutionnaires !) montre bien la profondeur sans précédents de la contre-révolution qui a coupé la classe ouvrière de son programme historique. Raison de plus **pour défendre ce programme avec la dernière intransigeance**.

L'EPOQUE DES GUERRES ET DES REVOLUTIONS

Dans « L'impérialisme stade suprême du capitalisme », Lénine a défini la phase historique actuelle comme celle des guerres impérialistes et de la révolution socialiste. Il insistait sur le fait que l'impérialisme n'était nullement une excroissance fortuite, un monstre produit accidentellement par l'histoire, mais bien un **produit direct** du développement capitaliste. Il soulignait d'autre part contre Kautsky et sa théorie de « l'ultra-impérialisme » (c'est-à-dire la vision d'une entente possible entre les différents impérialismes qui pourraient ainsi surmonter leurs contradictions) que les contradictions du capitalisme seraient d'autant plus graves et plus profondes que son développement serait plus prononcé. A cette période de son évolution, le capitalisme ne peut plus apporter que des solutions passagères aux crises auxquelles il se trouve confronté : l'antagonisme

entre les forces productives et le carcan des rapports de production bourgeois devient en effet tel, que l'accroissement des forces productives nécessite un état de guerre quasi permanent et des destructions périodiques sur une échelle de plus en plus large. Le capitalisme en putréfaction se débat dans un cercle vicieux : il lui faut détruire pour pouvoir continuer à produire, mais chaque nouvelle reconstruction reproduit les anciennes contradictions **sur un mode élargi** ; l'incompatibilité entre la production sociale et l'appropriation capitaliste devient donc de plus en plus manifeste.

C'est pourquoi il serait utopique et réactionnaire de rêver d'un quelconque retour à la paix, à l'entente ou à la coopération entre les peuples. Cela reviendrait à vouloir faire tourner en arrière la roue de l'histoire pour retourner à un capitalisme « sans crises » qui est historiquement dépassé.

Comme nous l'avons maintes fois montré, l'évolution historique condamne aujourd'hui plus que jamais tout recours au pacifisme et au réformisme. Elle condamne le pacifisme, car dans cette période de conflits permanents, la lutte pour la paix ne peut qu'être une démission devant les tâches révolutionnaires, et par conséquent une **trahison** de ces tâches. Elle condamne le réformisme, car dans l'impérialisme aucune réforme, quelle qu'elle soit, ne peut plus servir à faire mûrir les conditions générales du passage au socialisme (comme le disait Lénine, dans l'impérialisme, « un pas seulement sépare l'humanité du communisme »).

Rappelons ici les grandes leçons du « Manifeste communiste » : la bourgeoisie en créant le marché mondial et en socialisant la production, ne fait que préparer des crises plus générales et plus formidables ; elle forge non seulement les armes qui vont la détruire, mais aussi les hommes qui manieront ces armes : les prolétaires.

« Le prolétariat est la seule classe réellement révolutionnaire. Les autres classes périssent et périssent avec la grande industrie, le prolétariat au contraire en est le produit le plus direct ». Voilà pourquoi l'antagonisme entre les forces productives et les rapports de production se reproduit au niveau social comme antagonisme de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat. Voilà pourquoi la seule alternative réellement révolutionnaire est : **guerre ou révolution, Dictature de la bourgeoisie ou Dictature du prolétariat** ! Cette perspective historique n'admet aujourd'hui aucune transition, aucune étape : de 1789 à 1871, la bourgeoisie a parcouru tout son cycle historique nécessaire en instaurant son monopole de classe sur toute la société, et si, avant la période impérialiste, la lutte pour des réformes pouvait encore précéder et préparer la lutte révolutionnaire, elle est devenue aujourd'hui son principal obstacle, comme le montre la trahison de l'opportunisme réformisme. Dans l'impérialisme, la question des réformes n'a plus de sens car le prolétariat n'a plus rien à attendre du capitalisme. (Contrairement à ce que prétendent à la fois staliniens et gauchistes, qui sont réunis dans le culte des « acquis », des « conquêtes » ou des « droits » à préserver. Comme si le prolétariat avait des « droits » à préserver ou des « acquis » à défendre au moment même où il crève dans l'esclavage salarial !)

On nous demandera : si le capitalisme est historiquement condamné, pourquoi peut-il toujours prolonger son existence ? Pourquoi le prolétariat ne s'est-il pas lancé dans la lutte révolutionnaire ?

C'est que, si les conditions objectives d'une révolution n'ont pas manqué (ainsi dans les années 1920-30), ses conditions subjectives, c'est-à-dire l'organisation du prolétariat en parti révolutionnaire, ont fait défaut : l'emprise de la social-démocratie, puis la dégénérescence de l'Internationale communiste ont livré le prolétariat à la contre-offensive bourgeoise et l'ont empêché de tirer les leçons de sa défaite. Seule l'organisation du prolétariat en classe, c'est-à-dire en parti politique révolutionnaire, peut lui permettre de profiter des conditions objectives pour se lancer dans la lutte. C'est pourquoi la tâche fondamentale du parti de classe est de préparer la classe ouvrière à cette lutte future : ceci ne peut se faire qu'à partir d'une intervention constante dans les luttes (même partielles) ayant pour but d'amener des couches toujours plus nombreuses d'ouvriers à la conscience de la nécessité de détruire le capitalisme.

Si cette lutte ne s'est pas produite, si l'agonie du capitalisme se prolonge, cela est dû uniquement à la soumission du mouvement ouvrier à l'idéologie bourgeoise par l'intermédiaire de l'opportunisme. La défaite du prolétariat après la vague révolutionnaire des années 20, puis la contre-révolution et la dégénérescence de ses organisations, ont permis au capitalisme de donner une solution bourgeoise à sa crise objective et d'entraîner le prolétariat dans une deuxième guerre impérialiste. Aujourd'hui la classe ouvrière est restée encadrée dans les organisations politiques de la contre-révolution parce que cette contre-révolution avait pris le masque de la révolution, et le langage du marxisme. Alors que le prolétariat, poussé par les premières manifestations d'une prochaine crise, commence à peine à buter contre la pratique opportuniste du P.C.F., celui-ci est devenu l'ennemi principal contre lequel l'avant-garde devra lutter pour remplir ses tâches d'éducation révolutionnaire et d'organisation du prolétariat. Le véritable rempart contre le communisme, c'est l'opportunisme.

L'OPPORTUNISME, ULTIME REMPART DU CAPITAL !

A la vision classique du marxisme — guerre impérialiste ou guerre de classe — l'opportunisme a opposé une **théorie évolutionniste** des rapports sociaux, une vision du passage progressif et pacifique au socialisme, qui s'effectuerait par conquêtes graduelles. Le P.C.F. d'aujourd'hui a fait siennes les litanies de Bernstein, qui, bien avant les staliniens, avait « découvert » que le socialisme se conquiert petit à petit, au fil des luttes quotidiennes et que l'essentiel n'est pas le but, mais le mouvement, l'activité incessante. Pour cela il fallait orienter la lutte prolétarienne dans la voie sans issue du réformisme : il fallait opposer la **conquête** des organismes bourgeois à leur destruction, il fallait noyer le prolétariat dans la fange des luttes « démocratiques et populaires », il fallait lui présenter la lutte pour une nation « libre, pacifique et prospère » comme le fin mot de la révolution.

L'opportunisme actuel, qui a mené jusqu'à son terme cette œuvre liquidatrice, n'est donc pas une « nouveauté » : il n'est rien d'autre qu'une simple réédition du vieux révisionnisme social-démocrate dont Lénine disait qu'il fallait le considérer comme un **ennemi de classe**. A chaque défaite historique du prolétariat, l'opportunisme renaît de ses cendres pour proposer le **même** programme petit bourgeois : si ce programme est invariable, c'est que la meilleure arme de la bourgeoisie contre le prolétariat a toujours été l'idéologie **progressiste** selon laquelle l'histoire se développerait par conquêtes sociales ininterrompues et non par bonds révolutionnaires. Écoutons le discours de l'opportunisme :

« Si la révolution par la voie pacifique devient possible ce n'est pas parce que la classe dirigeante bourgeoise aurait changé de nature et serait disposée à renoncer de son propre gré au pouvoir, mais c'est parce que les conditions nouvelles peuvent permettre à la classe ouvrière de gagner la majorité du peuple... Il s'agit de rassembler dans l'action une supériorité de forces telle que la bourgeoisie isolée ne soit plus en état de recourir à la guerre civile ». (Manifeste du P.C.F. - 1968 « Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste »).

Il est impossible d'aller plus loin dans le reniement : mettre le prolétariat à la tête de « la majorité du peuple », c'est nier qu'il soit la **seule classe** dont les intérêts sont irrémédiablement opposés à ceux du capital, c'est vouloir fonder sa lutte avec celle, inconsistante et réactionnaire, de la petite bourgeoisie menacée dans son existence par la concentration capitaliste. En réalité, c'est bien le propre de l'**idéologie bourgeoise** sous toutes ses formes de prétendre représenter la majorité du peuple, l'intérêt commun ou la volonté générale, alors qu'elle n'exprime que les intérêts particuliers de la classe dominante, la bourgeoisie, qui est depuis longtemps devenue réactionnaire. De quelle autre idéologie les opportunistes peuvent-ils être solidaires, eux qui présentent la révolution comme le remplacement d'une société soumise à « l'arbitraire » de quelques monopoles par une société où seraient enfin respectés « les intérêts supérieurs de la nation et du peuple » ? Pas étonnant qu'ils voient dans le jacobinisme bourgeois un modèle révolutionnaire permanent !

Quant à la guerre civile, depuis quand serait-elle devenue une arme de la bourgeoisie ? Sa propre violence de classe, la bourgeoisie l'emploie précisément contre toute velléité du prolétariat de se placer sur le terrain insurrectionnel : ce n'est donc pas dans la guerre civile qu'elle cherche son salut, mais dans la guerre **impérialiste**, qui constitue pour elle le moyen de liquider ses contradictions et d'envoyer le prolétariat au massacre sous le signe « des intérêts supérieurs de la nation ». De même que la grève n'est pas l'arme des trusts (comme l'ont affirmé les canailles du P.C.F. lors de leur appui à la reconstruction capitaliste de l'après-guerre), la guerre civile, qui est l'explosion de la violence de classe, ne peut pas être l'arme de la bourgeoisie : elle signifie sa propre destruction.

Jouant jusqu'au bout son rôle d'agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat, l'opportunisme a entièrement arraché à celui-ci toute perspective de classe : à la violence de classe il a opposé la conquête pacifique de l'État bourgeois et les « gouvernements populaires » ; à l'instauration du socialisme, il a opposé la « théorie » du modèle russe, c'est-à-dire l'accumula-

tion du capital. En proclamant sur les traces de Staline l'éternité de la loi de la valeur et de la production marchande, il a effacé d'un trait de plume la différence fondamentale entre capitalisme et socialisme et fait du « socialisme » un simple moyen pour **produire plus**. Pour lui, le socialisme admet la production marchande — mais « planifiée », la loi de la valeur — mais « rationalisée », l'esclavage salarial — mais dans « l'intérêt des masses »... Le socialisme admettrait donc toutes les caractéristiques fondamentales et les conditions d'existence du capitalisme lui-même (aussi « planifié » et « populaire » soit-il !!) C'est qu'en réalité leur « socialisme » est une copie du capital : ils veulent (comme Proudhon qui avait au moins le mérite de le dire clairement) le capitalisme, sans capital et sans bourgeois... mais toujours avec la marchandise et le salariat. Qu'on nous explique où est la différence ! Ici les staliniens de tout poil se meuvent sur le même terrain que M. Dühring qui, au siècle dernier, avait devancé le génial Staline dans la voie des « découvertes ». Répétons ce que lui répondit Engels :

« La loi de la valeur est la loi fondamentale précisément de la production marchande, par conséquent aussi de sa forme la plus élevée, la production capitaliste. En érigeant cette loi en loi fondamentale de sa commune économique (premier avatar du faux socialisme ! N.D.R.) et en demandant à celle-ci de l'appliquer en pleine conscience, M. Dühring fait de la loi fondamentale de la société existante, la loi fondamentale de la société imaginaire. Il veut la société existante, mais sans ses anomalies. Il se meut donc par là tout à fait sur le même terrain que Proudhon. Comme celui-ci, il veut éliminer les anomalies qui sont issues de l'évolution de la production marchande en production capitaliste et en faisant valoir à leur encontre la loi fondamentale de la production marchande, la loi dont la mise en œuvre a précisément engendré ces anomalies ». (souligné par nous NDR).

C'est cette loi fondamentale du capitalisme qu'on nous présente aujourd'hui comme un principe sacré, immuable, intangible et constitutif du socialisme ! En réalité, socialisme et communisme ne se décrètent pas : ils sont rendus possibles par le développement même du capitalisme (développement que les staliniens font passer pour la « construction du socialisme ») à condition que le prolétariat exerce sa dictature de classe. Le communisme n'est pas l'« Etat du peuple entier », mais la disparition de l'Etat comme produit de la division en classes de la société : toutes les formes d'Etat qui se sont succédées dans l'histoire ont été des instruments d'oppression au service d'une classe dominante. Aussi, s'il subsiste un Etat dans la première phase du communisme, ce ne sera certainement pas l'Etat du « peuple entier », mais l'Etat prolétarien.

L'agent historique de cette formidable transformation de la société est le prolétariat, que les nécessités de sa lutte dressent contre le représentant des intérêts généraux du capitalisme, le meilleur garant de son maintien : l'Etat bourgeois. La question du pouvoir ne peut se poser que centralement ; le pouvoir, ne peut se conquérir ailleurs qu'au niveau de l'Etat, parce que l'Etat est l'organe de défense des intérêts de la bourgeoisie en tant que classe considérée dans son ensemble. Il serait donc vain de rêver à une prise de pouvoir dans l'usine, dans l'entreprise, etc..., c'est-à-dire là où les conflits de classe ne sont que des conflits partiels. D'autre part, la destruction de l'Etat bourgeois est l'objectif fondamental de la lutte, mais

elle ne signifie nullement la victoire de la lutte — comme l'affirme l'anarchisme pour lequel la révolution est un processus instantané —. C'est que la disparition de l'Etat bourgeois ne fait pas disparaître la bourgeoisie elle-même, (ni par conséquent la lutte des classes dont elle est un des protagonistes) qui, comme les diverses classes de la société n'est qu'un produit des rapports de production en vigueur à un moment donné au sein de cette société ; or, s'il est possible de détruire directement l'Etat bourgeois, la transformation des rapports sociaux ne peut se faire du jour au lendemain.

C'est pourquoi un nouvel Etat est nécessaire, en tant qu'organisation de la domination du prolétariat pour la destruction du capitalisme. Cet Etat, c'est la dictature du prolétariat qui aura pour tâche d'exercer sur la bourgeoisie déchuée sa force expropriatrice et de préparer le passage à la société sans classe.

Dans cette lutte, le prolétariat devra nécessairement user de l'arme historique du parti de classe, avant-garde organisée sur la base de la doctrine et du programme communiste par conséquent seul capable de le diriger jusqu'au bout dans la mesure où (contrairement aux organismes économiques) il ne reflète pas les sollicitations immédiates de la lutte, mais ses perspectives finales (ce qui ne signifie pas qu'il méprise ou abandonne les luttes partielles). Comme l'affirme le « Manifeste communiste », ce qui distingue les communistes, c'est que dans toute lutte, même partielle, ils font valoir les intérêts généraux du prolétariat et du mouvement dans sa totalité.

Dans une situation objective non favorable à l'application du programme, la tâche fondamentale du parti de classe, est donc de pratiquer une intervention constante dans les luttes pour les relier aux perspectives révolutionnaires finales. Rappelons encore une fois que la pénétration du programme communiste dans la classe ne peut s'effectuer que par la conquête de ses organisations économiques — au premier rang desquelles se trouve la C.G.T. — et par la liaison organique de celles-ci au parti comme « courroies de transmission » de son activité. De tout ceci, l'opportunisme a conservé formellement le langage, et c'est précisément la contradiction entre son langage et sa pratique, entre sa vision formelle et sa vision réelle qui le caractérise, car il a en fait abandonné toute vision révolutionnaire et permis que la défaite physique du prolétariat devienne une défaite et une capitulation idéologiques. Pour s'en convaincre, il suffit de voir qu'il a fait de la lutte pour la démocratie le synonyme de préparation révolutionnaire du prolétariat — comme nous le verrons il est précisément rejoint sur ce terrain par la quasi-totalité des groupes gauchistes —. Or, si la démocratie a eu autrefois un contenu révolutionnaire, ce fut toujours un contenu bourgeois ; agiter aujourd'hui, comme remède possible au durcissement généralisé du capitalisme, des perspectives « démocratiques », c'est tout simplement vouloir revenir en arrière et retourner à la phase du capitalisme libéral que l'impérialisme a rendu impossible.

Répetons ici ce que l'histoire a amplement confirmé :

« Quel que soit le nom qu'il porte, le fascisme est la forme politique caractéristique de l'époque impérialiste, et son but est de mobiliser des mas-

ses d'hommes au service du capital. C'est si vrai qu'après la guerre soi-disant anti-fasciste, les Etats démocratiques ont adopté toutes les méthodes et les caractéristiques du fascisme. Mais l'évolution de la société dans un sens fasciste annonce la fin prochaine de la domination bourgeoise dans la mesure même où elle caractérise sa dernière phase, sa phase de concentration économique maximale, de dictature sociale et économique la plus poussée. Au lieu de s'en réjouir, non seulement l'opportunisme crie au scandale, mais il prétend même faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en réclamant le retour de la démocratie. L'alternative qu'il pose est : démocratie ou fascisme, comme si ces deux formes exprimaient deux classes distinctes en lutte pour le pouvoir. A cette position renégate, le communisme révolutionnaire oppose aujourd'hui comme hier l'alternative classique : capitalisme ou socialisme, la seule qui désigne au prolétariat le véritable ennemi à abattre ! » (Programme Communiste n° 16, « A bas le programme de l'opportunisme »)

La signification politique réelle du démocratisme du P.C.F. est claire : il s'agit du programme de la coexistence des classes, de l'appel à l'union des couches disparates du peuple sur des objectifs qui n'ont rien de prolétarien. L'opportunisme a toujours excellé à placer le prolétariat devant des alternatives strictement bourgeoises : choisir entre deux franges de la bourgeoisie, entre deux méthodes de domination du capital. C'est encore le meilleur moyen d'entraîner le prolétariat loin de ses tâches propres en lui présentant la démocratie comme un **pas en avant** alors qu'elle ne peut être qu'un **pas en arrière**. Quant à ceux qui, tels les gauchistes, font de la conquête de la démocratie une étape transitoire vers la prise du pouvoir, nous verrons qu'ils ne développent ainsi qu'une vision réformiste de la lutte contre l'Etat bourgeois.

Aujourd'hui le programme stalinien a rejoint dans le musée de la contre-révolution le programme des Bernstein-Kautsky : comme eux, il a subtilisé sur le principe marxiste de la destruction de l'Etat bourgeois afin de lui substituer la conquête des organismes bourgeois de l'intérieur. Comme eux, il prétend que la révolution prolétarienne n'est rien d'autre qu'un simple renversement du rapport des forces **à l'intérieur de l'Etat**. L'opportunisme, aujourd'hui comme hier, se dresse devant le spectre de la révolution et proclame : « Le mouvement est tout, le but n'est rien » ; renvoyant doctrine et principes aux Calandes grecques, il ne reflète plus que les changements incessants et les zigzags de la situation immédiate. Ce qui caractérise tous les opportunistes, ce qu'ils ont tous en commun, c'est l'**activisme**, c'est-à-dire le recours à une activité contraire aux perspectives de classe. Les seuls « principes » dont l'opportunisme peut aujourd'hui se vanter ne sont que de vulgaires expédients pour prolonger l'existence du capitalisme. Pour lui, tous les moyens sont bons tant qu'ils n'entraînent pas les masses dans une lutte de classes et qu'ils ne les lancent pas contre l'Etat capitaliste.

IMPUISSANCE REVOLUTIONNAIRE DE L'ANARCHISME :

La deuxième grande déviation du mouvement ouvrier, l'anarchisme, a subi une évolution inverse de celle du réformisme classique : il a perdu en force et en influence. Ce phénomène a plusieurs raisons dont la principale est qu'il constitue l'expression politique de certaines franges de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarianisation (il est significatif de constater que son influence a été la plus grande dans les pays où le processus de la

prolétarisation des couches petites bourgeoises a été le plus lent : Italie, Espagne, France). Dans le « Capital », Marx explique que dans la première forme de manufactures, le travail salarié présente encore toutes les caractéristiques de l'artisanat classique : il n'est pas encore devenu un travail parcellaire. En ce sens, la première forme de la coopération capitaliste consiste seulement à rassembler des artisans pour les transformer peu à peu en prolétaires. C'est pourquoi l'anarchisme à ses débuts a pu avoir un certain contenu prolétarien ; c'est pourquoi également, à mesure qu'apparaissait le prolétariat moderne, et que le poids des couches petites bourgeoises s'amenuisait, il a perdu peu à peu tout rapport réel avec le mouvement social. D'autre part, la vision anarchiste a été infirmée par la lutte des classes elle-même, après avoir été théoriquement battue par Marx : qu'il suffise de citer la Commune de Paris, qui mit en avant la nécessité d'une intervention despotique du prolétariat, l'Espagne des années 80, où les soréliens appuyèrent la bourgeoisie dans la guerre, et le Front Populaire de 1936 où les anarchistes luttèrent côte à côte avec les bourgeois « républicains et démocratiques » qui furent les premiers à massacrer les prolétaires en lutte.

Rappelons ici que la véritable opposition entre marxisme et anarchisme n'est pas la fausse opposition entre un courant « centraliste et autoritaire » et un courant qui ne le serait pas, mais une **opposition de classe**. Si, aux débuts du mouvement ouvrier, l'anarchisme a pu présenter un contenu prolétarien, il y a longtemps qu'il a perdu tout rapport avec la lutte révolutionnaire pour réduire sa conception de l'histoire à un ensemble d'élucubrations petites bourgeoises.

En fait l'anarchisme constitue un parfait complément du réformisme classique : celui-ci avait nié et détruit toute vision révolutionnaire de la prise du pouvoir, mais gardé le sens de l'organisation en parti — bien qu'il l'ait orientée vers des buts liquidateurs —. L'anarchisme au contraire met en avant la nécessité d'une lutte violente contre l'Etat, mais renie en bloc la nécessité du parti et de la dictature de classe. Il ne faudrait surtout pas croire que sous prétexte que l'anarchisme est pour la violence, contre l'Etat, il serait « plus révolutionnaire » que l'opportunisme classique qui est pour la conquête de l'Etat sans la violence. Le caractère révolutionnaire du programme communiste lui vient de ce qu'il indique à la fois **les buts et les moyens de la lutte** ; or social-démocratie et anarchisme détruisent cette unité organique et ne s'opposent que sur la façon de défigurer ce programme, c'est-à-dire de le réduire à néant : les uns l'ont transformé en théorie de la prise graduelle du pouvoir, les autres, ne comprenant nullement le but véritable de la révolution, se sont imaginés qu'ils pouvaient **créer la** lutte qui les conduirait au règne (bourgeois) de la liberté et de l'égalité.

A un moment où, comme aujourd'hui, les staliniens et sociaux - démocrates de tout poil présentent l'action parlementaire et légale pour des réformes comme la voie semée de roses vers le socialisme, flétrissent toute action violente du prolétariat comme « aventuriste », le préjugé selon lequel l'anarchisme serait plus extrémiste que le marxisme est solidement enraciné : en réalité, le rapport est inverse, car l'anarchisme aboutit aux mêmes

conceptions antiprolétariennes que le conformisme qu'il prétend combattre. En réaction à la dégénérescence des partis sociaux-démocrates, anarchisme et syndicalisme révolutionnaire ont préconisé une « lutte directe » contre la bourgeoisie, c'est-à-dire une lutte sans **intermédiaire politique** entre prolétariat et bourgeoisie : ils croyaient ainsi assainir le mouvement en rejetant la forme-parti, réputé mauvaise et en lui substituant des organisations économiques telles que les syndicats ou les conseils d'usine. Une telle vision additionnait deux erreurs de principe dont ces courants ne se sont jamais dépêtrés. La première était de croire que le parti politique a le monopole de la trahison, alors que la plupart du temps, ce sont les organisations économiques qui l'ont précédé sur la voie de la liquidation — comme avant 1914 —, si bien qu'il est parfaitement illusoire de les présenter comme un remède possible. Aucune recette organisationnelle quelle qu'elle soit ne peut préserver le mouvement ouvrier contre l'opportunisme : aucune forme d'organisation n'est en soi plus pure ou plus révolutionnaire qu'une autre.

D'autre part, en postulant la nécessité d'une lutte autonome du prolétariat, l'anarchisme sépare le parti et la classe comme l'accessoire du principal ; mais, en réduisant le parti à un rôle secondaire, en cessant de le considérer comme une nécessité, l'anarchisme détruit la signification même de la lutte du prolétariat qui n'est pas une catégorie statistique de la population, mais une classe **historiquement définie** dont la mission est de détruire l'exploitation et la division en classes. C'est pourquoi seule une organisation qui, comme le parti politique, n'est pas calquée sur les divisions corporatives de la société bourgeoise peut servir de trait d'union entre la lutte actuelle et la société future ; et c'est pourquoi aussi ce parti politique possède en puissance la tâche de transformer la société qui est celle du prolétariat. Dans le « Manifeste communiste », Marx insiste sur le fait que le premier pas du prolétariat vers l'émancipation est son organisation en classe, **c'est-à-dire en parti politique**. Toute lutte de classe étant une lutte politique, le prolétariat ne se manifeste historiquement comme classe que s'il s'organise en parti pour conduire sa lutte : ce n'est pas en retournant à l'autonomie ou à l'indépendance que les opprimés pourront se libérer, mais en se donnant une organisation centralisée capable d'unifier leurs luttes par-delà tout ce qui les divise en lui donnant pour but la destruction de la société actuelle. Bien entendu, l'anarchisme ignore purement et simplement tout cela, parce que l'organisation du prolétariat en classe ne lui est d'aucune utilité : ce n'est pas le prolétariat **mais l'individu** qu'il veut libérer et en cela il rejoint le programme de la révolution libérale bourgeoise à laquelle il reproche seulement de n'avoir pas réalisé ses promesses et d'avoir instauré une nouvelle forme de pouvoir. Sous toutes ses formes l'anarchisme n'est rien d'autre qu'une réédition du libéralisme révolutionnaire bourgeois **plus quelque chose d'autre** : la lutte contre toute centralisation politique ou économique, incarnée dans la lutte contre l'Etat.

La question de l'Etat est là encore la question centrale : pour les anarchistes, l'Etat est un monstre qu'il faut abattre quels que soient les intérêts qu'il exprime, quelle que soit la classe au pouvoir ; ce qu'ils veulent détruire, c'est l'Etat en général. Or il est clair pour le marxisme que l'Etat — mē

me dans sa forme bourgeoise — n'a pas dans l'histoire une fonction permanente : son évolution est le reflet de celle de la classe au pouvoir. C'est ainsi par exemple que, avant de devenir un instrument de conservation face au prolétariat, l'Etat bourgeois a d'abord rempli contre le féodalisme des fonctions révolutionnaires. Dire que l'Etat en soi est mauvais, qu'il est la source de tous les maux et qu'il suffit de l'abattre pour tout arranger pourrait passer pour une niaiserie ; mais l'anarchisme ne s'en tient pas là, et affirme que toute forme d'Etat ou de gouvernement prolétarien est inutile après la Révolution, ce qui n'est plus une niaiserie, mais une trahison !

En effet la bourgeoisie ne disparaît pas du seul fait que le prolétariat a pris le pouvoir. Si elle ne domine plus politiquement, elle garde pendant un certain temps des privilèges économiques, et c'est parce que le prolétariat doit la plier à sa propre discipline et l'exproprier progressivement qu'il a besoin de la dictature. On ne peut le nier qu'à la condition de croire à la disparition instantanée des classes, utopie petite-bourgeoise réfutée par le marxisme et à mettre au musée. L'anarchisme est la dernière de ces utopies, et la plus tenace car il a bénéficié du discrédit jeté sur le communisme par la contre-révolution, mais depuis longtemps il est **théoriquement battu** par le marxisme. Écoutons Marx lui-même qui, une des rares fois où il parle de lui, indique le sens de la doctrine défigurée par les uns et les autres :

« ... En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau ce fut : 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature prolétarienne ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes... » (Souligné par Marx - Lettre de Marx à Weydemeyer, mars 1852).

Par conséquent, quand l'anarchisme prétend que la dictature du prolétariat n'est qu'une « solution comme une autre » importée dans la lutte par la volonté de quelques « antilibertaires », il se place au niveau des historiens et économistes bourgeois qui, tout en découvrant la lutte des classes, ont pu s'imaginer que son moteur était la conscience et la volonté des individus. Croyant avec naïveté qu'en détruisant l'Etat, on détruit du même coup les classes, l'anarchisme ne comprend pas que le but de la révolution est de briser les rapports de production capitalistes. Il rêve d'une économie fondée sur la « liberté des producteurs, l'autonomie, l'autogestion, le fédéralisme », etc... et il oublie que c'est précisément par la liberté des producteurs et l'autonomie des entreprises que le capitalisme a pu dominer progressivement toute l'économie, en généralisant les échanges et la production marchande. Nous ne développerons pas ce point, déjà amplement traité (voir surtout notre brochure « Fondements du communisme révolutionnaire », en cours de réimpression) ; disons seulement que la société, que l'anarchie présente comme le vrai communisme, n'est qu'un retour à tout le processus historique qui a conduit au capitalisme, parce qu'elle présente les mêmes caractères que ce dernier : division en entreprise, pro-

duction mercantile que le communisme devra nécessairement faire disparaître. Dans cette perspective, l'instauration d'un État prolétarien signifie beaucoup plus que la venue au pouvoir d'une nouvelle classe dominante. Ayant pour fonction de briser les rapports de production capitalistes, il restera, certes, nécessaire tant que la bourgeoisie ne sera pas éliminée ; mais, contrairement à toutes les formes d'État qui l'ont précédé dans l'histoire, au lieu d'imposer *ad aeternum* à la société la dictature de cette classe, il créera les conditions d'une société sans classe. La dictature du prolétariat est donc le pont jeté vers le communisme, le seul processus qui puisse y conduire. Quand l'anarchisme reproche à cette conception d'être « autoritaire », il montre seulement qu'il n'a rien compris : « autoritaire », c'est l'histoire elle-même qui l'est !

L'anarchisme ferait bien d'abandonner la métaphysique pour revenir au réel : il verrait que la société idéale qu'il prône n'est au fond qu'un **capitalisme amélioré**, et que ce n'est ni la conscience ni la volonté qui mènent l'histoire, mais un ensemble de forces matérielles dont conscience et volonté ne sont que les **produits**. C'est le capitalisme lui-même qui produit la dynamique révolutionnaire ; la tâche du parti de classe n'est donc pas de « fabriquer » la lutte, mais de la **diriger** en remplissant, au travers des luttes partielles, des tâches d'éducation politique et d'organisation du prolétariat. Voilà ce que nient les anarchistes, qui tout comme les bourgeois, croient sottement au **pouvoir de la phrase**.

L'anarchisme doit sa maigre survie actuelle uniquement à la contre-révolution qui a précipité le prolétariat sous la coupe de l'opportunisme. Il est donc nécessaire de répéter qu'on ne peut lutter contre la société bourgeoise sans lutter à la fois contre l'opportunisme et contre l'alternative impuissante et vide que l'anarchisme lui oppose.

L'AMALGAME GAUCHISTE

Au fond, ce qu'on appelle le « gauchisme » n'est qu'un amalgame entre ces deux grandes déviations du communisme révolutionnaire.

On pourrait nous objecter que ces courants sont proches de nous : en effet, ils prétendent tous travailler « pour la révolution », « pour le communisme ». Alors pourquoi les attaquer ? C'est que (comme le montrait Lénine) plus un mouvement semble proche de nous, plus il est **en fait** dangereux et plus il est nécessaire de le combattre, car ce « proche » ne cache qu'une nouvelle forme d'opportunisme : la plus pernicieuse. Ceci alimentera d'ailleurs notre réputation de « sectarisme » ; mais, pour donner un sens quelconque à une telle accusation, il faudrait montrer :

1) que Marx et Lénine n'étaient pas « sectaires » (n'est-ce pas Lénine qui, dans « **Que faire ?** » s'élève contre tout droit à la critique ?)

2) que les intérêts du prolétariat et ceux des autres classes ne sont pas contradictoires.

3) qu'on peut aller au communisme par diverses voies, autrement dit qu'il peut y avoir **plusieurs formes de communisme**.

Cette « critique » du sectarisme de la part du gauchisme repose en fait sur l'illusion qui consiste à croire qu'à un même moment il peut y avoir **plusieurs** mouvements ou programmes révolutionnaires différents et que

parmi ceux-ci certains seraient **plus** révolutionnaires que d'autres. En réalité un programme n'est jamais plus ou moins révolutionnaire, il l'est ou ne l'est pas. Est-ce que les divers « programmes » gauchistes le sont ? Non. Si nous attaquons ces groupes, ce n'est pas parce que nous aurions le privilège d'être plus révolutionnaires qu'eux, **c'est parce qu'ils ne le sont pas** et que ce qu'ils appellent la lutte « pour le socialisme et la révolution » consiste en fait à présenter les mêmes plats que le P.C.F. tout en y mettant une sauce plus épicée. Ces groupes, loin de représenter une quelconque reprise politique du mouvement révolutionnaire, représentent la réapparition d'anciennes déviations qui ont mené le prolétariat à la défaite. Sous le couvert d'une phraséologie révolutionnaire, ils ne font qu'orienter sur de faux objectifs les premières couches d'ouvriers qui sentent confusément la nécessité d'une reprise : si, contrairement au P.C.F., ils prônent la lutte à outrance, il s'agit toujours de la même lutte réformiste qui consiste à engager la classe ouvrière dans la voie sans issue des revendications démocratiques et populaires, c'est-à-dire petites bourgeoises.

Le propre de l'opportunisme a toujours été de chercher des « alliés » au prolétariat parmi les couches moyennes, et pour ce faire de théoriser sous une forme plus ou moins ouverte l'alliance des classes : le gauchisme n'échappe pas à la règle, quand il prône le « front unique » ou la défense des libertés démocratiques, nième réédition de la pratique meurtrière de la lutte interclassiste contre le fascisme. Le gauchisme, digne rejeton de l'opportunisme classique, lance des appels au prolétariat pour qu'il défende des perspectives qui ne sont pas les siennes et qui l'enchaînent encore plus aux couches petites bourgeoises, en présentant cela comme le chemin de son renforcement. Voilà bien dans toute sa pureté la négation du programme qui ne peut être que le programme de la constitution du prolétariat en classe distincte, autonome, sur ses intérêts propres, selon la perspective définie par « L'adresse des communistes allemands » de 1850.

A une époque où une révolution double pouvait encore avoir lieu en Allemagne, les communistes mettaient en garde le prolétariat contre toute alliance avec les petits bourgeois démocratiques ; voilà la seule perspective possible en ce qui concerne l'émancipation du prolétariat de toute idéologie étrangère à la sienne :

« En ce moment où les petits bourgeois démocratiques sont partout opprimés, ils prêchent en général au prolétariat l'union et la réconciliation ; ils lui tendent la main et s'efforcent de mettre sur pied un grand parti d'opposition, qui embrasserait toutes les nuances du parti démocratique : en d'autres termes, ils s'efforcent de prendre les ouvriers au piège d'une organisation du parti où prédomine la phraséologie social-démocrate générale qui sert de paravent à leurs intérêts particuliers et où, pour ne pas troubler la bonne entente les revendications particulières du prolétariat ne doivent pas être formulées (voir aujourd'hui la lutte pour la démocratie des trotskystes, ou la théorie stalino-menchévique de la révolution par étapes, cheval de bataille du maoïsme - N.D.R.). Une telle union tournerait au seul avantage des petits bourgeois démocratiques et absolument tout au désavantage du prolétariat. Le prolétariat perdrait toute sa position indépendante, conquise au prix de tant de peines et retomberait au rang de simple appendice de la démocratie bourgeoise officielle. Cette union doit donc être repoussée de la façon la plus catégorique. Au lieu de se ravalier une fois encore à servir de

claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers et surtout la ligue, doivent travailler à constituer à côté des démocrates officiels une organisation distincte, secrète et publique du parti ouvrier, et faire de chaque communauté le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seraient discutés indépendamment des influences bourgeoises ». Et plus loin : « En un mot, sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune ». (Adresse du comité central de la Ligue des communistes, 1850).

Et on voudrait nous faire croire aujourd'hui, dans la France capitaliste où la démocratie bourgeoise ne peut plus être autre chose qu'une régression, à un moment où la seule classe capable de se placer sur le terrain révolutionnaire est le prolétariat, que l'important pour lui est de rechercher des « alliés » ? Le « Manifeste communiste », que tous ces messieurs ont défiguré, insistait sur le fait que les couches moyennes sont **réactionnaires**, parce qu'elles cherchent à faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en tentant de préserver leur existence en tant que couches moyennes. « Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs, et non leurs intérêts actuels. Elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat ». Qu'est-ce que « l'union de toutes les couches antimonopolistes », prônée de concert par le P. C. F. et ses émules maoïstes ou l'« antiimpérialisme » interclassiste des gauchistes, sinon la négation pure et simple de cette vérité historique : dans la phase impérialiste, le prolétariat ne peut avoir des « alliés » que si c'est lui qui abandonne son propre point de vue pour devenir l'appendice des couches petites bourgeoises. Alors, malheur à lui, car l'histoire nous a assez montré que ses prétendus « alliés » n'étaient rien d'autre que ses fossoyeurs !

Voilà pourquoi le gauchisme actuel, qui n'est qu'une réédition de toutes les liquidations que le marxisme a déjà combattues, n'a pas de programme unitaire, voilà pourquoi son développement est synonyme de marchandage politique : miné par la vision du crétinisme petit-bourgeois, il n'a jamais eu aucun rapport direct avec le programme révolutionnaire. Ses deux racines sont en réalité les deux opportunismes cités plus haut, à savoir le réformisme et l'anarchisme : il prend à l'un et à l'autre, oscille perpétuellement entre ces deux pôles et essaie tant bien que mal d'adapter ce mélange puant à la lutte immédiate. C'est pourquoi, comme l'opportunisme officiel, il brise l'unité du programme et de l'action, seul moyen pour constituer le prolétariat en classe, et recourt à un activisme de plus en plus étranger à tout principe. Nous allons le montrer sur deux exemples : le trotskysme et le maoïsme.

LE TROTSKYSME :

Aujourd'hui encore, ce courant bénéficie du prestige que lui confère la lutte historique de l'Opposition de gauche en Russie contre le stalinisme. Ce lien historique, dont il fait tant de cas, est en réalité un lien **platonique**, car le trotskysme actuel a mis entre parenthèses tout ce qui aurait pu rappeler le contenu de classe de la lutte de l'opposition de gauche à l'intérieur du parti russe pour mettre l'accent sur les positions social-démocrates sur lesquelles elle s'est repliée après sa défaite en Russie. Nous ne reviendrons

pas sur l'historique du trotskysme, dont nous avons déjà fait l'étude [voir « Bilan d'une Révolution : la "leçon" trotskyste » et dans le « Prolétaire », la série intitulée « Stalinisme et Trotskysme »] et nous n'entrerons pas dans les polémiques qui opposent les divers groupes trotskystes parce qu'elles sont dépourvues de tout sens.

Tous ces groupes ont en commun le même programme politique, le **programme de transition** énoncé au congrès de fondation de la IV^{me} Internationale, en 1938. Pourquoi un programme de transition ? Trotsky lui-même répondait en disant que la vieille opposition social-démocrate entre un programme **minimum** de réformes et un programme **maximum** de passage au socialisme cachait en réalité l'abandon de la perspective révolutionnaire et son remplacement par le réformisme le plus abject. Elle répondait à une opposition introduite subrepticement entre luttes immédiates et but final qui est tout aussi caractéristique de l'opportunisme. Le programme de transition se présenta comme un remède à cet état de choses :

« Il faut aider la masse dans le processus de la lutte quotidienne à trouver le pont entre ses revendications actuelles et le programme de la révolution sociale. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat ». (Programme de transition, p. 7).

Beau « remède » ! N'était-ce pas là réintroduire justement les fatales distinctions de l'opportunisme ?

La « conquête du pouvoir » par le prolétariat elle-même, signifiait, dans le programme communiste : **destruction violente de l'Etat bourgeois, instauration de la dictature prolétarienne**. En bonne logique, on pouvait penser qu'il n'y a pas d'autre voie historique vers l'émancipation de la classe ouvrière ; mais le trotskysme a découvert une voie nouvelle : le **gouvernement ouvrier et paysan** ! Selon le programme de transition, il y a possibilité, avant même que l'Etat bourgeois soit détruit, d'un gouvernement transitoire fondé sur l'Alliance des ouvriers et des paysans et pouvant mener à la dictature du prolétariat. C'est oublier un peu trop facilement que l'expérience désastreuse pour le prolétariat d'un tel mot d'ordre a déjà été faite : en 1923 des « gouvernements ouvriers » se sont constitués en Saxe et en Thuringe, et il a suffi de quelques policiers pour les détruire sans que le prolétariat désorienté par l'alliance avec les sociaux-démocrates, et par le fait qu'on lui avait présenté cela comme une conquête réelle, puisse réagir. En fait, le « gouvernement ouvrier » constitue une révision pure et simple de la théorie marxiste de l'Etat, un moyen de plus pour éluder la question de la dictature du prolétariat. Comme toujours, nous pouvons répéter aujourd'hui — à propos du trotskysme — ce que nous disions dès 1926 à propos de l'Internationale en voie de dégénérescence :

« La tactique du "gouvernement ouvrier" c'est le front unique politique appliqué à une revendication essentielle touchant au problème de l'Etat. Ici, il ne s'agit pas seulement d'une tactique erronée, mais d'une criante contradiction avec les principes communistes. Si le parti lance un mot d'ordre qui évoque la prise du pouvoir prolétarienne par l'intermédiaire des organes représentatifs de l'appareil d'Etat bourgeois, ou qui même n'exclut pas explicitement cette éventualité (comme c'est le cas du trotskysme actuel).

N.D.R.), non seulement les effets sur le prolétariat seront nécessairement néfastes, mais encore le parti aura sanctionné officiellement un abandon et un démenti du programme communiste. La révision de cette tactique au V^e congrès n'a pas été satisfaisante et le développement ultérieur des expériences tactiques justifie que l'on abandonne jusqu'à l'expression de "gouvernement ouvrier". Dans la question fondamentale de l'Etat, le parti n'a qu'un seul mot d'ordre : dictature du prolétariat, car il n'y a pas d'autres "gouvernement ouvrier". Le dernier mot d'ordre ne peut, lui, que faciliter un passage à l'opportunisme, c'est-à-dire à un appui ou même une participation à des gouvernements de la classe bourgeoise soi-disant favorable aux ouvriers ». (Thèses de la gauche au troisième congrès du P.C. d'Italie, Lyon, 1926).

S'il y a bien, dans le programme communiste, quelque chose qui exclut toute transition ou toute vision périphérique, c'est bien la **conquête de l'Etat** ! La lutte du prolétariat contre l'Etat bourgeois et ses défenseurs ne peut être qu'une lutte directe et n'admet nullement le passage par des formes dites « progressives » de gouvernement. Dire le contraire, c'est retomber dans le bourbier du vieux réformisme, qui lui aussi faisait l'apologie des voies périphériques, des étapes et de la transition élevée au degré d'un absolu métaphysique. Tout ceci ne peut servir qu'à montrer une fois de plus la validité d'une vieille leçon historique ; **autant de transitions, autant de trahisons** !

L'argument du trotskysme pour justifier néanmoins son programme « transitoire » tient en peu de mots : le prolétariat étant encadré par l'opportunisme, sa conscience n'est pas révolutionnaire et il ne peut pas **comprendre tout de suite** des mots d'ordre qui le seraient. Il faut donc s'appuyer sur sa **conscience actuelle** pour l'élever peu à peu, au fil des luttes, à la compréhension du communisme intégral. Dans l'idéologie brumeuse du trotskysme, ceci s'appuie sur le fait que les forces productives ont cessé de croître et qu'en conséquence le capitalisme, qui est en pleine agonie, subit une « crise permanente ». Toutes les conditions objectives d'une révolution sont donc présentes et toute situation peut être qualifiée — pour les besoins de la cause — de révolutionnaire ou pré-révolutionnaire (ainsi pour mai 68, dans lequel certains groupes trotskystes ont cru voir l'effondrement du stalinisme). Si la révolution ne se produit pas, c'est donc uniquement en vertu d'une « crise de direction », d'une « contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et une non-maturité du prolétariat et de son avant-garde » (laquelle ?)

Tout cela révèle clairement le **marchandage politique** que dissimule la phraséologie révolutionnariste du mouvement trotskyste, et son sens inéluctablement réformiste, gradualiste et volontariste : voilà un courant qui explique l'écrasement du prolétariat et son apathie actuelle par un **facteur subjectif** (crise de direction) et qui donne comme remèdes à cet état de choses de **bons mots d'ordre**, « faciles et compréhensibles », qui, pour faire pièce à l'opportunisme, partent de la conscience actuelle, c'est-à-dire **opportuniste**, du prolétariat. Car, en s'appuyant sur la conscience actuelle, on ne peut que faire les pires concessions au réformisme ambiant : le trotskysme est l'exemple le plus flagrant d'un courant qui, pour garder l'écoute du prolétariat après la défaite, a été contraint à se **saborder** et à mettre au rancart la moindre tentative de clarification programmatique.

Reprenons une à une les affirmations qui servent de justification au programme de transition :

1) le capitalisme est en crise permanente : ceci n'est vrai que si l'on précise qu'il est capable, en l'absence du prolétariat comme classe, de donner une solution aux crises périodiques auxquelles il est confronté : guerres impérialistes, destructions de forces productives, embrigadement du prolétariat dans la défense de la patrie. Cette « crise permanente » du capitalisme ne signifie nullement que la phase historique que nous traversons se caractérise comme une suite de « situations révolutionnaires » et qu'il suffise en conséquence de donner un coup de pouce pour que tout s'écroule. Ceci est si vrai que cette phase historique s'est caractérisée au contraire dans ses grandes lignes comme une suite de **contre-révolutions** qui ont fait disparaître le prolétariat comme force de classe indépendante. On ne peut donc pas dire que la « crise du prolétariat est la crise de sa direction. » Celle-ci n'est pas « en crise », elle est **passée à l'ennemi** sans possibilité de retour. (Les partis que le trotskysme considère encore — pour les besoins de la cause et du front unique — comme des « partis ouvriers » ne sont rien d'autres que ceux qui ont **massacré et massacrent encore** toute velléité de lutte ouvrière, les agents historiques de la contre-révolution. Naïveté touchante du gauchisme !)

2) Derrière ce schéma perce encore l'illusion selon laquelle le capitalisme serait en courbe descendante, et que le point le plus bas de cette courbe serait le moment de la révolution. Ceci équivaut à admettre la possibilité de revendications gradualistes à l'intérieur de cette société (telles le « contrôle ouvrier », la dualité de pouvoirs, etc...) Contre une telle vision déformée, il est nécessaire de répéter que ce mode de production ne subit pas une évolution qui le ferait passer d'une montée à un déclin, mais au contraire un développement dialectique de la masse des forces productives qu'il produit, leur **accumulation et leur concentration illimitées**, et en même temps, la réaction antagonique des forces dominées représentées par la classe prolétarienne. L'explosion révolutionnaire ne se produit pas au moment où le capitalisme s'avèrerait incapable de produire plus, mais au moment où la contradiction entre l'accroissement des forces productives et les rapports de production capitalistes est la plus grande. C'est-à-dire au moment de son **développement maximum**. Ceci pour insister sur la nature **catastrophiste** de la doctrine marxiste, qui s'oppose radicalement à toutes les théories qui voient dans l'évolution de la société une suite de changements graduels.

3) En conséquence, le seul sens réel que peut avoir la formule « les forces productives ont cessé de croître » est le suivant : le capitalisme a cessé d'être historiquement progressif. Cela ne signifie nullement qu'il soit devenu incapable d'assurer sa survie. (Il faut d'ailleurs souligner ici que cet argument vicieux a été utilisé par le trotskysme pour justifier l'existence d' « Etats ouvriers » : prenant pour prétexte que le taux d'accroissement de la production en URSS a été pendant longtemps plus élevé qu'ailleurs, les trotskystes en tirent la conclusion qu'il y avait là une économie socialiste ! Voilà une vision doublement aberrante : d'une part, elle part du prin-

cipe (stalinien) selon lequel le socialisme n'est rien d'autre qu'un moyen pour produire plus, alors qu'il se caractérise par la disparition du salariat et de l'économie de marché ; d'autre part, si on appliquait aujourd'hui ce critère absurde, ce serait le Japon et non l'URSS qui serait le plus socialiste, puisque son taux d'accroissement est le plus élevé ! En ce sens, le fait qu'aujourd'hui ce soient le Japon et l'Allemagne qui tiennent cette place n'est nullement surprenant : l'énorme destruction de forces productives qui a accompagné leur défaite a rajeuni leur infrastructure économique et leur a permis une réaccumulation plus large qu'ailleurs. Dans l'histoire, il n'y a pas de miracles !)

Comment le trotskysme en est arrivé à de telles erreurs ? C'est qu'il n'a pas su se préserver du pourrissement politique et idéologique qui a accompagné la contre-révolution et qui l'a conduit aujourd'hui à sombrer dans le même défaitisme liquidateur que ses anciens adversaires staliniens. Il suffit pour montrer cela de rappeler son attitude face à la contre-révolution : à la fin de la première guerre mondiale, une vague révolutionnaire généralisée submerge l'Europe. Elle permet au prolétariat de prendre le pouvoir en Russie, mais elle est écrasée en Allemagne et en Hongrie et reflue partout ailleurs (Italie, Angleterre, France). L'I.C. tente de réagir à ce recul en proposant des « solutions tactiques » ; c'est ainsi qu'elle lance les mots d'ordre de « front unique » puis le « gouvernement ouvrier ». Bien entendu, ce n'est pas en employant des recettes que l'on peut changer quoi que ce soit à un processus objectif et inéluctable : le reflux n'a nullement été enrayé par ces expédients, ce qui ne fait que confirmer la vision marxiste selon laquelle ce n'est pas la conscience et la volonté qui agissent sur les forces objectives, mais l'inverse. Ceci est tellement vrai qu'en recourant à de telles manœuvres, l'I.C. a cédé à l'opportunisme tactique et pris l'habitude des concessions, et des tournants qui ne pouvaient que désorienter les ouvriers et aller à l'encontre de leur préparation révolutionnaire (voir l'exemple cité plus haut du « gouvernement ouvrier » pratiqué en Saxe et Thuringe en 1923 : étant donné que l'on n'avait nullement fait la critique d'un tel front unique, et qu'on l'avait présenté comme une « conquête qui pourrait se suffire à elle-même, il n'était pas étonnant que son échec ait plongé les ouvriers dans le plus grand désarroi. La critique qu'en fit par la suite l'I.C. fut improvisée et ne rétablit pas une vision plus juste car elle masquait toujours une subordination des thèses théoriques aux mouvements occasionnels).

Toute organisation est le produit de sa propre tactique : si on ne peut employer impunément n'importe quel moyen, c'est que la tactique est organiquement liée à la vision programmatique d'ensemble. C'est pourquoi l'I.C. une fois engagée sur la pense des expédients tactiques, céda à un opportunisme politique de plus en plus ouvert et finit par ruiner intégralement le programme communiste. Dans la Russie, isolée par la défaite allemande et soumise à des pressions intérieures et extérieures, la lutte se poursuivit à l'intérieur du parti. L'opposition de gauche, menée par Trotsky, défendit contre le stalinisme la perspective internationale de la révolution ; mais, enfermée sur le terrain d'une lutte spécifiquement russe et incapable de remonter à la véritable racine de la dégénérescence politique de

l'I.C. (elle avait été solidaire de son opportunisme tactique), elle est battue : l'année 1926, pendant laquelle triomphe la théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays », voit s'effacer les dernières résistances de classe à la contre-révolution. Le prolétariat, écrasé en Chine en 1927, entièrement soumis au stalinisme, est désormais incapable de s'élever contre la pourriture antifasciste, le deuxième carnage impérialiste où on le sacrifie sur l'autel de la patrie puis de la reconstruction nationale pendant laquelle les partis traîtres collaborent dans les gouvernements bourgeois et sont les meilleurs garants de la renaissance des économies nationales (la « grève est l'arme des trusts », « travaillez d'abord, revendiquez ensuite » !)

Trotsky, après une lutte désespérée contre le stalinisme dans laquelle il ne fait que perpétuer les erreurs de l'I.C. (n'est-il pas allé jusqu'à penser qu'il aurait suffi d'un changement de fonctionnement à l'intérieur du parti pour que tout soit changé ?) finit pas se rendre à l'évidence et par reconnaître la défaite qu'il avait jusqu'en 1936 refusé de voir (voir « Bilan d'une révolution », la « leçon » trotskyte). Mais cette défaite, l'opposition de gauche battue finit par l'expliquer d'une façon désastreuse, en recourant à des **facteurs subjectifs** tels que « bureaucratie », « trahison des chefs » et finalement « crise de direction ». Nous ne reviendrons pas sur la fausseté d'une telle conception ; il suffit de comprendre qu'elle représente une nette incompréhension du déterminisme historique : la « crise de direction » que le trotskysme actuel nous sert à toutes les sauces en la faisant passer pour l'origine de la défaite, n'en est en réalité que le produit. La défaite du prolétariat ne fut pas seulement physique : dans cette défaite, il a perdu jusqu'à son organisation politique de classe et son programme, **justement parce que** le parti a voulu rester « un parti de masse » même pendant le reflux de la révolution. Or le parti de **masses** désorientées par la défaite ne peut qu'être tout imprégné d'idéologie bourgeoise. C'est bien pourquoi après la défaite de la Commune de Paris, Marx parla d'une « mise en sommeil » (1) du parti, soulignant que c'était la seule façon de sauver la doctrine et les principes en prévision de la reprise future, en les préservant de toute influence contre-révolutionnaire.

De cette impuissance de l'opportunisme à sauver le programme communiste, nous avons la preuve la plus pure dans le **Programme de Transition** rédigé en 1938 par Trotsky. Le trotskysme y a vu l'instrument politique de la réorganisation du prolétariat, mais en réalité :

1) Il essaie de reconstituer le mouvement sans se débarrasser des erreurs opportunistes de l'Internationale. Bien plus, il fait de ces erreurs sa seule et unique plate-forme.

(1) Cette formule de « mise en sommeil » de l'organisation n'a par ailleurs aucune signification volontariste : le parti n'est jamais que l'organisation consciente de l'avant-garde de la classe. Or les périodes de contre-révolution sont précisément celles où cette avant-garde — ou ce qu'il en reste — se trouve physiquement coupée du reste de la classe. Mettre l'organisation en sommeil, c'est prendre conscience d'une telle situation et des tâches qu'elle impose au premier rang desquelles se trouve la restauration du programme intégral, et sa préservation contre toute influence extérieure.

2) Il se présente comme une tentative pour garder une influence sur les masses à un moment où, battues, elles restent encadrées par les organismes de la contre-révolution et soumises à son idéologie.

En conséquence, il ne développe aucune vision communiste et ne constitue qu'une résurgence du classique programme du gradualisme réformiste. Encore une fois, c'est le mouvement qui est tout c'est le but qui n'est rien. Le trotskysme d'aujourd'hui est ce qui reste d'une lutte désespérée et héroïque, mais **sans acquis** programmatique. Dans cette lutte, l'opposition russe défendait la perspective fondamentale de la révolution d'Octobre, à savoir son extension au moins européenne comme condition sine qua non du maintien du pouvoir prolétarien en Russie et de la possibilité d'un futur socialisme dans ce pays. C'est ainsi que le seul acquis historique qui caractérisait l'opposition de gauche était la lutte contre le « socialisme dans un seul pays ». Ce socialisme, que Trotsky avait refusé à la Russie, ses disciples actuels sont allés jusqu'à le chercher en Yougoslavie, à Cuba, et même pour certains en Algérie (sans oublier bien entendu la Chine.)

La plate-forme générale du trotskysme est celle de l'I.C., mais de l'I.C. accumulant des fautes tactiques. Il a **érigé en principes des thèses** qui, dans leur contexte, pouvaient être plausibles aussi longtemps que la possibilité d'une reprise n'était pas définitivement exclue et que le stalinisme n'avait pas absolument triomphé (sur ce point aucun doute n'était plus possible après les années 29-30). Ce qui, chez Trotsky lui-même, n'était qu'un ensemble de **moyens tactiques** déterminés utilisables en fonction d'une situation historique particulière est devenu, chez ceux qui se réclament de son seul nom, **un programme définitif**. C'est pourquoi, en répétant d'une façon inconditionnelle des thèses qui étaient historiquement contingentes, le trotskysme devait nécessairement éclater en groupes et sous-groupes chameaux : gardant une vision purement **abstraite** de la lutte, il se condamnait à faire de ses « analyses » de pures acrobaties intellectuelles qui impliquaient l'apparition de querelles byzantines et dénuées de tout contenu réel (voir les « divergences » après-guerre dans la IV^{me} Internationale et son sabotage en 1953).

En fait, le programme de transition combine une conception **globalement anarchiste** de l'évolution des luttes et des revendications **essentiellement réformistes**. Il est une **concession à l'anarchisme** parce qu'ayant perdu toute vision communiste de la lutte des classes, il cède au volontarisme qui consiste à croire qu'il suffit d'appliquer des recettes pour que tout change, et de lancer des « bons » mots d'ordre pour que les masses bougent. Il est **réformiste**, car abandonnant toute intelligence globale de la lutte, il ne fait que proposer, selon la funeste logique du P.C.F., une vision gradualiste et démocratique des « conquêtes » ouvrières dans le monde bourgeois. De l'« échelle mobile des salaires » jusqu'à la lutte pour la paix, en passant par le « contrôle ouvrier dans l'industrie », mots d'ordre **illusoire**s par définition, et qui ont tous la signification d'un renoncement à l'indépendance politique et organisationnelle du prolétariat, parce qu'ils consistent essentiellement à l'entraîner vers des perspectives qui ne sont pas les siennes.

Avant d'aller plus loin, il est nécessaire de réfuter l'objection que les trotskystes pourraient nous faire et qui consisterait à dire que nous faisons une confusion entre ce qui est « tactique » et ce qui est proprement « politique » : pour eux, de tels mots d'ordre sont **tactiques**, car ils ne constituent pas une fin en soi et sont faits pour être dépassés. Nous répondrons simplement que — tactique ou pas — quand on lance des perspectives mystificatrices, on fait toujours un travail mystificateur, quel que soit le but que l'on se propose, parce que ce qui compte n'est pas ce que l'on veut faire, mais ce que l'on fait. Pour les trotskystes, il est efficace de lancer des mots d'ordre car cela permet de « mettre l'opportunisme au pied du mur » et de dévoiler son incapacité à mener les luttes. Voilà le fin mot de la chose : poussons les ouvriers à exiger de la charogne opportuniste la réalisation de son programme opportuniste ! On peut juger de l'œuvre de clarification politique que permet une tactique si bien formulée ! Etant dépourvu de principes, le gauchisme fait une continuelle **démonstration par l'absurde de l'importance primordiale des principes pour le mouvement prolétarien** auprès de laquelle l'histoire de tous les tournants qu'il a effectué pour mieux s'« adapter » aux sollicitations changeantes des « situations » est de peu d'intérêt.

Si le programme de transition est donc opportuniste ce n'est pas seulement par ses intentions avouées, mais par les mots d'ordre qu'il contient et qui depuis « l'échelle mobile des salaires » jusqu'au « gouvernement ouvrier et paysan » se présentent comme le moyen de contre-balancer l'influence de l'opportunisme et d'orienter le prolétariat vers la « révolution ».

« L'échelle mobile », premier de ces mots d'ordre, a un sens purement économique : il est présenté comme ce qui doit « assurer l'augmentation automatique des salaires, corrélativement à la montée des prix des articles de consommation » ; si un tel mot d'ordre était réalisable, cela voudrait dire que l'Etat bourgeois lui-même pourrait garantir le niveau du salaire réel de la classe ouvrière, et que loin d'être l'objet d'une lutte incessante, le salaire pourrait être déterminé de façon purement légale. Voilà qui pue l'utopie réformiste : croire à la possibilité de réaliser l'échelle mobile, c'est croire et faire croire que l'Etat ne serait pas précisément l'instrument politique de la sauvegarde des intérêts bourgeois, c'est donner l'illusion qu'il pourrait accorder des garanties quelconques, c'est-à-dire jouer le rôle d'un **arbitre impartial** dans le heurt des classes sociales. De plus, ce mot d'ordre est nécessairement démobilisateur : il postule que l'accroissement du salaire pourrait être quelque chose d'**automatique**, en vertu de simples « contrats collectifs ». C'est rejoindre presque mot pour mot la mythologie légale du réformisme classique. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que la direction opportuniste de la C.G.T. a adopté ce mot d'ordre « gauchiste » !

Contre cette démagogie, **rappelons que le niveau du salaire à un moment donné ne dépend que du rapport des forces entre les classes et ne peut être garanti que par la lutte incessante.** Le mot d'ordre d'« échelle mobile des salaires » a donc précisément pour résultat l'inverse de ce qu'il tend à être : loin d'élever la conscience des ouvriers en les prévenant contre le tissu d'illusions dans lequel les a enfermés l'opportunisme, il renforce ces

illusions en leur ajoutant une apparence « anti-opportuniste », et en faisant fi de la seule tendance permanente du capital et de son Etat, qui est précisément celle d'**abaisser** les salaires et non de les « ajuster ».

De même pour le fameux mot d'ordre du « **contrôle ouvrier de l'industrie** », (avancé sous une forme ou sous une autre par **tous** les gauchistes) qui se présente comme le moyen d'un « **prise de pouvoir à la base** », d'un « **double pouvoir dans l'usine** » etc... tâche réservée aux fameux **Comités d'usine** qui doivent peu à peu remplacer les syndicats :

« Les ouvriers n'ont pas moins de droits que les capitalistes à connaître les "secrets" de l'entreprise, du trust, de la branche d'industrie, de toute l'économie nationale dans son ensemble... Les comités d'usine, et seulement eux, peuvent assurer un véritable contrôle sur la production, en faisant appel — en tant que conseillers et non comme "technocrates" — aux spécialistes honnêtes et dévoués au peuple : comptables, statisticiens, ingénieurs, savants, etc. etc... ». (P. T., p. 13).

Comme si le prolétariat avait quelque chose à gagner à consulter les livres de compte — dont on se sert le plus souvent pour montrer précisément l'impossibilité de satisfaire ses revendications — comme s'il pouvait gagner quelque chose à s'exercer à la **gestion** des entreprises, comme s'il avait des « **droits** » quelconques à préserver au moment même où il crève dans le carcan de l'esclavage salarial, un « **double pouvoir** » à assurer **dans l'usine**, c'est-à-dire dans le lieu où le capitalisme le maintient prisonnier ! En appelant au secours les « **spécialistes honnêtes et dévoués au peuple** », on ne fait que reprendre l'illusion qu'un changement de **gestion** des entreprises équivaldrait à un changement des conditions d'existence des ouvriers : illusion funeste s'il en est, car le capitalisme n'est pas un mode de gestion, mais un **mode de production** ; et on veut faire du **contrôle ouvrier** le « **premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie** » ! Que peut gagner le prolétariat tant que la question centrale de son propre pouvoir n'aura pas été résolue ?

A cette question, le trotskysme prétend aussi apporter une réponse : pour que le prolétariat se lance dans la lutte contre l'Etat bourgeois, (traduisons : pour le gouvernement ouvrier et paysan) il faut qu'il ait un **parti** ; or, disent les trotskystes (et avec eux le chœur de tous les gauchistes) « **le parti et son programme vont naître de la lutte** ». Il est vrai que le parti de classe est le produit des **luttés historiques**, dont il a tiré les leçons et dont il est la conscience ; mais ici, de quelle lutte peut-il s'agir quand la classe ouvrière est soumise à l'empire du réformisme, et quand les gauchistes ne font que pousser le réformisme jusqu'à ses dernières conséquences (tout en disant naïvement qu'il s'agit de démontrer son « impossibilité ») ? Par quelle intervention divine une lutte réformiste par définition pourrait-elle avoir pour résultat un programme révolutionnaire.

En fait, le trotskysme a déjà son programme ; il s'agit de sa conception essentiellement activiste de la lutte : il faut en effet retrousser les manches, chercher l'efficacité, agir — les principes viendront tout seuls ! Il faut « **mobiliser** » les masses, « **construire** » un parti, « **faire** » la révolution : pour

cela, un programme révolutionnaire ne sert pas à grand'chose. Pas étonnant qu'on l'ait oublié en chemin !

Nous répondrons encore une fois qu'une avant-garde communiste ne peut se constituer qu'autour d'un programme pré-existant, et que sa fonction n'est nullement de « faire » la révolution, mais de la **diriger**. De même qu'il noie le prolétariat dans les masses populaires en l'entraînant dans les fronts interclassistes de l'antifascisme ou de la défense des libertés démocratiques, le trotskysme noie l'avant-garde incarnée par le parti dans la masse indifférenciée de la classe. Il abandonne ainsi toute vision marxiste du rapport entre parti et classe et sombre dans l'économisme le plus honteux tant il est vrai que **pousser au cul** la classe ouvrière ne peut signifier que **rester à sa traîne** au lieu de la précéder pour l'amener au degré de conscience le plus élevé en déblayant la voie de sa lutte et en dégagant les chemins par lesquelles celle-ci devra nécessairement passer. Encore une fois, l'activité du parti de classe, quelle que soit la période considérée, reste **invariante**, car les buts finaux du prolétariat sont invariants. Et c'est de ces buts finaux que le parti est l'expression consciente et volontaire, contrairement à la vision « tactique » du gauchisme qui en fait le reflet des luttes immédiates : d'où l'absence manifeste d'orientation constante et l'aspect confus et zigzagant de ses manœuvres.

Le bilan politique du trotskysme est facile à établir : de la révolution double qui s'est produite en Russie, il n'a pas tiré les leçons socialistes, mais les leçons **démocratiques**, ce qui l'a conduit à renier peu à peu ses lointaines origines de classe. S'il garde un aspect formellement marxiste, c'est pour recourir à une pratique qui n'a plus rien à voir avec le marxisme. Il n'est pas étonnant que les rapports qu'il peut entretenir aujourd'hui avec l'aspect formel de la doctrine sont de plus en plus ténus : le moment approche où il lui sera impossible de relier ces deux choses, car sa pratique se sera révélée contradictoire avec un quelconque recours à des principes. Entraîné de plus en plus rapidement sur la voie du marchandage, il ne pouvait qu'évoluer dans un sens négatif ; aujourd'hui le programme de transition lui-même apparaît à certains des groupes qui le composent (la ligue communiste entre autres) comme un programme **trop osé** : ils le transforment donc tout naturellement en **programme maximum** et cherchent les moyens d'une nouvelle transition : il faut une transition aux transitions, une dégradation aux dégradations.

La seule unité réelle du trotskysme — dans la mesure où il a cru s'opposer au réformisme tout en se maintenant sur son terrain — est d'avoir servi de fabriquant de mots d'ordre à toute la bonne gauche démocratique (triste sort pour un courant anti-bureaucratique !). Plus il s'éloigne d'une vision générale de la lutte, plus il entre dans des voies que la reprise de la lutte devra nécessairement infirmer. D'où son aspect de plus en plus **inactuel**, malgré les expédients de tous genres auxquels il a recours pour rester à la mode, à un moment où les premières secousses du capitalisme commencent à ouvrir au prolétariat la voie de ses objectifs historiques.

LE MAOÏSME :

Quant aux pro-chinois, ils ne peuvent pas se targuer d'avoir une quelconque origine révolutionnaire : ils sont les fils spirituels directs de la contre-révolution dont ils théorisent les « principes ». Il suffit d'indiquer ce qui, par-delà les querelles de groupes, les unit dans un culte commun : le maoïsme, dernière mouture et corruption du stalinisme classique, accommodé à la sauce tiersmondiste. Il est vrai qu'ils divergent sur l'interprétation de ce fond doctrinal commun : les uns (PCMLF) y voient un moyen pour organiser, avec le prolétariat, les plus vastes couches populaires en construisant un parti « fort et centralisé » et se réclament de la tradition staliniste de l'organisation ; les autres, mettant l'accent sur le rôle des explosions de violence et l'importance des actions exemplaires, en font une théorie de la lutte « spontanée et anti-autoritaire » et rejoignent par là la vieille vision **putchiste** de l'anarchisme et du blanquisme (Gauche prolétarienne).

Ne nous laissons pas abuser par cette apparente incompatibilité politique : ici encore, il s'agit uniquement d'un désaccord sur les moyens car, qu'il se présente comme le garant de la vision stalinienne classique ou qu'il tente d'adapter cette vision à une pratique globale anarchiste, le maoïsme reste ce qu'il est : l'apologie des luttes populaires, des faux socialismes, de l'anti-impérialisme petit-bourgeois, c'est-à-dire de la négation globale du marxisme effectuée historiquement par l'idéologie stalinienne. De cette idéologie le maoïsme se réclame **ouvertement** : il se présente comme le tenant du stalinisme intégral, dans lequel il voit la théorie de la révolution et de la « construction du socialisme ». En conséquence, il ne s'oppose à l'opportunisme officiel du PCF que dans la mesure où celui-ci a trouvé plus commode d'atteindre les mêmes « buts » par des-moyens pacifiques.

Aux yeux du maoïsme, le PCF est « une clique de renégats, de traîtres et de vendus » (entre parenthèses, on reconnaît bien là un des leit-motives du gauchisme, qui consiste à accuser « les chefs » et non l'opportunisme lui-même, à mettre en cause la direction et non le programme dont cette direction est l'instrument. Comment pourrait-il le faire puisqu'il développe le même ?). Mais, ce que le PCF a renié après guerre, ce n'est certainement pas, comme le pensent les pro-chinois, la révolution : la comédie du front populaire, la participation à la guerre, la résistance et la reconstruction nationale montrent précisément qu'après la guerre le PCF n'avait plus rien à renier. Ceux qui, tels les maoïstes, expliquent son opportunisme actuel en découvrant une trahison fantomatique qui se serait produite dans les années 50, sont aussi nécessairement solidaires de la trahison véritable, de la vraie dégénérescence : celle qui était consommée en 1926. La principale accusation des maoïstes vis-à-vis du PCF consiste à dire que celui-ci a répudié la violence : nous avons déjà répondu que la question n'était pas celle de la violence **en soi**, mais celle des perspectives politiques qui devaient orienter cette violence. Il est vrai que la violence est une arme nécessaire au prolétariat, mais il est vrai aussi qu'elle ne peut fonctionner d'une façon révolutionnaire que si elle est orientée vers des buts stricte-

ment prolétariens. Or, ce ne sont pas les perspectives du PCF que les pro-chinois remettent en cause, mais les **moyens** qu'il se donne pour réaliser ces perspectives : cela revient à l'accuser de ne pas utiliser les **meilleurs** moyens pour faire triompher son **faux** programme. Voilà pourquoi la violence adulée par les maoïstes est au service des mêmes buts interclassistes et petits bourgeois que ceux des « traîtres » du PCF : les uns veulent jouer aujourd'hui le rôle qu'ont joué les autres hier, sans s'apercevoir que cela signifie emprunter le même chemin. On ne peut pas accuser des méthodes d'être défaitistes quand ce défaitisme est déjà contenu dans un **programme** (il est vrai que ce programme est signé Staline !)

Quant à ceux qui, parmi les maoïstes, mettent l'accent sur le rôle du parti de l'organisation et du programme, il suffit, pour se convaincre de leur non-sens politique, d'indiquer que selon eux le « parti de classe » est un **parti d'alliances de classe** ; ici encore, l'essentiel de l'activité politique consiste à rechercher des « alliés » au prolétariat parmi les paysans, certaines couches de la petite bourgeoisie, les intellectuels, etc... (d'où une suite de raisonnement plus ou moins théoriques sur la différence entre « l'être de classe » et la « position de classe »). Pour les maoïstes du PCMLF, un parti révolutionnaire ne peut reposer sur autre chose que sur l'**alliance des ouvriers et des paysans** : comme tous les bons staliniens, nos pro-chinois se croient « léninistes » parce qu'ils ont pêché dans les discours de Lénine les seuls mots d'ordre qui pouvaient renvoyer aux conditions particulières de la Russie petite bourgeoisie des années 19-21. Car en fait, une alliance entre deux classes ne peut représenter qu'un union de ces deux classes sur des perspectives qui leur sont communes : si, dans la Russie de 17, il pouvait encore y avoir deux classes capables de se placer sur un terrain insurrectionnel (et, répétons-le, ceci n'était dû qu'au défaut de développement économique et social de la Russie d'alors) **seul le prolétariat** est aujourd'hui capable de le faire et sa lutte ne passe nullement par la défense « antimonopoliste » des petits producteurs. Rappelons aux maoïstes, qui semblent l'avoir oubliée, la leçon limpide donnée par Engels : « Du paysan qui nous demande de maintenir la propriété parcellaire, nous ne pourrons jamais faire un camarade, pas plus que du petit patron qui veut rester éternellement patron. Ces gens sont à leur place chez les antisémistes ; qu'ils aillent chez eux entendre la promesse que leur petite entreprise sera sauvée ! »

Voilà un rude coup porté à tous ceux — pro-chinois en tête — qui entretiennent l'illusion selon laquelle la défense de la petite production contre les monopoles pourrait avoir un quelconque contenu révolutionnaire. A l'antimonopolisme présenté par ces messieurs comme une perspective « d'union des couches laborieuses » ne peut correspondre que la sinistre farce du « gouvernement populaire » prôné par le PCF (gouvernement qui, sans nul doute, serait élu au suffrage universel).

Laissons les maoïstes à leurs mythologies : leur « anti-impérialisme » dont ils font un cheval de bataille, n'est rien d'autre que la fidèle reproduction du vieil anti-impérialisme du PCF qui signifiait **défense des intérêts de la nation russe** : ils n'ont eu qu'à remplacer la Russie (aujourd'hui qualifiée

de « social-fasciste ») par la Chine. Que peut-on attendre aujourd'hui de ceux qui, sans rire, qualifient l'impérialisme de « tigre en papier » et l'Albanie de « phare du socialisme en Europe » ? Leur « internationalisme » signifie selon les sacro-saintes paroles de Mao Tsé-toung : « Compter sur ses propres forces », c'est-à-dire : accumuler le capital (puisque les choses sont si simples, pourquoi Lénine espérait-il tout d'une révolution en Allemagne ?)

Ce qu'ils appellent « révolution prolétarienne » signifie **lutte populaire violente**, ce qu'ils appellent « socialisme » signifie **accumulation du capital et exploitation du prolétariat**, ce qu'ils appellent « programme révolutionnaire » signifie **théorie de l'alliance des classes**. Avant même que la pensée de Mao Tsé-toung bouleverse le monde, on voit qu'elle a déjà bouleversé quelque chose : la doctrine marxiste. Aujourd'hui les deux tendances du maoïsme se retrouvent malgré tout dans la même liquidation : d'un côté, des désespérés politiques, qui, reniant en bloc la doctrine marxiste de la lutte des classes, font l'apologie du terrorisme individuel et de l'action exemplaire pour retourner à une pratique digne de Robin des Bois ; de l'autre des staliniens pure souche qui, contre le PCF lui-même (taxé pour l'occasion de « révisionnisme ») défendent les principes constitutifs du PCF : ceux du « socialisme dans un seul pays » et du réformisme violent.

Nous ne parlerons pas, bien entendu, de la révolution chinoise, dont l'analyse et la critique politique ont été faites auparavant. Nous ne développerons pas plus la critique de « l'internationalisme » maoïste : qu'il suffise de rappeler que, reniant totalement la perspective communiste définie et restaurée au 2^{me} congrès de l'I.C., ils veulent, sous le couvert de ce qu'ils appellent « anti-impérialisme », mettre le prolétariat des métropoles à la traîne des couches bourgeoises et petites-bourgeoisies des colonies. La pratique meurtrière du « tiersmondisme », dont ils ont fait le fin mot de leur vision internationale, renverse en réalité **totallement** les perspectives définies par Lénine et l'Internationale : seule la victoire complète du prolétariat dans les pays avancés peut assurer une émancipation **complète et définitive** des peuples opprimés, la seule classe révolutionnaire à organiser pour abattre l'impérialisme dans son centre vital est donc le prolétariat. Dans les pays arriérés, il ne peut renoncer à son autonomie de classe, condition fondamentale de l'organisation autour de son programme : partout où il y a des prolétaires — si peu soient-ils — ils doivent s'organiser de façon indépendante par rapport à toutes les autres classes (aussi « progressistes » soient-elles !).

Face à ces positions cardinales du marxisme, « l'anti-impérialisme » chinois est le condensé d'une vision réformiste-périphérique de la lutte contre le capital. De la victoire des principales révolutions anti-coloniales, Russes et Chinois ont tiré argument pour dire que l'impérialisme serait « progressivement » affaibli. On nous présente de part et d'autres comme des victoires décisives la constitution d'un « système d'Etats socialistes (en d'autres termes, on théorise par là, sous sa première forme, la « coexistence pacifique » à laquelle les Chinois ont tout d'abord applaudi). De part et d'autre on « oublie » (tout simplement !) que le socialisme ne se conquiert

pas sur le terrain de la lutte entre Etats, mais sur celui de la lutte des classes : comment pourrait-on ne pas oublier quand l'essentiel de cette lutte est conçu chez les Chinois, sur le modèle des fameuses « contradictions au sein du peuple ». Pour dire cela, il a fallu d'abord faire du « peuple » une réalité fondamentale, et du « bloc des quatre classes » le fin mot de la stratégie révolutionnaire, tout cela étant associé à la théorie stalino-menchevique de la révolution par étapes, négation pure et simple des enseignements d'Octobre sur la révolution double et la nécessité d'une direction prolétarienne même dans une révolution nationale-bourgeoise.

Aujourd'hui, dans la France du Capital et des monopoles, les staliniens dégénérés du maoïsme osent encore poser la question : « Quels sont nos amis ? Quels sont nos ennemis ? » Répétons-le : le parti de classe n'est pas « l'ami du peuple » car pour lui, le « peuple » représente précisément le terrain où les objectifs du prolétariat sont foulés aux pieds. (voir les dernières balourdises maoïstes sur la nécessité d'une « résistance populaire » à l'envahisseur bourgeois !)

Ces perspectives absurdes et traîtres (lutte populaire, anti-impérialiste, interclassiste, monopoliste), l'« extrémisme » chinois les partage avec les « révisionnistes » du PCF : communauté de vision politique, communauté de langage, communauté dans la démagogie.

CONCLUSION :

A ceux qui reprocheraient à notre critique d'être trop sévère, et qui nous opposeraient le fait que les différents gauchismes croient **sincèrement** aller dans le sens de la révolution, nous répondrons que la sincérité n'a jamais été un gage de justesse révolutionnaire, et que l'opportunisme le plus sincère est aussi le plus dangereux. Dire le contraire — et reprocher aux positions révolutionnaires d'être « sectaires » ou « imperméables à la critique » — c'est précisément tomber dans le piège tendu par la contre-révolution à tous ceux qui veulent la combattre : le retour aux arguments bourgeois du démocratisme. C'est ainsi par exemple que le courant trotskyste a été définitivement perdu pour la révolution à partir du moment où il a fait de la lutte pour la démocratie (aussi « prolétarienne » soit-elle) le synonyme de la préparation révolutionnaire du prolétariat. Le trotskysme s'est trouvé malgré lui solidaire du stalinisme qui a réussi à faire passer la démocratie — sous sa forme antifasciste et réformiste — comme la valeur prolétarienne par excellence. En fait, si la démocratie a pu avoir autrefois un contenu révolutionnaire, ce fut toujours un contenu bourgeois. C'est pourquoi, en poursuivant la tâche de restauration intégrale des perspectives du marxisme qui est la nôtre, nous ne faisons aucune concession aux apologies du libéralisme qui, de tous côtés, ont tenté de se présenter comme une critique du stalinisme alors qu'elles ne faisaient que le compléter.

Le gauchisme actuel participe d'une façon ou d'une autre à cette mystification. Ses balbutiements et ses visages successifs ne sont rien d'autre

que la continuation logique de ses fausses origines. Pris dans le piège de la contre-révolution, il ne fait que **répéter** globalement son programme tout en essayant — contrairement à ceux qui le défendent officiellement — de l'adapter aux premiers heurts qui secouent la société bourgeoise. Voilà en gros la tâche aberrante que fixe le gauchisme : réconcilier la chèvre et le chou, un mouvement social réel et une direction politique qui est en contradiction avec ce mouvement. Gageons que l'écart entre les deux ne fera que s'accroître à mesure que les luttes du prolétariat le pousseront à abandonner les cadres de la contre-révolution ; alors le gauchisme se dévoilera pour ce qu'il est : une fausse alternative à l'opportunisme.

De l'influence relative qu'il a pu gagner ces derniers temps, nous ne tirerons qu'une seule leçon : les premiers éléments de la classe ouvrière commencent à peine à buter contre les traditions de l'opportunisme sans pouvoir encore, derrière la **phrase**, saisir le **contenu** des perspectives révolutionnaires. Car, si aujourd'hui la classe ouvrière commence à peine à s'orienter de nouveau vers son programme historique, elle devra, pour le rejoindre complètement, culbuter à la fois l'ordre réformiste et substantiellement fasciste du PCF et la violence sans but à laquelle l'invitent certains groupes gauchistes.

Il y a vingt ans, à un moment où l'opportunisme officiel régnait sans concurrence, nous dénoncions par avance la **fausse ressource de l'activisme** qui ne manquerait pas de suivre la contre-révolution. Aujourd'hui, l'activisme est roi, mais il se montre aussi bâlard et balbutiant que la crise elle-même dans ses premières manifestations. Mais c'est l'opportunisme officiel qui, en entraînant les ouvriers dans l'orgie nationaliste, électorale et pacifiste a poussé les quelques éléments qui s'opposaient à lui sans comprendre sa véritable nature aux explosions anarchistes et il est donc fort mal venu à lui reprocher son « volontarisme » !

Puisque le gauchisme actuel ne doit son existence et sa réputation de courant révolutionnaire qu'à la corruption dans laquelle le mouvement ouvrier a été précipité par l'opportunisme officiel, c'est celui-ci qu'il faut abattre ! Contrairement aux divers gauchismes, nous ne proposons aucune recette organisationnelle, tactique, ou mot d'ordre « infaillibles » pour atteindre ce but. Nous proposons de retourner à l'intégralité des positions marxistes, reconnues dans leur invariance à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier. Seule la dynamique sociale pourra faire que ces positions redeviennent celles du mouvement ouvrier. C'est pourquoi nous ne comptons nullement sur les vertus de la phrase ou de l'agitation, mais sur le patient travail d'éducation révolutionnaire qui a toujours été la tâche des vrais communistes. Seule une direction politique organisée autour de la théorie et du programme du marxisme intégral peut mener le prolétariat à la victoire : alors sonnera le glas des fausses « découvertes », qui sont en réalité des retours en arrière.

Pour finir et insister sur l'invariance de la critique faite par le marxisme à l'opportunisme (invariance qui répond par ailleurs à celle de l'oppor-

tunisme lui-même) rappelons les fortes paroles de Trotsky après 1905 pour caractériser le trait dominant de tout opportunisme, l'immédiatisme :

« On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que le trait psychologique dominant de l'opportunisme, c'est son **INCAPACITE D'ATTENDRE**. Il en est pourtant ainsi. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs réactions mutuelles amènent en politique un calme plat ; où le travail moléculaire de développement économique, renforçant encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre **POLITIQUE**, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, — l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de "nouvelles" voies, des "nouveaux" moyens de réaliser des succès. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces et il recherche des "alliés". Il se jette avidement sur le fumier du libéralisme. Il le conjure. Il l'appelle. Il invente, à l'usage du libéralisme, des formules spéciales d'action. Mais ce fumier n'exhale que son odeur de décomposition politique. L'opportunisme picore alors dans le tas de fumier quelques perles de démocratie. Il a besoin d'alliés. Il court à droite, à gauche, et tâche de les retenir par le pan de leur habit à tous les carrefours. Il s'adresse à ses "fidèles" et les exhorte à montrer la plus grande prévenance à l'égard de tout allié possible. "Du tact, encore du tact, et toujours du tact !" Il souffre d'une certaine maladie qui est la maladie de la prudence à l'égard du libéralisme, **LA RAGE DU TACT** —, et, dans sa fureur, il administre des soufflets et porte des blessures aux gens de son propre parti. »

Aujourd'hui, le courant trotskyste lui-même n'a pas échappé à cette maladie : le gauchisme actuel constitue, malgré les apparences, une nouvelle manifestation de cette « rage du tact » qui conduit nécessairement au sabordage des principes. A chaque époque ses « nouvelles formules ».

Impérialisme et sous-développement

Dès qu'on commence à parler des pays sous-développés, toute une série de recettes est proposée, à gauche comme à droite, afin « d'en sortir ». Du côté de la bourgeoisie, on insiste sur l'élargissement des marchés, la liberté des capitaux, la coopération internationale et l'on rappelle ce que fut le développement du capitalisme dans les pays avancés. Du côté des national-communistes, les mêmes principes sont avancés mais avec, en prime, la potion magique de l'exemple « socialiste » ; l'argument porte, d'ailleurs, puisqu'il vient des champions de l'indépendance nationale (l'internationalisme prolétarien n'étant là que pour la forme). En outre, l'impérialisme russe n'ayant pas les moyens de sa politique, le danger militaire est somme toute plus faible que pour les Etats-Unis. Mais cet avantage a son revers, car ce dont manquent le plus les pays arriérés, c'est de capital, et le capital n'est pas non plus la richesse principale des pays de l'Est ; de même, les maîtres du marché mondial ne sont pas les démocraties populaires ni l'URSS, mais les pays occidentaux et le Japon. En fin de compte, les pays arriérés — lorsqu'ils en ont le loisir — pratiquent un savant équilibre entre les différents impérialismes et empruntent à chacun les recettes que ceux-ci leur prodiguent non sans arrières-pensées.

S'il y a un terrain sur lequel nous ne nous aventurerons pas, c'est bien celui des recettes du développement. Non pas que nous estimions que c'est peine perdue, qu'un pays arriéré est condamné, dans le contexte actuel, à rester un pays arriéré ; dans certaines conditions bien précises, l'URSS puis la Chine ont réussi là où tous les autres ont échoué, et c'est bien ce qui leur permet de se poser en « modèles » de développement. L'histoire offrira peut-être des occasions similaires à certains pays arriérés. Mais ce qui est apparu de la façon la plus nette, la plus claire à nos yeux c'est qu'il s'est agi à chaque fois d'une accumulation de type capitaliste qui — pour la Russie — a balayé la révolution prolétarienne au bout de quelques années et qui — pour la Chine — a consolidé la politique de grande puissance des national-communistes maoïstes. Ce point a été suffisamment développé dans notre travail de parti pour que nous n'y revenions pas ici. Il ne s'agit pas pour nous de faire du défaitisme, mais d'envisager froidement la réalité.

Pour des communistes, le problème du développement ne peut en aucun cas être envisagé sous l'angle économique, mais seulement sous l'angle politique ; en d'autres termes, il faut toujours se demander si le développement économique fait avancer les intérêts politiques du prolétariat de tous les pays. Ici, tout dépend des conditions historiques : jusqu'en 1870, la victoire de la révolution bourgeoise en Europe permettait à l'économie

capitaliste de se libérer définitivement des dernières entraves de la société monarchiste réactionnaire ; le prolétariat européen pouvait, dès lors, couper définitivement les ponts avec la petite-bourgeoisie et la bourgeoisie libérale. A vrai dire, le succès de la révolution prolétarienne en Europe aurait évité à tous les pays arriérés leur longue marche vers un hypothétique développement : la puissance industrielle des pays européens serait venue en aide à ces derniers, non par les moyens mercantiles habituels, mais par l'échange inégal au bénéfice des pays arriérés. L'optique était exactement la même après octobre 1917, à ceci près que la révolution avait éclaté dans un pays arriéré qui attendait désespérément l'aide du prolétariat des pays avancés : la solidarité affirmée par le Congrès de Bakou avec les peuples d'Orient s'inscrivait elle aussi dans la perspective d'une liaison étroite avec les prolétariats occidentaux. L'échec de la révolution occidentale a balayé ces espoirs, et, dès lors, s'ouvre l'ère des révolutions proprement nationales pour l'indépendance politique et économique : la Russie aux Russes, la Chine aux Chinois, l'Asie aux Asiatiques, etc... A l'internationalisme prolétarien s'est substitué le saupoudrage d'Etats nationaux indépendants, dans le respect de l'intégrité territoriale et des grands accords internationaux : c'est l'image même du monde bourgeois que nous avons aujourd'hui devant les yeux. Dans ces conditions, les luttes d'indépendance nationale des pays colonisés ont perdu leur caractère révolutionnaire à court terme puisqu'il n'existait aucun parti communiste pour les reprendre à son compte ; par contre, dans la perspective d'une révolution prolétarienne lointaine, l'indépendance nationale donne la possibilité de l'implantation d'une lutte de classe locale, d'un mouvement ouvrier et de la lutte pour le pouvoir et les Soviets. Ce qui est donc important pour nous, communistes, c'est de suivre cette évolution sans jamais tomber dans le piège de l'appui à l'anti-impérialisme. La plus grande imbécillité — que se partagent allègrement tous les mouvements de gauche — est de prétendre que les échecs locaux subis par un pays impérialiste peut affaiblir l'Impérialisme. Si l'impérialisme américain était battu, en Indochine par exemple, un de ses compères français, japonais ou chinois occuperait aussitôt la place vacante ; cela pourrait changer le rapport des forces, mais ne porterait nullement atteinte au capitalisme mondial.

Par contre, les luttes actuelles contre l'impérialisme ont un grand intérêt : elles bouleversent les structures sociales archaïques, elles modifient les rapports entre groupes sociaux, elles introduisent par force l'économie marchande et la monnaie, enfin elles peuvent susciter dans les métropoles impérialistes la réaction des masses ouvrières. On en revient ainsi à la liaison nécessaire avec le prolétariat des pays avancés, et ceci d'autant plus que nulle part dans le Tiers-Monde ne se fait encore jour clairement une réaction autonome de la classe ouvrière.

En analysant plus loin les rapports entre pays impérialistes et pays arriérés, nous avons donc voulu mettre en lumière l'étroite inter-dépendance qui existe entre les deux mondes et qui vient confirmer le fait que le sort politique du prolétariat se jouera en même temps chez les uns et chez les autres. Cette grande voie, cette grande perspective ne pourra se

réaliser que si les masses révolutionnaires préparent la chute du capitalisme dans ses bastions les plus avancés.

LES EXPORTATIONS DE CAPITAUX

A) **Le courant mondial.** — En considérant le courant global des investissements privés des pays capitalistes avancés, tel qu'il figure au tableau 1, nous devons tirer deux enseignements :

1) A travers les deux guerres mondiales impérialistes, l'exportation du capital financier s'est accrue considérablement et a pénétré les territoires les plus reculés. L'unité du marché capitaliste mondial est réalisée. Plus précisément, l'interruption prématurée de la première guerre due à la révolution prolétarienne russe, a ralenti le rythme d'accumulation et donc d'exportation du capital (+ 9 milliards de \$ entre 1914 et 1938). La deuxième guerre impérialiste est venue parachever la première en détruisant une énorme masse de capital et d'hommes : l'expansion du capital financier s'en est ressentie (+ 27 milliards de \$ entre 1938 et 1962).

2) Les guerres impérialistes réalisent un re-partage du monde entre vainqueurs et vaincus. Le grand vainqueur ce demi-siècle aura été l'impérialisme américain : victoire esquissée après la première guerre, triomphe après la deuxième guerre. Les grands vaincus sont les anciennes puissances coloniales européennes (Angleterre, France, Belgique...). « La victoire de la démocratie sur le fascisme », comme l'appellent le Parti Communiste Français et ses descendants gauchistes, a été en fait le triomphe du pays le plus militariste et le plus fasciste du Monde : l'Amérique. Sa part

TABEAU 1

INVESTISSEMENTS PRIVES A L'ETRANGER

Total cumulé en milliards de dollars courants

	U.S.A.	G.B.	FRANCE	ALLEMAGNE	DIVERS	TOTAL
1870	—	4,0	2,0	1,0	—	7,0
1885	—	6,0	3,0	1,5	—	10,5
1900	1,0	16,0	6,0	2,0	—	19,0
1914	3,5	18,0	8,5	6,0	7,5	44,0
1919	6,5	13,5	—	—	—	33,0
1929	15,3	18,2	3,5	1,0	10,0	48,0
1938	11,6	22,7	3,7	—	15,0	53,0
1962	52,5	16,0	3,0	1,0	7,5	80,0

(Source: Bertin, "L'investissement international")

dans les investissements privés totaux à l'étranger est passée de 8 % en 1914 à 65 % en 1962. Pendant ce temps les « démocraties » occidentales ont désinvesti, aussi bien dans les autres pays capitalistes avancés que dans les colonies.

B) Le courant avec les pays arriérés.

1) Evolution générale. — Les pays arriérés sont loin de rester à l'écart des courants mondiaux de capitaux. Le tableau 2 montre en effet que l'apport net de capitaux aux pays arriérés a plus que triplé entre la moyenne des années 1950-60 et 1960-68 ; la part des capitaux privés est passée de 30 % à 45 % en 1968 et son montant a quadruplé pendant que celui des capitaux publics triplait.

Quoi qu'il en soit des causes, la pénétration du capital-argent qui s'est accélérée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale a dissous d'une façon presque générale les vieux liens naturels des économies arriérées et provoqué la misère, l'expropriation et la prolétarianisation des masses agraires.

a) Les capitaux publics. — Il n'y a bien sûr aucun intérêt à distinguer les courants de capitaux suivant qu'ils sont publics ou privés ; nous ne le faisons que pour faciliter l'exposition.

Les capitaux publics ont généralement pour tâche :

— de se substituer aux capitaux privés dans les secteurs où ceux-ci sont défaillants (rentabilité insuffisante) ;

— de se consacrer à l'équilibre et au développement général de la société capitaliste (éducation et formation, subventions et prêts, infrastructures des transports, armée, etc.) quitte à sacrifier certaines couches bourgeoises.

On retrouve ce rôle général des capitaux publics des pays avancés vers les pays arriérés, soit :

— Remboursement par les pays arriérés des prêts antérieurement contractés et venus à échéance. 60 % des prêts publics servent à rembourser d'autres prêts.

— Commande de "biens et services" aux entreprises des pays impérialistes en échange de prêts gouvernementaux à long terme.

Ces capitaux publics sont connus sous le nom cynique « d'aide » ou de « dons ». Pour les petits-bourgeois bornés, le fin du fin de « l'aide » consiste dans « l'aide multilatérale » qui provient d'institutions internationales comme la B.I.R.D. que les Américains contrôlent. « L'aide » fournie sous cette forme ne représente que 10 % de « l'aide » publique contre 90 % pour « l'aide bi-latérale » qui est plus ouvertement liée à un certain nombre de conditions économiques et politiques. A titre d'illustration, voici quelques déclarations autorisées sur « l'aide » multilatérale :

— Kennedy : « Aider les pays sous-développés à se moderniser et à

sauvegarder leur indépendance politique, c'est-à-dire à resserrer leurs liens avec l'OTAN. »

— E. Black, directeur de la B.I.R.D. : « Les trois principaux avantages que le business américain en retire sont : l'aide à l'étranger procure immédiatement des marchés importants pour les produits et services américains ; elle favorise le développement de nouveaux marchés outre-mer

TABEAU 2

APPORT NET DE CAPITAUX AUX PAYS SOUS-DEVELOPPES

(millions de dollars)

ANNEES	CAPITAUX PUBLICS	CAPITAUX PRIVES	TOTAL
1951-1959 (moyenne annuelle)	2.052	1.112	3.164
1956	3.260	2.998	6.258
1957	3.856	3.779	7.655
1958	4.387	2.917	7.304
1959	4.927	2.820	7.131
1960	6.099	3.148	8.075
1961	5.990	3.098	9.197
1962	5.990	2.497	8.487
1963	6.054	2.511	8.565
1964	5.889	3.192	9.080
1965	6.290	4.170	10.461
1966	6.585	3.841	10.426
1967	6.988	4.181	11.169
1968	6.910	5.843	12.753
1960-1968 (moyenne annuelle)	6.103	3.742	9.845

(Source : O.C.D.E.)

pour les compagnies américaines ; elle fait prévaloir dans les pays aidés le système de la libre entreprise au sein duquel les entreprises américaines peuvent prospérer. »

Il faut ajouter qu'aujourd'hui, toute « aide » publique, d'où qu'elle vienne (des USA ou d'URSS), poursuit rigoureusement le même type de buts. L'aide future des pays avancés socialistes ne pourra être qu'inégale, c'est-à-dire au désavantage exclusif de ces mêmes pays avancés sans tenir compte de sa valeur marchande.

Dans l'aide publique, la part des prêts à long terme ne cesse de croître (25 % en 1960, 35 % en 1965 des investissements nouveaux) : ceci n'est pas étonnant puisque les pays arriérés, archi-endettés, ne peuvent faire face aux échéances de leurs emprunts et sont acculés à solliciter des moratoires. A titre d'exemple, voici quelques pays qui, entre 1956 et 1968 ont dû faire « consolider leur dette », c'est-à-dire demander un délai de grâce :

- Brésil : 2 fois pour un montant de 500 millions de dollars
- Turquie : 2 fois pour 470 millions de dollars
- Ghana : 2 fois pour 270 millions de dollars
- Indonésie : 3 fois pour 500 millions de dollars
- Argentine : 3 fois pour 810 millions de dollars

Les tableaux 3 et 3 bis montrent l'accroissement continu de la dette publique extérieure des pays arriérés. Globalement, le montant des remboursements annuels représente environ 9,5 % de la valeur totale des exportations des pays arriérés, c'est-à-dire que ce montant doit absorber la plus grande partie du profit réalisé par ces exportations. Mais ceci n'est qu'une moyenne et, pour 1968, la Banque Mondiale donnait les taux suivants :

- Plus de 25 % : Brésil, Argentine, Indonésie,
- 20 à 25 % : Mexique, Tunisie,
- 15 à 20 % : Inde, Pakistan, RAU, Yougoslavie,
- 10 à 15 % : Colombie, Pérou, Chili, Costa Rica, Paraguay, Uruguay, Turquie, Ghana.

On constate ainsi que ce sont les pays les plus développés, ceux qui font le plus gros effort d'accumulation qui ont les plus forts taux d'endettement : en système capitaliste, et à l'ère impérialiste, la pauvreté est bien un cercle vicieux !

En 1967, la Banque Mondiale déclarait que « le service de la dette officielle passée annule déjà les 2/3 des mouvements officiels de capitaux vers les pays en voie de développement. » Cette même source prédisait ainsi le pourcentage de prêts publics nouveaux affectés au remboursement de la dette :

- Amérique Latine : 87 %
- Afrique : 73 %
- Asie de l'Est : 52 %
- Moyen-Orient : 40 %

Et elle prévoyait pour 1977 respectivement : 130 %, 121 %, 134 %, 97 % !

TABIEAU 3

1 - DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE CUMULEE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

2 - VERSEMENTS AU TITRE DU SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE PAR LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

(millions de dollars)

		1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
AFRIQUE	1	3.309	4.042	4.971	5.517	6.618	7.379	8.038	7.952
	2	172	225	494	433	445	463	535	443
EUROPE MERIDIONALE	1	2.261	2.478	2.912	3.433	4.051	4.441	4.903	5.118
	2	252	222	265	330	407	444	461	506
ASIE DE L'EST	1	2.176	2.812	3.235	3.744	3.906	4.395	4.988	5.630
	2	224	264	165	171	206	341	280	369
MOYEN-ORIENT	1	1.419	1.667	1.708	1.880	2.446	2.740	3.631	3.643
	2	170	210	188	212	182	200	168	162
ASIE DU SUD	1	3.600	4.736	5.923	6.881	7.837	9.196	10.118	10.444
	2	246	227	269	359	347	417	486	565
AMERIQUE LATINE	1	8.822	10.207	10.964	11.720	12.207	12.895	14.521	14.754
	2	1.250	1.437	1.368	1.672	1.692	1.916	2.039	1.973
TOTAL	1	21.587	25.942	29.713	33.175	37.065	41.046	46.199	47.542
	2	2.314	2.585	2.749	3.177	3.279	3.781	3.969	4.018

(Source: Banque mondiale)

TABLEAU 3 bis

CHARGE DU SERVICE DE LA DETTE COMPAREE AUX RECETTESD'EXPORTATION DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

(en milliards de dollars)

ANNEES	REMBOURSEMENT D' EMPRUNTS	EXPORTATION DE MARCHANDISES	POURCENTAGE
1960	2,3	27,3	8 %
1961	2,3	27,8	8 %
1962	2,6	28,9	8,5 %
1963	2,7	31,5	8,5 %
1964	3,2	34,5	9,2 %
1965	3,3	36,4	9 %
1966	3,8	38,7	10 %
1967	4,0	40,0	10 %
1968	4,0	42,7	9,3 %

(Source: Banque mondiale et O.N.U.)

Les mêmes experts estiment aujourd'hui que dans 30 ans, si les prêts sont accordés au taux de 3 % en 25 ans plus 5 ans de « délai de grâce » et si les exportations totales des pays arriérés augmentent chaque année de 5 %, le rapport : remboursements/recettes d'exportation sera de... 40 % ! Il faut souligner qu'un taux d'intérêt de 3 % est très faible dans les circonstances actuelles et qu'un accroissement moyen des exportations de 5 % est un maximum pour la plupart des « grands » pays arriérés. La perspective a de quoi réjouir les masses déshéritées de ces pays ! Elle doit surtout renforcer dans leur conviction tous les révolutionnaires qui savent que seule une révolution prolétarienne dans les pays avancés pourra venir à bout de pareille tragédie.

b) **Les Capitaux Privés.** — Contrairement à ce qui se passe dans les pays avancés, les investissements privés étrangers sont situés en grande partie dans les industries extractives des pays arriérés. Le tableau 4 nous en fournit la preuve.

Néanmoins, les nouveaux investissements se tournent de plus en plus vers les secteurs secondaire et tertiaire. En effet, les sources de matières premières sont maintenant bien connues et exploitées : elles ne néces-

TABLEAU 4

INVESTISSEMENTS CUMULES PAR LES PAYS DU C.A.D.

(millions de dollars - année 1966)

	PETROLE	MINES FONDERIES	INDUSTRIES MANUFACTURIERES	DIVERS	TOTAL
EUROPE MERIDIONALE	336	42	618	507	1.503
AFRIQUE	2.041	792	806	1.277	4.916
MOYEN-ORIENT	3.495	3	83	103	3.684
ASIE	1.142	217	1.329	1.515	4.203
AMERIQUE LATINE	4.878	1.697	5.261	3.828	15.664
TOTAL	11.892	2.751	8.097	7.230	29.970
	48 %		27 %	25 %	100 %

(Source: O.C.D.E.)

sitent plus beaucoup d'investissements nouveaux pour les pays impérialistes. De plus, les difficultés économiques provoquant le mécontentement social, beaucoup de gouvernements des pays arriérés se donnent à bon marché une teinture anti-impérialiste en nationalisant toutes les sources de matières premières et leur matériel d'extraction ; dans le « pire » des cas, les sociétés étrangères perdent tout — moyennant indemnités et compensation, en général — dans le « meilleur » des cas, elles participent à des sociétés nationales et limitent au minimum leurs investissements.

Les autres secteurs commencent donc à être préférés et tous les pays arriérés y favorisent d'ailleurs les investissements étrangers en promulguant des « codes des investissements ». Le tableau 5 donne une idée des investissements américains à l'étranger par nature et par destination. Les Etats-Unis investissaient, en 1954, 6 % de leurs investissements privés dans les industries manufacturière des pays arriérés ; en 1958, ce pourcentage est passé à 10 % et en 1964 il était de 15 % à 20 %. Ceci signifie-t-il que les pays impérialistes aident au développement du secteur des biens de production ? On sait qu'une des caractéristiques du sous-développement est la prédominance du secteur des biens de consommation sur celui des biens de production. Or ceci est le cas ; les investissements étrangers sont concentrés dans les fabrications légères, les usines de montage et les services ; ces activités sont souvent tournées vers l'exportation et d'ailleurs, en consultant, le tableau 6, on constate que 80 % au moins des exportations de produits manufacturés des pays arriérés sont constitués par des biens de consommation ou d'équipement de bureau.

Le capital étranger ne tient pas à favoriser la production des biens d'équipement dans les pays arriérés, ne serait-ce que pour des raisons de

TABEAU 6

EXPORTATION DE BIENS MANUFACTURES PAR LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

(répartition selon la nature des biens -
valeurs en millions de dollars)

	1953		1965	
Produits alimentaires, textiles, vêtements, cuir, bois, jouets, diamants.	1.220	81,0 %	3.200	75,3 %
Articles de bureau, machines électriques.	80	5,3 %	390	9,1 %
Produits chimiques	80	5,3 %	220	5,1 %
Autres produits industriels lourds	80	5,3 %	370	8,7 %
TOTAL	1.500		4.250	

(Source: G.A.T.T.)

TABLEAU 5

INVESTISSEMENTS DIRECTS CUMULES DES ETATS-UNIS

(répartition en pourcentage - année 1964)

INDUSTRIES	ENSEMBLE	CANADA	EUROPE	AMERIQUE LATINE	AFRIQUE	ASIE ET MOYEN-ORIENT	OCEANIE
MINES	8,0 %	12,1 %	0,4 %	12,6 %	21,9 %	1,1 %	6,3 %
PETROLE	32,4 %	23,4 %	25,6 %	35,9 %	51,0 %	65,8 %	28,1 %
PRODUITS MANUFACTURES	38,0 %	44,8 %	54,3 %	24,3 %	13,8 %	17,5 %	54,1 %
SERVICES PUBLICS	4,6 %	3,3 %	0,4 %	5,8 %	0,1 %	1,8 %	0,1 %
COMMERCE	8,4 %	5,8 %	12,2 %	10,7 %	5,7 %	7,8 %	5,5 %
DIVERS	8,6 %	10,6 %	7,1 %	10,7 %	7,5 %	6,0 %	5,9 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

(Source: "Survey of current business", sept. 1965)

marché et de concurrence ; quand il le fait, il s'associe au capital national en créant des sociétés aux noms bien indigènes... Il est alors souvent minoritaire, car il apporte avec lui brevets, matériel, fournitures, technique et techniciens qui font de lui le véritable maître. Qu'on songe aux dégâts qu'a causés à l'économie chinoise le retrait brutal de l'assistance russe ! De façon générale, d'ailleurs, la concentration industrielle nécessite de vastes marchés à proximité pour écouler la production : or ceux-ci n'existent pas dans les pays arriérés et les investisseurs étrangers ne sont nullement décidés à attendre des décennies pour voir enfin leurs investissements devenir rentables ; en attendant, il faut prospector les marchés des pays avancés qui se sont fort bien protégés contre ce genre d'éventualité. Aussi, ce type d'investissement se cantonne dans l'industrie de première transformation qui, grâce à des prix de revient bas (automatisation poussée et salaires très bas), peut approvisionner certains trusts occidentaux ; exemple : l'énorme complexe de FRIA en Guinée, le complexe sidérurgique d'Annaba en Algérie. Le complexe brésilien de Minas-Gerais est une exception dans la mesure où, financé de l'extérieur, il s'est intégré à l'économie locale grâce à la pré-existence de régions déjà développées ; mais la plupart du temps, ce type d'investissement une fois réalisé, la balance des paiements des pays arriérés est déséquilibré par le rapatriement des profits, qui se produit tôt ou tard et qui est d'autant plus important que les investissements initiaux l'ont été.

Nous avons plusieurs fois parlé de l'association des capitaux étrangers avec les capitaux nationaux ; celle-ci permet de réduire le montant des premiers et de présenter ceux-ci comme des « collaborateurs » au développement national. Le tableau 7 montre sous l'angle des investissements « de portefeuille » et surtout des crédits à l'exportation le rôle des autres moyens de financement.

Pour juger de l'importance des profits réalisés sur investissements étrangers, il faut se tourner vers les statistiques américaines qui sont les mieux fournies : tableaux 8 et 8 bis.

On constate alors la masse énorme des profits rapatriés dont la comparaison avec les investissements nouveaux laisse apparaître pour les USA entre 1959 et 1965 un solde positif de 3,5 milliards de dollars. Pour cette période également, on voit que les profits retirés d'Amérique Latine et d'Asie servent à financer le déficit du courant d'investissement avec l'Europe ! Il faut ajouter d'ailleurs que le courant avec l'Europe s'est lui-même renversé aujourd'hui et que les profits rapatriés sont supérieurs aux investissements nouveaux.

L'investissement étranger, d'après la Conférence Tricontinentale, aboutit à faire sortir du pays des volumes d'argent 2 à 3 fois supérieurs à l'investissement initial ; pour la décade 1950-1960, il est souvent avancé des chiffres compris entre 20 et 25 milliards de dollars pour les rapatriements de dividendes et intérêts vers les pays impérialistes.

Pour 1960-1962, l'ONU avait calculé que cette charge rapportée aux ressources en devises des pays arriérés représentait 17 % pour l'Amérique latine et 33 % pour l'Asie Occidentale.

TABLEAU 7

PART DES INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS LE TOTAL DES INVESTISSEMENTS

PRIVES DES PAYS DEVELOPPES (en pourcentage)

1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
76	73	66	60	66	66	60	68	60	64	60	50	48

(Source: O.C.D.E.)

TABLEAU 8

INVESTISSEMENTS PRIVES ET PROFITS DES ETATS-UNIS ENTRE 1959 ET 1965

(millions de dollars)

	EUROPE	AFRIQUE	OCEANIE	CANADA	AMERIQUE LATINE	ASIE
Investissements nouveaux	8.571	1.071	932	3.368	1.251	1.374
Profits	3.748	657	398	3.372	5.297	6.528
	- 4.823	- 412	- 534	+ 4	+ 4.046	+ 5.154
	- 5.771			+ 9.204		

(Source: Claude Julien, "L'empire américain")

TABEAU 8 bis

TAUX DE PROFIT APPARENT DES CAPITAUX U.S. EN 1964
(rapport des profits rapatriés au capital investi)

	MINES & PETROLE	INDUSTRIE
AMERIQUE LATINE	16 %	4,5 %
AFRIQUE	21 %	8 %
ASIE	38 %	9 %
CANADA	4,5 %	4,5 %
EUROPE	0,7 %	7 %

(Source: Claude Julien, "L'empire américain")

Quand on parle de profits rapatriés, il résulte que ceux qui restent sur place sont ré-investis : les capitalistes étrangers préfèrent en ce sens le ré-investissement sur place à l'apport de nouveaux capitaux et c'est notamment ce qui explique que les investissements privés sont presque restés stagnants alors que leur montant cumulé n'a cessé de croître.

Quelques taux de profit sont donnés à titre indicatif dans le tableau 8 bis : on peut apprécier leur importance dans le secteur des mines et du pétrole, ce qui ne surprendra personne.

D'après le gouvernement américain le taux des profits officiellement rapatriés aurait été de 15,7 % en 1964 et 14,6 % en 1965 ; le rapport Pearson fait état d'une moyenne générale nette de 10 à 12 % sur le capital, à laquelle il faudrait évidemment ajouter les montants non rapatriés.

D'après la Revue de Défense Nationale du mois de mai 1970, « le profit moyen des industries pétrolières au Moyen-Orient est de 24 % contre une moyenne mondiale de 12 à 13 % ». Les taux de profit obtenus sont donc généralement élevés alors que les mises de fonds initiales sont plutôt faibles et vite récupérées.

Le tableau 9 montre ainsi que pour les sociétés non financières américaines, le revenu des investissements à l'étranger par rapport au profit total qu'elles ont réalisé est passé de 10 % en 1950 à 20 % à 25 % dans les années 1960. Cette masse croissante de capitaux permet aux sociétés concernées de pallier la baisse tendancielle des taux de profit : encore faut-il souligner que lorsque la masse des profits rapatriés est supérieure ou voisine des capitaux exportés, l'accroissement du capital qui en résulte

TABLEAU 9

REVENUS DES INVESTISSEMENTS AMERICAINS A L'ETRANGER COMPARES

AUX PROFITS DES SOCIETES AMERICAINES (milliards de dollars)

Années	Revenus des investissements privés à l'étranger - 1 -	Profits après impôts des Stés non-financières des U.S.A. - 2 -	Rapport 1 / 2 (pourcentage)
1950	2,1	21,7	10
1951	2,6	18,1	14
1952	2,7	16,0	17
1953	2,6	16,4	16
1954	2,8	16,3	17
1955	3,3	22,2	15
1956	3,8	22,1	17
1957	4,2	20,9	20
1958	3,7	17,5	21
1959	4,1	22,5	18
1960	4,7	20,6	23
1961	5,4	20,5	27
1962	5,9	23,9	25
1963	6,3	26,2	24
1964	7,1	31,3	22
1965	7,8	36,1	21

Les revenus des investissements à l'étranger comprennent:

- les revenus des investissements directs;
- les redevances et royalties sur investissements directs transférées aux sociétés-mères U.S.
- le revenu des investissements autres que directs versés aux propriétaires U.S.

(Source: Ministère du commerce U.S., 1963; "Survey of current business" 1962-66)

sur le marché national accélère la baisse générale du taux de profit ; d'où la nécessité de conquérir de nouveaux marchés extérieurs dans les pays avancés.

Pour conclure sur ce point, c'est-à-dire montrer à quel degré les investissements à l'étranger peuvent être rémunérateurs, voici ce qu'un certain W. Salant révèle : un investissement direct américain moyen de 1.000 \$

donne naissance à un flux contraire de bénéfices de 106 \$ dès la première année, de 214 \$ au bout de la 10^{me} année et, par le jeu des rentrées successives, l'apport initial est amorti pour l'investisseur en 5 ans et demi !

2) Evolution selon les principaux pays capitalistes avancés. — L'exploitation des pays arriérés représente, pour l'impérialisme, une source intarissable de profits et procure un poids politique jeté dans la lutte permanente pour le partage du monde. Considéré sous cet angle, la position respective des principaux impérialismes a fortement évolué depuis le début du siècle.

Le tableau 10 nous montre qu'il aura fallu deux guerres mondiales à l'impérialisme américain pour abattre les anciennes puissances coloniales. De 1914 à 1962 la part du montant cumulé des investissements privés américains est passée de 8 % à 65 % du total des investissements étrangers. A l'opposé, la France et l'Allemagne ont pratiquement tout perdu ou désinvesti et l'Angleterre régresse régulièrement. L'image que donne ce tableau est fondamentale car elle fixe clairement les positions de chacun : quelle que soit l'évolution de certains pays avancés depuis quelques années, elle ne doit pas faire perdre de vue la place colossale occupée par les investissements américains dans les pays arriérés et avancés. En effet, en consultant le tableau 11, il apparaît que l'Italie, l'Allemagne et le Japon ont fortement accru leur part d'investissements vers les pays arriérés depuis 10 ans, au point qu'ils représentent ensemble — en 1968 — 25 % des apports annuels nets de capitaux publics et privés vers ces mêmes pays contre 10 % en 1957. En prolongeant telle quelle la courbe, on pourrait dire qu'en 1980, les USA exporteront 35 % des capitaux totaux et l'Italie, Allemagne, Japon 40 % : même si cela se produit, c'est la masse totale accumulée par les USA qui décideraient encore en leur faveur, d'autant que ces tableaux ne tiennent pas compte des ré-investissements sur place qui sont d'autant plus considérables que les investissements initiaux sont importants — ce qui est surtout le cas des USA. Mais en réalité, l'évolution des investissements privés directs dans les pays arriérés montre que non seulement les USA ne ralentissent pas ces derniers mais que leur part annuelle ne cesse de croître ! Et ceci malgré le fait que l'Italie, l'Allemagne et le Japon aient vu leur part passer de 3 % à 16 % : il semble bien, en effet, que leur progression se soit faite aux dépens des anciennes puissances colonisatrices dont ils se partagent le butin, tant est grande la domination américaine dans certains secteurs.

La France a conservé de nombreux liens avec ses anciennes colonies d'Afrique et d'Asie (Cambodge) et si sa part mondiale est passée de 17,4 % à 11,6 % en ce qui concerne les capitaux publics et privés, elle a conservé sa place (15 %) dans les investissements directs annuels vers les pays arriérés. En 1968, la France était donc, et de loin, le 2^{me} pays exportateur de capitaux vers les pays arriérés ; mais elle venait très loin derrière les USA : en 1956, le montant de ses investissements privés représentait un tiers de celui des USA ; en 1968, il n'en représentait plus qu'un quart. Pendant que les USA accroissaient leurs investissements privés de 25 %, la France ne

TABEAU 10
EXPORTATIONS DE MARCHANDISES ET DE CAPITAUX (pourcentages)

	EXPORTATION PRODUITS MANUFACTURES						INVESTISSEMENTS PRIVES CUMULES				
	1913	1929	1937	1950	1967		1914	1930	1960	1962	
ANGLETERRE	30	22	21	25	12		50	44	25	20	
FRANCE	12	11	6	10	8		22	8	5	4	
U.S.A.	13	20	19	27	21		6	35	59	65	
R.F.A.	27	21	22	7	20		17	3	1	1	
ITALIE	3	4	3	4	7		-	-	-	-	
JAPON	2	4	7	3	10		-	-	-	-	
AUTRES	13	18	22	25	22		5	10	10	10	
TOTAL	100	100	100	100	100		100	100	100	100	

TABLEAU 11

REPARTITION PAR PAYS D'ORIGINE DES CAPITAUX INVESTIS DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES
(millions de dollars)

	APPORT NET DE CAPITAUX PUBLICS & PRIV.				INVEST. DIRECTS NOUVEAUX			
	1957	%	1968	%	1956	%	1968	%
U.S.A. (dont pétrole)	4.099,7	53,8	5.675,7	44,5	1.161 (512)	49,3	1.470 (200)	53,0
ANGLETERRE (dont pétrole)	960,5	12,6	845,6	6,6	364 (119)	15,5	229 (29)	8,2
FRANCE	1.228,7	17,4	1.482,9	11,6	364	15,5	388	14,0
PAYS-BAS	145	1,9	276	2,0	212	9,3	90	3,2
ALLEMAGNE	522,5	6,8	1.634,9	12,8	55	2,4	192	6,9
JAPON	110,5	1,5	1.049,3	8,2	10	0,4	123	4,4
ITALIE	208,6	2,7	505	4,0	6	0,2	126	4,5
CANADA	131,6	1,7	306	2,4	47	2,0	46	1,5
TOTAL GENERAL (dont pétrole)	7.634,6	100,0	12.753,3	100,0	2.350 (820)	100,0	2.775	100,0

(Ne comprend ni les bénéfices réinvestis ni les investissements de portefeuille,
Source: O.C.D.E.)

les augmentait que de 5 %. Ceci remet à leur véritable place les ambitions du capitalisme français à l'égard du "tiers-Monde".

Nous n'avons disposé que de très peu de données pour analyser l'évolution des exportations de capitaux, suivant leur destination. Sous réserves d'études ultérieures, le tableau 8 montrait que les sociétés américaines ont dirigé leurs capitaux pour 34 % vers l'Amérique Latine, pour 37 % vers l'Asie et pour 29 % vers l'Afrique. Quant aux capitaux publics, le tableau 12 donne une situation très différente puisqu'entre 1964 et 1967, ceux-ci ont pris la direction de l'Asie pour 67 % d'entre eux ; cela correspond bien à l'offensive américaine dans toute l'Asie du Sud-Est, offensive qui tend à éliminer complètement les restes d'influence de la Grande-Bretagne, de la France et des Pays-Bas dans ce secteur. En effet, la moyenne de « l'aide publique nette » fournie entre 1964 et 1967 par les USA s'est élevée à 732,34 millions de \$ soit 8 fois plus que le montant cumulé de la France, l'Angleterre, les Pays-Bas et l'Allemagne. Seule l'aide publique nette du Japon (148,92) peut-être rapprochée de celle des USA. En partant des chiffres indiqués dans ce tableau, on peut donner grossièrement les orientations prises par les capitaux publics des principaux pays avancés et qui peuvent se résumer ainsi :

- l'Allemagne a dirigé ses capitaux publics vers l'Asie essentiellement (65 %) et plus particulièrement vers les pays arabes (50 %).

- la France et l'Italie ont surtout orienté vers l'Afrique leurs capitaux publics (plus de 90 %).

- l'Angleterre s'est tournée vers l'Afrique noire, l'Inde et le Moyen-Orient.

- le Japon : Asie de l'Est (65 %), Inde et Moyen-Orient (30 %).

Il apparaît que 75 % des capitaux publics exportés en Amérique Latine sont des capitaux américains : leur part est de 69 % pour l'Asie, de 44 % pour l'Afrique du Nord (France = 42 %) et de 25 % pour l'Afrique Noire (France = 29 %, Angleterre = 21 %). Au total, plus de 60 % des capitaux publics exportés vers les pays arriérés sont des capitaux américains.

C) Conclusion. — En analysant les courants de capitaux vers les pays arriérés, il faut insister sur leur importance en volume. Certes, ces courants sont bien plus considérables entre pays avancés seulement ; mais leur impact sur des pays pauvres en capital est autrement sérieux, du point de vue économique comme du point de vue politique. Nous en avons donné un aperçu en montrant le formidable endettement des pays arriérés ; une étude pays par pays montrerait que les capitaux étrangers — publics et privés — n'ont jamais eu pour souci de développer l'économie de ces pays, mais seulement de satisfaire les intérêts qu'ils représentent. Du reste, le monde bourgeois reconnaît ouvertement ce point de vue, tout en prétendant qu'il est possible de concilier des intérêts divergents. Il ne se passe pas d'année sans que l'on donne en exemple tel ou tel pays arriéré dont le taux de croissance devrait arracher la population à sa misère ; ce

TABLEAU 12

AIDE PUBLIQUE NETTE (millions de dollars)

	AMERIQUE CENTRALE & CARAIBES	AMERIQUE DU SUD	AFRIQUE DU NORD	AFRIQUE AU SUD DU SAHARA	ASIE DU SUD ET L'OUEST	ASIE DE L'EST ET DU SUD-EST	TOTAL
ALLEMAGNE	1,82	36,45	26,40	68,10	-183,34	48,71	364,82
AUSTRALIE	0,02	-	-	0,59	19,49	12,78	32,88
AUTRICHE	1,13	2,98	1,44	1,39	9,92	1,11	17,97
BELGIQUE	0,07	1,16	0,83	73,83	0,63	0,09	76,61
CANADA	10,64	1,07	2,00	12,27	96,86	8,86	131,70
DANEMARK	-	0,96	0,43	2,15	2,42	0,52	6,48
U.S.A.	166,28	409,69	192,03	226,11	1276,16	732,34	3002,61
FRANCE	6,28	8,35	182,85	262,20	4,75	22,75	487,18
ITALIE	4,68	-16,49	19,96	29,62	8,16	5,49	51,42
JAPON	1,45	4,90	0,08	0,68	71,61	148,92	227,64
NORVEGE	0,01	0,04	0,10	1,47	1,42	0,51	3,55
PAYS BAS	8,16	10,50	0,48	35,01	10,66	4,70	69,51
G.-B.	20,29	2,94	3,59	194,00	155,44	19,21	395,47
SUEDE	-	0,01	1,55	6,43	7,70	6,45	22,14
SUISSE	0,10	1,21	0,41	1,53	1,40	- 0,18	4,83
TOTAL	220,93	463,77	432,15	915,38	1849,96	1012,62	4894,81
Institu- tions mul- tilatérales	87,17	168,37	15,64	178,52	290,26	44,01	783,97
TOTAL GEN.	308,10	632,14	447,79	1093,90	2140,22	1056,63	5678,78

(Moyenne 1964-67 - Source: O.C.D.E.)

genre de prophétie n'a généralement pas fait long feu et, sur ce point, nous renvoyons à l'article « L'impérialisme et les pays sous - développés » paru dans le N. 80 du **Prolétaire**. En fait, l'objectif que poursuivent les pays impérialistes est autant politique qu'économique. L'économiste américain Samuelson, parlant de « l'aide » américaine, déclarait :

« L'Amérique a-t-elle obéi, ce faisant, à des considérations d'altruisme ou à des préoccupations à long terme ? Etant donné que sur la surface du globe, il existe 15 non-Américains pour 1 Américain, l'avenir des Etats-Unis sera conditionné étroitement par la stabilité d'un ordre international non hostile à la société occidentale ; il est donc incontestablement avantageux pour les Etats-Unis d'aider les autres pays à se développer. »

Toutes les arguties bourgeoises sur « l'aide » aux pays sous-développés se résume finalement à ceci : consolider ou imposer des gouvernements favorables aux métropoles impérialistes afin de permettre des échanges financiers et commerciaux avantageux pour ces dernières. La concurrence entre pays impérialistes pour le partage des pays arriérés est donc une lutte politique qui vise à consolider leur puissance économique au-delà de leurs frontières propres.

En marge du cinquantenaire
d'Octobre 1917

BILAN D'UNE REVOLUTION

- LES GRANDES LEÇONS D'OCTOBRE 1917.
- LES FAIBLES LEÇONS DE LA CONTRE-REVOLUTION :
 - La " leçon " bourgeoise
 - La " leçon " social-démocrate
 - La " leçon " anarchiste
 - La " leçon " du socialisme d'entreprise
 - La " leçon " trotskyste.
- L'ECONOMIE RUSSE DE LA REVOLUTION A NOS JOURS :
 - Programme initial des bolcheviks et socialisme
 - Les mesures économiques après l'insurrection
 - Le communisme de guerre
 - La " Nouvelle Politique Economique "
 - Faillite de la " N. E. P. "
 - Le débat économique et la lutte principale dans le Parti bolchevique de 1923 à 1928
 - La crise de 1927-28 et la liquidation de la " N. E. P. "
 - La Russie capitaliste n° 2.

La brochure de 187 pages : 9 francs

Principaux résultats du Livre I du "Capital"

INTRODUCTION

Dans la première partie de ce travail consacré au Livre III du « Capital » (1) nous avons brièvement exposé la méthode suivie par Marx et qu'il a lui-même expliquée dans divers textes. Cette étude était nécessaire pour réfuter le préjugé bien connu selon lequel les résultats du Livre III seraient en contradiction avec ceux du Livre I, comme si Marx s'était « révisé » lui-même. Quoique fort répandu, ce préjugé n'a d'autre source que la superficialité habituelle des « penseurs » bourgeois qui puisent dans cette vertu négative l'aplomb nécessaire pour affirmer que Marx s'est trompé et que le Capitalisme ne saurait donc disparaître un jour dans une révolution apocalyptique. Pour le dissiper, il nous a suffi de quelques lignes de Marx lui-même indiquant que si dans le Livre I, il avait étudié « **le capital en général, le capital comme un tout** » et fait volontairement abstraction de la multitude des capitaux réels, et de leur concurrence entre eux, dans le Livre III au contraire, il s'était proposé de distinguer et de décrire **les formes concrètes** du Capital tel qu'il se manifeste dans la société, « à sa surface, pourrait-on dire, dans la concurrence des divers capitaux et dans la conscience ordinaire des agents de la production eux-mêmes ». Nous avons du même coup montré que loin de se « contredire », Marx a suivi une démarche de « réduction progressive de l'abstraction » qui est finalement celle de toute science.

LA SCIENCE, ARME DE LUTTE

Le Livre I du « Capital » (Critique de l'Economie politique) de Karl Marx est intitulé **Le Procès de Production du Capital**. Cette étude est complétée, au Livre II, par celle du **Procès de Circulation du Capital** et au Livre III, par celle du **Procès d'ensemble de la Production capitaliste**. Il serait pourtant faux, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce rapport, de considérer simplement le Livre I comme le premier tiers de toute l'œuvre. Il est complet en lui-même du fait qu'il achève complètement l'étude de toutes les **déterminations abstraites** qui seront nécessaires à l'intelligence des phénomènes de l'économie capitaliste et du fait que cette étude implique déjà une référence à la circulation, puisque la production du Capital en général repose sur l'échange fondamental entre

1) Cf, dans « Programmi Communiste » n° 46, *La méthode du Capital*.

patron et ouvrier. C'est pourquoi nous avons pu dire que le Livre I tenait, non seulement dans le **Capital**, mais dans toute l'œuvre ultérieure de plusieurs générations de marxistes, la place qui revient dans le développement de la physique et de l'astronomie moderne aux « **Principes mathématiques de Philosophie naturelle** » (1687) de Newton.

Du point de vue limité de l'histoire de l'économie politique, le Livre I du **Capital** apparaît en effet comme l'achèvement de l'effort scientifique de Ricardo, principal théoricien de l'économie politique classique et du même coup comme un sommet de la science ; mais si le progrès réalisé par Marx sur Ricardo est de nature à intéresser quelque historien objectif de la science, ce n'est pas lui qui intéresse au premier chef le Parti de Classe, tout attaché qu'il soit et doive être aux résultats scientifiques contenus dans le "Capital" puisque sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas de parti révolutionnaire : c'est la mutation totale du point de vue auquel Marx se place et qui le conduit à faire de la science non pour l'amour de la science, mais pour les besoins de la lutte. Car si Ricardo se place au point de vue du capitalisme industriel et si c'est d'ailleurs à cela qu'il doit aussi bien ses succès scientifiques que ses échecs (1), Marx se place au point de vue du prolétariat et du Communisme, et c'est à cela qu'il doit la supériorité écrasante de ses résultats qui illustre simplement le fait que le prolétariat est la première classe de l'histoire capable de parvenir à une intelligence totale du mouvement historique, comme le proclame la théorie marxiste de la connaissance. Dans « **Les Eléments d'économie marxiste** », nous avons déjà dit à ce sujet ce qui suit :

« Là où l'œuvre de Ricardo s'achevait, celle de Marx commençait à peine. Ricardo, en penseur bourgeois conséquent, croyait avoir découvert les lois d'une société stable, qui réaliserait une harmonie définitive avec la nature pourvu que celles-ci fussent respectées. Toute l'œuvre de Marx, au contraire, fut de montrer comment ces lois elles-mêmes engendreraient de nouvelles contradictions qui traient en s'amplifiant avec la diffusion géographique et sociale du capitalisme, jusqu'au paroxysme d'une Révolution qui mettrait fin

I) Marx note qu'à la différence de Malthus « thuriféraire éhonté des classes dirigeantes » Ricardo (1772-1823) « considère à juste titre, du moins pour son époque, la production capitaliste comme la plus avantageuse pour la production de la richesse. Il veut la production pour la production, et en cela il a raison. Si l'on voulait prétendre comme certains de ses adversaires sentimentaux que la production comme telle ne doit pas être le but, c'est qu'on oublierait que la formule — la production pour la production — signifie simplement développement de toutes les forces productives humaines, donc développement de la richesse de la nature humaine posée comme son propre but... On ne comprend (rait) pas que le développement des capacités de l'espèce humaine, bien qu'il se fasse d'abord aux dépens de la majorité des individus et même de certaines classes, brise finalement cet antagonisme... et que le développement supérieur de l'individu ne s'achète donc que par un procès historique où les individus sont sacrifiés. La brutalité de Ricardo n'était donc pas simplement honnête au point de vue scientifique, mais scientifiquement imposée par son point de vue... Si la conception de Ricardo sert en somme les intérêts de la bourgeoisie industrielle, c'est uniquement parce que et en tant que ces intérêts se confondent avec celui du... développement productif du travail humain. Dès qu'il y a conflit, Ricardo ne ménage pas la bourgeoisie, pas plus que dans les autres cas l'aristocratie et le prolétariat ». (*Histoire des Doctrines économiques*, tome IV, p. 10-11 - Costes)

à ces contradictions en rasant les fondements même de la société capitaliste. En écrivant l'histoire de la naissance et de la vie du capitalisme, il démontrait la nécessité scientifique de sa mort et pouvait dessiner avec sûreté les traits essentiels de la société qui lui succéderait. Bien mieux, pour démontrer l'ineluctabilité de la révolution prolétarienne, il accepta un schéma idéal de la société capitaliste, sans perdre de temps à discuter des différents écarts de la réalité par rapport à ce modèle. Basant la prévision du socialisme sur un « modèle idéal » de la société bourgeoise, il fit non seulement œuvre scientifique, mais encore œuvre polémique, fustigeant sans pitié tous ceux qui entendent seulement améliorer le capitalisme ou dénoncer ses excès ». (Programme Communiste N° 2, janvier-mars 1958).

Ceci dit, nous allons examiner successivement comment dans la Section I du Livre I : **la marchandise et la monnaie**, Marx pénètre le mystère de la Valeur et la magie de l'Argent ; comment dans les Sections II, III, IV, V et VI qui toutes quatre traitent, au fond, **La Transformation de l'Argent en Capital** ou genèse de la plus-value, il perce le secret de la plus-value et démystifie la catégorie du Salaire ; comment enfin dans les Sections VII et VIII, il dégage la loi générale de l'accumulation capitaliste.

I. LE MYSTERE DE LA VALEUR ET LA MAGIE DE L'ARGENT

(Première Section : La Marchandise et la Monnaie)

L'échange des marchandises qui, dans sa forme simple, est le troc, pose à la science une question ardue. Dès qu'il cesse d'être purement occasionnel, il s'effectue en effet selon un système d'équivalences régulières du type suivant, que nous noterons par le signe $\equiv$ utilisé en mathématique et signifiant « d'égal valeur » :

5 kg de laine $\equiv$ 1 kg de cuivre
5 mesures de miel $\equiv$ 1 natte

L'échange établit donc pratiquement une égalité entre des marchandises complètement différentes. Pour qu'il y ait égalité, il faut pourtant qu'elles possèdent une qualité commune mesurable cachée. Serait-ce leur **valeur d'usage** ? En tant qu'elle est subjective, c'est-à-dire en tant que besoin, la valeur d'usage n'est pas mesurable. En tant qu'elle est objective, elle se mesure en unités physiques (litres, mètres, kilogrammes, etc.) qu'on ne peut comparer. Donc, si la valeur d'usage explique bien le fait de l'échange (on cède de la laine parce qu'on a besoin de cuivre, des nattes parce qu'on a besoin de miel), elle n'explique pas du tout les proportions dans lesquelles cet échange s'effectue (pourquoi précisément 5 kg de la laine contre 1 kg du cuivre ?). La propriété qu'ont les marchandises de s'échanger contre d'autres dans une proportion donnée et qu'on peut appeler leur **valeur d'échange** apparaît donc comme propriété nettement distincte de leur valeur d'usage et irréductible à celle-ci.

A propos de cette valeur d'échange, la question se pose exactement comme plus haut : elle doit répondre à une qualité cachée commune à toutes les marchandises qui soit non seulement **mesurable** — ce qui suppose qu'elle n'est pas subjective comme l'utilité, mais sociale, reconnue par tous — mais aussi mesurable **dans la même unité** que que soit l'aspect physique de la marchandise.

Cette qualité sociale commune à toutes les marchandises réside dans le fait qu'elles sont des **produits du travail humain**. Dépouillé de ses caractéristiques concrètes, c'est - à - dire considéré comme dépense générale de force humaine, comme travail abstrait, tout travail humain devient comparable à tout autre comme **temps de travail** : l'unité de temps, telle est donc l'unité cherchée. Mesure du travail, cette unité sera du même coup **mesure de la valeur d'échange**, mais à deux conditions : la première est que le temps dépensé à la production de la marchandise ne soit pas accidentel, propre à un individu, mais qu'il soit reconnu par la société comme le temps nécessaire à cette production ; la seconde est que le travail dépensé pendant ce temps soit du travail simple, moyen. S'il s'agit de travail complexe, le temps de travail effectivement dépensé devra être multiplié par un coefficient donné pour mesurer la valeur de la marchandise, comme cela se produit empiriquement dans la société selon une loi qui échappe aux producteurs et leur semble résulter d'une convention. La mesure de la valeur des marchandises sera donc le temps de travail simple socialement nécessaire pour les produire. Tel était le secret que depuis la plus haute Antiquité les hommes avaient vainement tenté de découvrir (1).

Que la productivité du travail augmente, c'est-à-dire que dans un même temps, il devienne possible de produire une quantité plus grande de

1) Violamment combattue par les économistes vulgaires, la théorie de la valeur travail n'est pas de Marx. C'est l'aboutissant d'une recherche aussi vieille que la civilisation. Contemporain de Platon, le Chinois Men-tsé, découvre déjà que *le travail est la seule source de la valeur*, et Platon pressent la nature réelle de la valeur d'échange. Au XIII^{me} siècle Albert le Grand élabore une théorie impure dans laquelle la valeur est expliquée à la fois par « le travail et la dépense » et par les besoins. Thomas d'Aquin établit que l'échange n'est proportionnel que lorsque l'effort de production l'est aussi et ne considère le besoin (qui, chez Aristote, était présenté comme l'explication de la valeur) que comme la condition, et non la mesure de la valeur. Au XIV^{me} siècle, dans l'empire d'Islam, Ibn-Khaldoun explique les prix courants non par l'abondance ou la rareté, mais par le temps de travail. Du XIV^{me} au XVII^{me} siècle, la théorie de la valeur piétine, mais au XVIII^{me} siècle, Adam Smith formule pour la première fois la théorie selon laquelle la valeur des marchandises se réduit à la quantité de travail qu'elles contiennent, non sans commettre d'ailleurs l'erreur de confondre « travail » et salaire de l'ouvrier. Il faudra attendre 1817 et les *Principes d'Economie politique* de Ricardo pour voir la théorie de la valeur-travail formulée de façon pure : « La valeur d'une marchandise, ou la quantité de toute autre marchandise contre laquelle elle pourra être échangée dépend de la quantité relative de travail qui est nécessaire à sa production, et non pas de la rétribution plus ou moins élevée payée pour ce travail. » Ce que Ricardo ne parviendra pas à expliquer, c'est la différence entre coûts de production et dépense de travail, ce qu'il reviendra à Marx de faire par sa théorie de la formation des prix de production.

Ce rappel nous a semblé utile pour montrer le caractère de nécessité de la théorie de la valeur-travail que n'ont pas su reconnaître les marginalistes néo-classiques puisqu'ils ont remis en cause la *séparation de la valeur d'usage et de la valeur d'échange* qui constituait précisément tout le progrès scientifique de Ricardo-Marx, affirmant que la valeur d'échange est essentiellement... fonction de la valeur d'usage et retournant à cet égard à... Aristote !

(cf sur ce point E. Manduel, *Traité d'Economie marxiste*, IV, ch. XVIII, *Déprissement de l'Economie politique*).

la même marchandise, la valeur de chaque unité baissera. Marx note :

« Après l'introduction en Angleterre du tissage à la vapeur, il fallut peut-être moitié moins de temps pour transformer en tissu une certaine quantité de fil. Le tisserand anglais, lui, eut toujours besoin du même temps pour opérer cette transformation ; mais dès lors le produit de son heure de travail individuelle ne représenta plus que la moitié d'une heure sociale de travail et ne donna plus que la moitié de la valeur première. »

On ne peut donc dire que la valeur est du « travail cristallisé » (1). La loi de la valeur de Marx devra donc être ainsi formulée :

La valeur d'échange des marchandises est égale au temps de travail social moyen nécessaire pour les produire et les produire systématiquement. Lorsque ce temps diminue, c'est-à-dire que la productivité du travail s'accroît, la valeur d'échange des marchandises diminue donc aussi. L'augmentation de la productivité du travail a donc pour effet qu'à une masse croissante de richesse matérielle (valeur d'usage) peut correspondre une masse décroissante de valeur d'échange.

Si la formulation de cette loi fut un exploit scientifique authentique, c'est que la valeur des produits du travail humain dans une société où ils s'échangent ne se manifeste jamais de façon **directe**, en surface. En **surface**, depuis que la production marchande s'est généralisée, la valeur ne s'est jamais manifestée que de façon **indirecte** dans le prix en argent qu'il faut payer pour acquérir une marchandise. C'est de la même façon que les hommes ont pesé toutes sortes de choses et utilisé des unités de poids pendant des siècles et des siècles avant de découvrir la notion scientifique de **masse**, sans compter qu'il ont considéré le poids comme une propriété immuable des corps terrestres avant de découvrir... l'apesanteur. Nier la loi de la valeur sous le prétexte que la valeur du travail n'est pas une réalité empirique est tout aussi intelligent que nier les lois de la mécanique sous le prétexte que la masse ne tombe pas sous le sens (2). Quant à prétendre

(1) Toutes les lamentations tiers-mondistes sur l'« échange inégal » impliquent cette erreur. Que dans les échanges avec le monde avancé (qu'il soit capitaliste ou prétendument socialiste), les pays sous-développés soient frustrés d'énormes quantités de *travail*, c'est certain, et c'est une des infamies majeures du monde d'aujourd'hui. Mais s'imaginer que cette spoliation pourrait cesser *sans révolution communiste*, « simplement » par un retour du commerce inter-absurde : 1° parce qu'un tel retour n'est pas possible ; 2° parce que, même s'il national aux lois d'échange de la production marchande simple est doublement l'était, les marchandises des pays sous-développés seraient de toutes façons payées non en fonction du temps de travail *réellement* dépensé pour les produire, mais en fonction de leur *valeur*, c'est-à-dire du travail *socialement nécessaire* à l'échelle internationale. *La valeur n'est pas le travail effectif cristallisé*, et le principe de l'« échange égal » est aussi utopique et réactionnaire quand on l'applique aux individus dans la société. La revendication communiste n'est pas l'« échange égal », mais l'abolition de la loi de la valeur.

(2) Pour s'en tenir au Petit Larousse du prolétaire « le *poids* d'un corps se mesure par l'effort nécessaire pour le soutenir », ce que chacun sait par expérience, tandis que la *masse* se calcule, à condition toutefois de savoir qu'elle est « le quotient de l'intensité d'une force constante par l'accélération du mouvement qu'elle produit quand on l'applique au corps considéré »... ce qu'une foule de gens désapprend en sortant de l'école.

que la valeur d'échange est une propriété inhérente aux choses et non aux conditions dans lesquelles elles sont produites... ça ne devrait plus être permis en notre ère de voyages spatiaux où la télévision a montré au dernier des ignorants des corps humains flottant mollement dans l'espace !

Comme toute loi scientifique, la loi de la valeur se vérifie dans la mesure où elle rend compte des phénomènes empiriques. Entre le troc simple que nous avons considéré et l'échange monétaire, des siècles et des siècles ont passé, et la distance paraît énorme. La validité de la loi de la valeur se prouvera donc en montrant qu'**aux formes successives de l'échange dans l'histoire correspondent des formes de la valeur** s'enchaînant de façon logique.

Au troc portant sur un nombre restreint de marchandises correspond **la forme simple ou accidentelle de la valeur** :

$$5 \text{ kg de laine} \equiv 1 \text{ kg de cuivre}$$

Tout le my stère de la valeur d'échange gît déjà là.

Cette formule ne permet pas d'exprimer la valeur absolue de la laine, cette valeur étant rapportée à un équivalent qui est ici celle du cuivre. Si on renverse la formule, c'est la valeur de la laine qui deviendra l'équivalent, mais on n'aura pas davantage de mesure absolue de la valeur. La forme équivalent devra subir bien des métamorphoses avant de devenir la forme prix, mais elle contient déjà ce prix en germe. Dans la forme simple, qui lie seulement deux marchandises, il peut sembler que celles-ci s'échangent dans cette proportion précise par pur hasard. Dans la forme développée, cette apparence elle-même disparaît.

La forme développée témoigne d'une certaine extension des échanges par rapport à la situation précédente ; on a ici :

$$\begin{aligned} 5 \text{ kg de laine} &\equiv 1 \text{ kg de cuivre} \\ &\equiv 600 \text{ l. de sel} \\ &\equiv 300 \text{ l. de blé} \\ &\equiv 12 \text{ l. d'huile de sésame (1)} \end{aligned}$$

et donc

$$\begin{aligned} 1 \text{ kg de cuivre} &\equiv 5 \text{ kg de laine} \\ &\equiv 600 \text{ l. de sel} \\ &\equiv 300 \text{ l. de blé, etc...} \end{aligned}$$

et ainsi de suite jusqu'à **la forme totale** qui reproduirait la forme développée pour chacune des marchandises présentes sur le marché et qui par $n (n - 1)$ égalités donnerait de celui-ci une image complète si ces marchandises étaient en nombre n .

Dans cette forme, il est clair que les équivalences ne sont pas accidentelles, mais on n'a toujours qu'une forme équivalente et non une mesure absolue de la valeur.

1) Ces exemples sont empruntés aux tablettes de fixation des prix découvertes en Mésopotamie et remontant au début du 2^{me} millénaire avant J. C. que E. Mandel cite p. 84 du tome I de son *Traité d'Economie marxiste*.

Que les échanges se multiplient encore par rapport à la situation précédente, et la nécessité d'un équivalent général se fera sentir, non seulement pour éviter de retenir $n(n-1)$ égalités, mais aussi pour que les détenteurs des marchandises puissent se défaire de celles-ci contre équivalent sans devoir attendre de rencontrer l'hypothétique détenteur de la marchandise qu'ils désireraient se procurer. Dans des temps reculés le rôle d'équivalent général a été rempli chez les différents peuples soit par les marchandises d'utilité vitale (bétail, produits agricoles, instruments de travail), soit par celles qui partout ont été l'objet des premiers échanges humains (ornements comme cauris, trépieds, etc...). A ce stade correspond la **forme générale de la valeur** telle qu'elle apparaît dans la table suivante, réellement en vigueur dans l'Égypte antique (1) :

1 natte	≡	} un taureau
5 mesures de miel	≡	
11 mesures d'huile	≡	
etc...		

L'équivalent général n'est pas encore une monnaie, mais il contient déjà la monnaie en germe. Il en remplit déjà les fonctions comme mesure de valeur et moyen de circulation. Or, ce rôle ne présente aucun mystère : l'équivalent général est **mesure de valeur** parce qu'il est marchandise, comme c'était le cas de n'importe quelle autre marchandise dans la forme développée de la valeur. Il est **moyen de circulation** en raison de la valeur d'usage particulière, variable selon les peuples, qui l'a fait élire comme équivalent officiel.

Il n'y a plus qu'un pas à faire pour arriver à la **forme-argent** ou forme-monnaie de la valeur :

1 mouton	} ≡ 8 g d'argent ≡ 1 sicle d'argent
1 peau d'un grand bœuf	
4 mines de cuivre	
1 "zimittani" de beurre	
2 "pa" de vin	
etc...	

comme dans le code hittite du milieu du 2^{me} millénaire avant J.C. (2).

Entre la forme générale de la valeur et sa forme argent ou monnaie, la seule chose qui ait changé est la valeur d'usage de l'équivalent général : aux marchandises encombrantes, périssables, indivisibles, etc... d'abord élues, la société a fini par préférer les **métaux** qui ne présentaient pas tous ces inconvénients, (or, cuivre, fer, argent), puis exclusivement les métaux dits « précieux » (or, argent) qui ont sur les autres l'avantage naturel de ne pas être oxydables. En d'autres termes, ce n'est pas parce qu'ils étaient « précieux » (?) que l'or et l'argent sont devenus équivalent général, mais parce qu'ils sont devenus équivalent général pour des raisons pratiques qu'ils ont été considérés comme précieux. Il est donc clair que l'or et l'ar-

1) Cf E. Mandel, ouvr. cité ; t. I, p. 84.

(2) E. Mandel, ouvr. cité, t. I, p. 84.

gent ne sont monnaie que parce qu'ils étaient déjà marchandises (1). Un certain poids de métal précieux, revêtu bientôt d'un nom monétaire, (dans le tableau ci-dessus le sicle, en Angleterre la livre-sterling, etc...) mesure la valeur de telle quantité de marchandises parce qu'il a fallu le même temps de travail moyen socialement nécessaire pour les produire l'un et l'autre. L'unité monétaire exprime le **prix** de la marchandise, mais le **prix** n'est lui-même que le rapport entre la valeur de la marchandise considérée et la valeur de l'unité d'or. Arrivé au terme de l'évolution des échanges, à la forme monétaire, on doit donc formuler la loi de la valeur de la façon suivante :

Le nombre mesurant la valeur d'échange d'une marchandise en une unité monétaire donnée est toujours proportionnel au temps de travail social moyen nécessaire pour la produire.

Pour le découvrir, il fallait déchiffrer la forme simple de la marchandise. Pour la conscience commune au contraire

« une marchandise ne paraît pas devenir argent parce que les autres marchandises expriment en elle réciproquement leurs valeurs ; tout au contraire, ces dernières paraissent exprimer en elle leur valeur parce qu'elle est argent. Le mouvement qui a servi d'intermédiaire s'évanouit dans son propre résultat et n'y laisse aucune trace... Ces simples choses, argent et or, telles qu'elles sortent des entrailles de la terre, figurent aussitôt comme incarnation immédiate de tout travail humain. Déjà la magie de l'argent » (2).

(A suivre).

(1) En ce qui concerne la « dématérialisation » ultérieure de la monnaie, c'est à dire le remplacement de l'or monétaire par le signe d'or, puis du signe d'or par la monnaie de crédit, cf. *Théorie marxiste de la monnaie, Programme communiste n° 43-44-45.*

(2) Le Capital, Livre I, ch. 2, p. 103.

Le Parti Communiste d'Italie

face à l'offensive fasciste (1921-1924)

Les trois premières parties de cette étude ont paru dans les N° 45 (juillet - septembre 1969), 46 (octobre - décembre 1969) et 47 (janvier-mars 1970).

VERS LE "POUVOIR"

Si nous nous sommes arrêtés longuement sur la grève d'août 1922 et sur les luttes prolétariennes qui l'ont précédée, c'est qu'elles confirment trois thèses communistes capitales :

1) Le rôle invariablement contre-révolutionnaire de la social-démocratie

Tant que l'Alliance du Travail exista et agit, la social-démocratie, qui était opposée à la grève générale lors des grands mouvements ouvriers de l'automne 1921 et du printemps 1922, repoussa constamment les propositions des communistes qui voulaient que la grève fût déclenchée à l'occasion d'un épisode marquant de la lutte contre le fascisme ou de l'offensive des chemises noires contre les centres ouvriers. Or, lorsque la direction de droite de la C.G.T. décida enfin la grève générale, ce fut « à froid », sans préparation appropriée, en liaison avec une vulgaire manœuvre parlementaire, ou plutôt gouvernementale. En outre, elle divulgua par l'intermédiaire d'un de ses journaux l'ordre de grève qui devait rester secret, de sorte que les forces de l'ordre furent averties à temps ; elle céda au chantage fasciste, alors que, manifestement, aucune section de chemises noires n'aurait appliqué l'ultimatum « de quarante-huit heures à l'Etat pour qu'il fasse preuve de son autorité » si l'Etat lui-même n'était entré en action ; enfin elle ordonna d'arrêter la grève qui, grâce à l'adhésion totale des travailleurs, était alors en plein développement, uniquement pour pouvoir ensuite la discréditer, en déclarant comme firent aussitôt les partisans de Turati : « Cette grève a été notre Caporetto ! ».

2) Le rôle non moins contre-révolutionnaire de l'aile maximaliste du P.S.I.

Pendant toute cette période cruciale, le maximalisme couvrit l'aile droite en se retranchant derrière une « intransigeance » parlementaire et un anti-ministériisme trompeurs et en l'empêchant d'entrer dans le gouvernement, alors que cela aurait été mille fois souhaitable pour démontrer définitivement aux ouvriers que l'unique fonction des « socialistes » était de saboter la lutte prolétarienne.

3) La collusion de la social-démocratie, de l'Etat démocratique et du fascisme

La première prépara l'intervention du second comme « organe de défense de la légalité », et en intervenant avec ses propres forces, celui-ci fraya la voie au troisième, qui alors seulement et seulement grâce à ces circonstances préliminaires, réussit à « conquérir » les citadelles prolétaires. Cela apparaît nettement, entre autres, dans le rapport du C.C. du P.C. d'Italie sur la période comprise entre le III^e et le IV^e Congrès de l'I.C., c'est-à-dire entre mars et octobre 1922 :

« Du centre des villes où ils étaient concentrés, les fascistes marchèrent sur les quartiers ouvriers qui les reçurent par des coups de fusils tirés de partout : coins de rues, maisons, barricades et tranchées improvisées. Les fascistes s'étant retirés en demandant de l'aide, la force publique entra en scène avec des mitrailleuses et des voitures blindées : les maisons furent arrosées de rafales de projectiles, puis envahies par des centaines d'hommes armés, et tous les habitants suspects de s'être défendus furent arrêtés. C'est par la suite seulement que les fascistes revinrent pour détruire, incendier et piller, la police qui aurait dû les repousser ayant l'ordre de... tirer en l'air et de les laisser passer. Ce ne sont donc pas les fascistes, mais bien la police qui a pris Ancône et Livourne. Quant à Milan et Bari, Rome et Gênes, elles résistèrent. »

Par la suite, à Milan, la municipalité socialiste fut chassée par les chemises noires. Celles de Crémone et de Trévise furent dissoutes. Dans les premiers jours de septembre, ce sont Terni et Civitavecchia, sur la route de Rome, qui tombent à leur tour. A Udine et Novarre, Plaisance et Crémone ont lieu de grands rassemblements fascistes qui resserrent de plus en plus le cercle autour des centres ouvriers.

A son second Congrès national de Rome, le P.C. d'Italie avait réagi avec la dernière énergie contre les thèses défendues par le représentant du Parti Communiste allemand (véritable inspirateur des tournants tactiques de l'Internationale) en faveur non seulement du front unique, mais aussi et surtout de l'appui, voire de la participation des communistes à un gouvernement « ouvrier », c'est-à-dire social-démocrate, comme « transition » à la prise révolutionnaire du pouvoir. Pour lui en effet, il ne pouvait y avoir aucun doute sur le fait que le rôle permanent et invariable de la social-démocratie était de trahir :

« Le parti communiste est à la révolution ce que le parti socialiste est à la contre-révolution... Si, sur le terrain politique, nous nous refusons à serrer la main aux Noske et Scheidemann, ce n'est pas parce que ces mains sont baignées du sang de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, mais parce que nous savons bien une chose : si les communistes s'étaient abstenus de serrer ces mains-là aussitôt après la guerre, le mouvement révolutionnaire du prolétariat aurait déjà très probablement vaincu en Allemagne. Pourquoi veut-on l'alliance avec les sociaux-démocrates ? Pour faire les seules choses qu'ils sachent, puissent et veulent faire ? Ou bien pour leur demander de faire ce qu'ils ne savent ni ne peuvent et veulent faire ? Exige-t-on de nous que nous ditions aux sociaux-démocrates que nous sommes prêts à collaborer avec eux, même au Parlement et même dans le gouvernement qu'on a défini comme « ouvrier » ? Si c'est bien là ce qu'on nous demande, c'est-à-dire si l'on nous demande de faire au nom du P.C. un projet de gouvernement au-

quel devraient participer socialistes et communistes et de présenter aux masses ce gouvernement comme « anti-bourgeois », nous répondrons, en prenant l'entière responsabilité de notre réponse, qu'une telle attitude s'oppose à tous les principes fondamentaux du Communisme. Accepter cette formule politique serait en effet, déchirer notre drapeau, sur lequel il est écrit qu'il n'existe pas de gouvernement prolétarien qui ne soit constitué sur la base de la victoire révolutionnaire du prolétariat ».

Ou bien l'on reconnaît que la social-démocratie sera **toujours** une force contre-révolutionnaire, qu'elle soit au gouvernement et emploie la méthode forte ou qu'elle reste dans l'opposition et prétende agir avec nous pour défendre des positions « communes » ; ou bien l'on admet que la social-démocratie **peut** cesser d'être elle-même et donc devenir un allié, et alors toute notre construction théorique, toute notre action et notre vie pratiques s'effondrent, et nous nous faisons les complices d'une force de conservation du régime. La grève d'août — manœuvre parlementaire et gouvernementale d'une part, sabotage de l'action de classe de l'autre — en est une contre preuve écrasante. Les perroquets habituels ont dit et répètent que dans nos Thèses de Rome, nous avions prévu un gouvernement social-libéral et non l'assaut au pouvoir des fascistes. C'est vrai, et **tout démontre** que c'est **effectivement** un gouvernement de coalition qui se serait formé à la fin juillet, lors de la crise ministérielle provoquée par la chute du gouvernement Facta si les maximalistes d'un côté et l'Internationale de l'autre n'avaient pas retenu de toutes leurs forces Turati par son veston pour l'empêcher d'entrer au gouvernement, alors que Buozzi et Dugoni avaient déclaré que le P.S.I. était prêt à le faire. Nous avions non seulement prévu, mais même souhaité dans un certain sens cette solution parce qu'elle aurait démasqué les sociaux-démocrates. Mais nous n'avons pas du tout exclu l'hypothèse d'un gouvernement fasciste appuyé par tous les partis démocratiques (qui, de fait, votèrent **tous** pour le premier ministère Mussolini, après la « marche sur Rome ») et même, comme d'Aragona, le Jupiter tonnant de la C.G.T. le souhaitait, par les sociaux-démocrates. Pour nous, en Italie comme en Allemagne, la fonction historique de la social-démocratie ne pouvait être que la fonction de Noske en personne, ou bien celle d'une complice directe ou indirecte des bandes fascistes, **et c'est bien ce qu'elle a été**. Serrer les mains des sociaux-démocrates — ou même seulement le souhaiter, le demander —, c'était donner le feu vert au fascisme.

On prétend que notre « sectarisme » dans la lutte contre les Turati, les Serrati, les d'Aragona et les Ribaldi a laissé le champ libre aux bandes fascistes, alors que **ce sont justement eux** qui ont paralysé les prolétaires et leur magnifique lutte de rues contre la terreur blanche ! On prétend que si nous avions fait le « front unique » avec les réformistes, l'histoire aurait suivi un autre cours. Certes ! Nous qui luttons pour défendre les conditions de vie et de travail, les organisations de classe et la vie même des prolétaires, nous aurions abdiqué dans ce cas en faveur d'une politique de défense des institutions démocratiques qui sont celles de la classe dominante ! Ainsi, nous nous serions interdit non seulement toute défense de classe, mais toute possibilité de contre-offensive, deux formes de lutte nécessairement anti-légalitaires, en principe comme en fait !

Il est parfaitement normal que l'historiographie d'aujourd'hui unanimement démocratique dans toutes ses nuances, pleure sur la « désunion » de la classe ouvrière et qu'elle nous en attribue, à nous, communistes, la responsabilité, comme si ce n'était pas l'Histoire elle-même qui avait ouvert irrévocablement deux voies opposées. Pour elle, l'idéal aurait été d'atteindre alors le point auquel on n'est arrivé que bien plus tard, à savoir la gestion en commun du régime bourgeois par les socialo - communistes comme après la Libération, et sa défense dans une opposition parlementaire commune. Cela, nous ne le voulions pas, et seuls des anti-communistes pouvaient le vouloir. Enfin, on nous a reproché d'avoir prévu, après la grève d'août surtout, une confluence entre la social-démocratie et le fascisme qui ne s'est pas vérifiée, si bien qu'une fois de plus, nous aurions été mauvais prophètes. Laissons de côté le fait que les tentatives personnelles de rapprochement qui eurent lieu à plusieurs reprises entre les deux partis auraient certainement abouti sans l'assassinat de Matteoti, et aussi le fait que de nombreux réformistes sont passés au fascisme avec armes et bagages après sa victoire. Le problème est ailleurs. Qu'a été en effet le fascisme, sinon une tentative de synthèse entre la manière forte et les méthodes douces, entre le bâton et la carotte, la dureté de la répression et la souplesse de la réforme, quitte à rogner les ongles, en cas de besoin, aux intérêts de couches bourgeoises particulières et à faire aux ouvriers de menues concessions en matière de prévoyance sociale ? Qu'a été le fascisme, sinon une tentative de collaboration entre les classes au nom de l'intérêt soi-disant supérieur de la nation, exactement comme dans les rêves social-démocrates ? L'erreur de l'Internationale (qui ne fut d'ailleurs pas la seule à la commettre) fut de voir en Mussolini un nouveau Kornilov et d'en conclure qu'il fallait adopter la tactique des bolcheviks en août 1917, c'est-à-dire marcher avec les sociaux - démocrates contre la « réaction », tout en restant soi-même. Par malheur, l'analogie était fautive, car jamais le fascisme n'a eu l'intention de restaurer un régime pré-capitaliste ; dans ses origines, dans ses intentions et dans tout son développement, il exprime au contraire l'effort du grand capital en vue de mobiliser la petite-bourgeoisie, et même une partie du prolétariat (aristocratie ouvrière ou sous-prolétariat) pour sa défense. Le fait qu'il fut et demeura un phénomène du Nord de l'Italie, c'est-à-dire des zones à agriculture capitaliste et à grande industrie mécanisée, et qu'il n'envahit le Sud qu'avec un énorme retard, grâce à des « clientèles » épanouies au soleil de la démocratie d'une part et de l'arriération économique de l'autre, en est une preuve sans doute banale, mais convaincante. Le fascisme était le capitalisme à la enième puissance ; il ne pouvait être battu que par un mouvement prolétarien parvenu au maximum de sa puissance offensive et guidé par le parti de classe, le parti révolutionnaire, le seul parti communiste.

Après cette parenthèse nécessaire, revenons au récit des faits.

Les sièges d'organisations et les journaux ouvriers incendiés par les fascistes brûlaient encore, les chemises noires et les gardes royales assiégeaient toujours les centres prolétariens du Nord et du Sud avec une profusion d'auto-mitrailleuses, profitant de la suspension de la grève traîtreu-

sement décidée par l'opportunisme, que déjà le Parti communiste d'Italie lançait aux comités de l'Alliance du Travail l'invitation à se réunir d'urgence et à « prendre une décision au sujet d'une nouvelle vague d'action rouge » tout en repoussant pour sa part, avec la simple mention « retour à l'expéditeur », l'appel à la « paix entre les factions » lancé par le gouvernement Facta. Il ajoutait toutefois que si ce mielleux appel à la paix cachait en réalité une menace de mobilisation nationale contre les prolétaires et les « rouges » en général, il répondrait sans hésitation au défi : « nous acceptons » (Il Comunista. 8-8-1922). C'est ainsi que dans un manifeste lancé le 6 août, le parti écrivait, après avoir critiqué la façon infâme dont la grève générale avait été conduite :

« Indépendamment de l'attitude de tout autre organisme, quel qu'il soit, le Parti communiste réaffirme que la tactique à appliquer en permanence par le prolétariat dans la période et la situation présente est coup pour coup, violence contre violence. Il revendique fièrement sa lutte au milieu des masses qui ont si magnifiquement combattu malgré leur infériorité marquée face à un ennemi plus fort et mieux équipé. »

« Le Parti communiste donne une nouvelle fois à ses membres le mot d'ordre, d'ailleurs superflu, de soutenir par leur action le combat défensif sacré des travailleurs, en leur fournissant les éléments de stratégie et de tactique qui leur manquent encore, et en fraternisant avec les prolétaires de tous les partis. »

« Mais le Parti communiste ne peut pas ne pas lancer aussi un nouvel appel aux autres organisations qui ont une influence sur une grande partie de la masse prolétarienne et qui devraient comprendre qu'il faut désormais abandonner toute vision pacifiste et légaleitaire. Il ne sera pas dit que les travailleurs des centres encore en lutte et les victimes des représailles contre les grévistes de ces derniers jours seront abandonnés aux coups de l'ennemi dans une position d'infériorité évidente et que celui-ci pourra frapper impunément les journaux prolétariens, aujourd'hui que la grande masse a été retirée de la lutte ». »

Inutile de dire que l'invite du Parti fut laissée sans réponse par les dirigeants de l'Alliance du Travail (dont, soit dit en passant, le syndicat des cheminots, qui en avait été le promoteur se sépara le 19 août pour reprendre sa propre liberté d'action) et à plus forte raison par la C.G.T. Pendant ce temps, les « partis ouvriers » faisaient le bilan de la grève. L'organe de la droite social-démocrate, « La Justice » avait proclamé le 12 août :

« Il faut avoir le courage de le confesser : la grève générale proclamée et ordonnée par l'Alliance du Travail a été notre Caporetto. Nous sortons de cette épreuve nettement battus ». »

Quant à la direction maximaliste du P.S.I., elle tirait de la grève, dans un manifeste du 8 août, cette unique leçon :

« Recueillement pour tous, qui serve à corriger les erreurs, à rectifier le front, à perfectionner l'instrument de la lutte. Ce recueillement ne comporte ni redditions ni impatience ». »

Comme si l'ordre de cessation de la grève n'avait pas été la suprême « reddition », comme si l'âpre lutte toujours en cours dans quelques grandes villes était compatible avec une quelconque « patience ». Comme d'habitude, la direction du P.S.I. se retranchait derrière la nécessité préalable

d'une « organisation » qu'elle-même avait toujours été la première à refuser : l'attaque étatique et fasciste, proclamait en effet le manifeste, *« se repousse avec une forte organisation et l'organisation ne permet pas d'impatiences individuelles ; elle veut de la discipline dans l'action. Une telle discipline s'impose à tout le prolétariat qui a trouvé le moyen unique, le seul, pour éprouver sa force... Le P.S.I. a besoin de tous ses adhérents pour continuer cette bataille qui est peut-être dans sa période aiguë. Les preuves d'abnégation individuelle que vous avez données sont admirables, mais elles ne suffisent pas. La fureur adverse en impose d'autres, et en premier lieu, la résistance sur les positions conquises dans les administrations publiques ».*

Pas un mot pour condamner les dirigeants de la C.G.T., pas un blâme pour Turati qui court au Quirinal, pas une allusion aux batailles armées en cours ! Non, car la grande préoccupation des maximalistes de la direction du P.S.I. est de garder le contrôle des administrations communales !!! Deux jours plus tard, dans un article intitulé : **« Le maximalisme a parlé »**, l'organe du P.C. d'Italie, **Il Comunista** écrivait :

« A deux reprises il a semblé qu'une rupture allait se produire entre les deux courants opportunistes, puisque les réformistes étaient décidés à collaborer au gouvernement tandis que le maximalisme ne pouvait renoncer à son intransigeance imbécile s'il voulait continuer la spéculation démagogique qui servait à dissimuler son exaspérante incapacité à l'action de masse. En réalité le groupe de Serrati n'a jamais fait au réformisme d'autre critique que celle qui concernait sa tactique parlementaire. Selon lui, donc, il suffirait d'observer à la Chambre une position d'intransigeance et il était permis de pratiquer le pacifisme et le défaitisme de la lutte de classe, de dénigrer dans la propagande toutes les valeurs révolutionnaires, et même de signer des accords avec les représentants du fascisme... Si les réformistes avaient déclaré qu'ils renonçaient par discipline à collaborer, le maximalisme leur aurait pardonné. Mais on est allé plus loin. Non seulement les réformistes n'ont pas renoncé à leur tactique, mais pour l'appliquer, ils ont consommé le plus grand de leurs crimes contre la cause prolétarienne, et s'ils ont été repoussés avec une gifle bien méritée, ce n'est faute d'avoir voulu participer aux ministères de Sa Majesté, mais uniquement à cause de leur ineptie : c'est ce qui a fait d'eux des soldats intransigeants du glorieux P.S.I. Or, le manifeste socialiste ne dit rien des lourdes responsabilités qu'ils ont prises dans le dernier mouvement, ni de ce qui devait être fait pour débarrasser l'action prolétarienne des déficiences terribles que l'Alliance du Travail — abandonnée par la majorité maximaliste à l'influence prédominante des socialistes collaborateurs — a révélées. Sur ces problèmes-là, il n'y a eu ni débats, ni congrès. Le fait qu'il n'y ait pas eu de gouvernement Modigliani ou Turati suffit à satisfaire les maximalistes.

« C'est à cela que pensent les travailleurs socialistes eux-mêmes. S'ils n'ouvrent pas les yeux et s'ils ne se tournent pas vers le programme et les méthodes du Parti communiste, s'ils n'apprennent pas à connaître toutes les formes de la tromperie opportuniste, dont les pires sont aussi les plus démagogiques, la reprise de classe vers laquelle tendent tous nos efforts sera impossible ».

Il était urgent de donner aux prolétaires encore engagés dans la lutte ou brûlant de la reprendre par solidarité avec leurs frères des mots d'ordre qui, sans aucune démagogie, les aident à se remettre de la première vague de désarroi et de démoralisation consécutive à la brusque interruption de la grève, et qui leur indiquent les voies d'une reprise sûre dans des conditions meilleures et sur une position politique bien délimitée. Le « recueillement » auquel la direction du P.S.I. invitait les ouvriers sous prétexte de

« réorganisation du mouvement » et de bilan réfléchi des raisons de la défaite n'était en fait qu'une nouvelle dose d'opium. La voie à suivre était bien différente. Il fallait non seulement appuyer les prolétaires encore en lutte, mais éviter à tout prix que s'étende la démoralisation inévitable provoquée par la contre-offensive de l'Etat et du fascisme, consécutive à l'étouffement de la grève nationale ; il fallait que les prolétaires se sentent soutenus non seulement « moralement », mais surtout matériellement, par une force politique qui les guide ; il fallait que les organisations économiques et, en particulier, les Bourses du Travail, citadelles traditionnelles de la défense armée, soient protégées aussi bien de l'attaque des forces de l'ordre, légales ou « illégales », que des manœuvres confédérales qui sous prétexte de... remonter la pente orientaient les syndicats vers des voies et des méthodes qui ne pouvaient qu'en dénaturer le caractère de classe, et, conformément à la commune idéologie réformiste et fasciste, les transformer en organes de collaboration nationale et de soutien à l'Etat. Après l'échec de la « montée au gouvernement », c'est à cela que visaient d'ailleurs les maximalistes de la C.G.T. et sur cette pente, ils pouvaient fort bien se rencontrer avec les « ennemis » en chemise noire.

Le 19 août, **Sindacato Rosso**, organe du Comité Central syndical du P.C. d'Italie, publiait en ce sens le manifeste suivant :

« Malgré tout, la lutte n'a pas été inutile : le prolétariat a su combattre ; sans l'intervention des forces légales de l'Etat, les victoires du fascisme se seraient probablement transformées partout en défaites... » [le Parti a] « démontré » qu'il possédait une organisation apte au combat, à la résistance et à la contre-offensive et parmi les masses en lutte, ses militants ont « tous fait leur devoir » [les jeunes en particulier s'étaient distingués par leur merveilleux esprit de lutte].

« Quelle est la situation laissée par la grève générale ? La bourgeoisie et le fascisme se vantent d'une victoire définitive ; mais ce n'est qu'un mensonge ; toutes les nouvelles que nous continuons à rassembler [une enquête lancée par le Parti sur les responsabilités de l'échec de la grève en cours] montrent que le prolétariat est toujours debout et qu'il avait répondu unanimement à l'appel. Loin de s'éteindre, la lutte de classe se transformera de plus en plus en une guerre ouverte. Le prolétariat a franchi une nouvelle étape de sa préparation aux méthodes de lutte révolutionnaire que la situation actuelle lui impose et qui sont très différentes des méthodes traditionnelles.

Tandis que les bonzes confédéraux et les socialistes profitaient de la situation pour « démobiliser » les syndicats et pour démoraliser les prolétaires en les détournant de la lutte violente, les communistes lançaient le mot d'ordre d'« **unité syndicale du prolétariat italien en dehors de toute influence du patronat et de l'Etat** » appelant au maintien de l'Alliance du Travail « **malgré et contre ceux qui l'ont dénaturée** », ils concluaient :

« Le prolétariat doit se préparer à utiliser à nouveau l'arme de la mobilisation simultanée de toutes ses forces, à rassembler toutes les tendances que l'offensive bourgeoise continuera implacablement à susciter sur le terrain des luttes syndicales comme dans la lutte quotidienne contre le fascisme... Dans cette guerre, l'arme essentielle est la grève générale, qui n'a pas en soi de valeur miraculeuse, mais qui est efficace si elle est convenablement organisée et dirigée. Une fois éliminées toutes les entraves du pacifisme social, toute tentative d'utiliser le mouvement à des fins parlementaires, le but du pro-

chain conflit général sera sinon la révolution politique, du moins l'arrêt de l'offensive économique et militaire de l'ennemi et la conquête de solides positions de force.

« C'est pourquoi, tout en indiquant aux prolétaires les dangers de la tactique appliquée hier par des chefs dont l'indignité est devenue évidente, les communistes défendent encore le mot d'ordre de l'action générale prolétarienne contre la réaction, c'est-à-dire de l'emploi direct de la force de classe au lieu des implorations habituelles à l'Etat pour qu'il défende les masses. Le gouvernement ouvrier se conquiert par la mobilisation révolutionnaire de la classe travailleuse, par la guerre de classe, qui a ses batailles et ses étapes, mais à laquelle on ne peut renoncer si l'on ne veut pas que le prolétariat baisse pour toujours la tête sous le joug que veut lui imposer la violence bestiale de l'esclavagisme, fidèle prétorien du Capital ».

Tandis que les confédéraux lançaient une campagne de diffamation, de calomnies et de faux bruits — par exemple, que les communistes (justement eux !) voulaient scinder le syndicat et en créer un nouveau — et expulsaient des rangs de la C.G.T. les prolétaires et les organisateurs les plus combattifs pour mettre au premier plan ceux qui s'étaient montrés les plus disposés à les suivre sur la voie de la trahison, le P.C. d'Italie organisait le 6 septembre un congrès des « gauches syndicales » (« terzinternazionalisti », maximalistes, syndicalistes, anarchistes etc.) pour une entente sur les points suivants qui devaient être proclamés et défendus dans toutes les réunions et les congrès :

« Les organisations syndicales doivent être indépendantes de toute influence de l'Etat bourgeois et des partis de la classe patronale, et leur drapeau doit être celui de la libération des travailleurs de l'exploitation patronale.

« Le front unique prolétarien pour la défense contre l'offensive patronale doit être maintenu et renouvelé dans l'Alliance du Travail, restreinte aux organisations qui l'ont fondée et constituée de façon à refléter les forces et la volonté des masses ».

Ces points furent acceptés par tous les participants le 8 octobre suivant, avec l'addition d'une clause stipulant que l'Alliance du Travail devait *« délibérer à la majorité »* et *« assurer à chaque syndicat et aux fractions militant en son sein une consultation fidèle et une représentation proportionnelle. »*

L'initiative fut aussi approuvée en tant que

« préparation nécessaire à la fusion souhaitée et définitive de toutes les organisations de classe des travailleurs italiens en une seule ».

Inutile de dire que la réponse de la C.G.T. et de tous les bonzes fut négative : ils promirent bien de convoquer un congrès, mais déjà le fascisme frappait aux portes du Quirinal et le congrès n'eut jamais lieu. L'initiative eut cependant pour effet de maintenir unis les rangs des prolétaires débandés et démoralisés par les événements d'août, et de permettre une intense propagande des principes et des méthodes communistes en rapprochant des organisations syndicales jusqu'aux inorganisés et aux chômeurs. Si après la « Marche sur Rome », les organisations économiques sont demeurées longtemps encore un os difficile à ronger pour les théoriciens et les praticiens de l'huile de ricin et de la matraque, c'est en grande partie à

cette initiative qu'on le doit. Restait le problème de l'action militaire. Dans ce domaine, la ligne du parti était tracée depuis plus d'un an, et il n'y avait aucune raison de la modifier. Après août, des groupes dit de « défense anti-fasciste » voire de « défense prolétarienne » servant de paravent à des manœuvres parlementaires en vue d'un ennemi gouvernement de coalition qui aurait « rétabli la légalité et l'ordre » commencèrent à relever la tête, mais ils n'avaient même plus le vague parfum populaire des **Arditi del Popolo** pourtant déjà bien équivoques dès le début. Pour être cohérent avec lui-même, le P.C. d'Italie devait donc continuer seul sa route, et comme il le dira clairement lui-même :

« Sans prétendre pour autant renverser le pouvoir bourgeois ou abattre militairement le fascisme, ni se laisser entraîner à des actions qui compromettraient sa propre organisation, [le Parti doit] veiller à la préparation et à l'armement nécessaires pour apporter l'appui technique adéquat à la lutte prolétarienne de harcèlement contre un adversaire ayant l'avantage du nombre et de la position stratégique »

et tout en s'efforçant de réagir contre la démoralisation engendrée par la légende d'invincibilité propagée par les fascistes et par les appels des réformistes en faveur du désarmement moral et pratique,

« opposer la force à la force, l'organisation à l'organisation, l'armement à l'armement, non comme un vague mot d'ordre à appliquer dans un avenir lointain, mais comme une activité pratique non seulement possible, mais seule susceptible de préparer le prolétariat à une riposte armée ».

Pour atteindre ce but, il était essentiel de constituer un encadrement centralisé obéissant à une discipline unique afin d'éviter des actions non prévues par le Parti, mais cela aurait été impossible si celui-ci avait accepté des comités d'action militaire mixtes inspirés par des buts politiques divergents. En agissant « envers la bourgeoisie comme le fait le mouvement fasciste envers le prolétariat », en donnant « le plus grand relief aux actes de violence commis soit par des forces prolétariennes spontanément organisées soit par ses propres militants en réponse aux coups ennemis » et sans jamais taire que « le problème majeur est l'organisation de la lutte armée du prolétariat », le Parti Communiste d'Italie aurait pu devenir le pôle naturel des masses « qui tendent à la lutte antifasciste et qui ayant assimilé l'expérience de la solidarité entre l'Etat et le fascisme » ont tiré de cette expérience la conviction que seule la dictature du prolétariat, dirigée par le Parti de classe et surgie des développements de la lutte ouverte et violente, aurait brisé définitivement le joug du Capital (1).

On doit noter que, depuis le mois d'août, le Parti considérait comme désormais « éloignée » la perspective d'un « gouvernement de gauche né de la collaboration des socialistes de droite et de certains membres du bourgeois parti populaire [démocrates-chrétiens avant la lettre] », « la bourgeoisie ne croyant plus aujourd'hui devoir faire des concessions importantes pour freiner le mouvement révolutionnaire ».

(1) Toutes les citations sont tirées du « **Projet de programme d'action du P.C. d'Italie** présenté en vue du IV^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste » et rédigé dans les premiers jours d'octobre 1922.

S'il est donc faux de dire que le Parti communiste ne prévoyait pas une issue du type « Marche sur Rome », il est vrai, par contre, qu'une telle perspective ne rendait que plus valables à ses yeux la tactique et la stratégie d'une action **indépendante** de sa part dès lors que toute la situation évoluait vers une « solution » de force. Il est vrai qu'entre temps, à son Congrès de Rome du 1^{er} au 5 octobre, le P.S.I., sous la pression de l'aile droite décidée à jeter jusqu'au dernier masque et à se présenter pour ce qu'elle était réellement, avait expulsé les turatiens et en général les réformistes (constitués en Parti Socialiste Unitaire), et avait décidé pour la **en**nième fois d'adhérer à la III^{me} Internationale : mais le peu de sérieux d'une telle décision, et la naïveté de Moscou qui au lieu de la dénoncer comme une nouvelle tromperie la prit pour argent comptant, sont démontrés par le fait qu'une fois la délégation serratiennne partie pour le IV^{me} Congrès de l'I.C., la nouvelle direction fit des pieds et des mains pour empêcher la « braderie du P.S.I. » et revendiquer au minimum le droit de décider elle-même, en pleine indépendance, de son propre destin (au congrès suivant du 15 au 17 avril 1923, les « conditions » fixées par Moscou furent repoussées à la majorité comme « inacceptables »). C'était la manœuvre classique de récupération du maximalisme, manœuvre aussi vieille que la social-démocratie de guerre et d'après-guerre, qu'il aurait fallu prévoir avant qu'elle n'engendre de nouvelles confusions dans la classe ouvrière, au lieu de la favoriser, comme le fit Moscou **malgré tout**, dans l'illusion d'en tirer un utile soutien dans la bataille internationale toujours plus difficile et sanglante du prolétariat : tandis que la droite social-démocrate s'offrait comme éventuel parti gouvernemental, le « centrisme » serratienn défendait ses arrières.

Pendant ce temps, le fascisme avait le jeu facile. On a ri et on rira encore longtemps de ce que nous ayons qualifié de « **comédie** » la marche sur Rome, qui s'était voulue rien de moins qu'une... révolution. Mais comment caractériser autrement que comme **comédie** les intrigues du gouvernement Facta avec les fascistes et sa proclamation tardive de l'état de siège après l'échec de ses tractations ? Le vote de tous les partis « anti-fascistes » pour Mussolini lorsque le roi lui eut confié le gouvernement, et l'offre qu'ils lui firent de leurs « meilleurs hommes » ? Le parrainage du ministère... révolutionnaire des chemises noires par Giolitti et Salandra ? Et enfin le défilé de ces mêmes chemises noires dans toutes les villes de la péninsule pendant que leur « duce » recevait à Rome, à la descente de son Wagon-lit, tous les honneurs dus à un ministre de Sa Majesté, lui qui avait prétendu instaurer une république « sociale » ?

Pendant toute l'année 1921 nous nous étions efforcés de faire comprendre aux prolétaires que non seulement il n'y avait pas d'opposition réelle entre démocratie et fascisme, mais encore que ces deux méthodes pour sauver la domination bourgeoise **ne pouvaient pas ne pas converger**, se donnant la main pour réprimer et opprimer les ouvriers et rivalisant pour les maintenir assujettis. A elles seules ces deux années auraient suffi à prouver la connivence entre Etat démocratique et forces « illégales ». Après août 1922 le dernier voile tombe : la résistance prolétarienne ayant

été désorientée et battue grâce à la trahison social-démocrate, il n'y a momentanément, sauf cas isolés, plus d'ennemi à abattre. Pendant les quelques mois qui précèdent la farce de la marche sur Rome, tous les partis bourgeois et les principaux représentants du libéralisme et du parlementarisme s'efforcent désespérément de se rapprocher du fascisme, qui n'est même pas un parti puisqu'il n'a aucun programme (ou plutôt s'en fabrique un au fur et à mesure), mais un simple **appareil** au service de l'ordre constitué et du Capital. A ce propos, les historiens démocrates d'aujourd'hui déplorent « l'aveuglement » des Giolitti, Facta ou Reda, mais alors tous contribuèrent par inertie de classe au « transfert des pouvoirs » et c'est précisément leur complicité volontaire qui rendit superflu le « coup d'Etat ». La marche des chemises noires sur la capitale relève donc de la mise en scène théâtrale dont elles avaient besoin, et, dans la réalité, le pouvoir changea de mains sans secousses, la proclamation de l'état de siège (que le roi fit aussitôt annuler) par Facta n'étant qu'une comédie supplémentaire.

Au reste, bien loin de disperser le Parlement, Mussolini lui demanda de ratifier la « révolution » dès qu'il fut au pouvoir, ce que le Parlement s'empressa de faire, à l'exception des socialistes et des communistes. Les places fortes industrielles étant tombées, il ne restait plus qu'à étouffer de petits foyers d'incendie et il n'y eut pas de heurt général avec les forces prolétariennes. Celles-ci n'eurent même pas le temps de réagir et leur opposition ne put, quoique certaine, ni empêcher le changement de gouvernement (qui dans l'immédiat n'affectait en rien la structure de l'Etat) ni influencer plus tard sur le **nouveau** régime totalitaire qui se constituera lorsque, dans son effort d'unification, la bourgeoisie se verra obligée de liquider l'ancien personnel politique.

C'est seulement alors qu'une fraction de la bourgeoisie se découvrira un antifascisme à elle, et cette fois, c'est le P.C. d'Italie lui-même qui, n'étant plus dirigé par la gauche, lui poussera dans les bras un prolétariat pourtant tout autre que battu. Ce sera la fin, non seulement parce que la victoire fasciste sera alors totale, mais parce que — chose beaucoup plus grave par ses effets historiques — la capitulation des **seules** forces subversives, celles qui avaient trouvé leur expression dans la III^{me} Internationale, l'aura également été.

Si, même à Moscou, notre caractérisation de la marche sur Rome fit scandale, c'est qu'avec sa théorie stupide de la « fonction révolutionnaire » de la petite-bourgeoisie et du « national-bolchevisme », Moscou préparait déjà la défaite allemande de 1923 ; la gauche ne pouvait traiter une position aussi chimérique que de façon... « dogmatique et sectaire ». La thèse pire encore selon laquelle la démocratie était un bien qu'il fallait sauvegarder par rapport à la réaction « féodale » commençait à peine à apparaître, puisqu'elle devait constituer la **seconde** étape de la dégénérescence, mais face à cette énormité, la réaction de la gauche ne pouvait qu'être doublement... « infantile ».

Selon Moscou, au contraire, nous aurions dû nous laisser investir, d'abord par les courtisans de la petite-bourgeoisie déçue, puis par les hé-

rauts et les porte-drapeau des libertés piétinées : nous aurions dû faire en somme par anticipation, non seulement le front populaire, mais aussi le gouvernement de coalition. Tout cela n'était pas défini, bien sûr mais la ligne de développement était inexorablement celle-là. De là découle la chasse fébrile au fantôme de « l'alliance socialiste », finalement « attrapée » en juin 1924 (!) lorsqu'adhérèrent au Parti trois mille « terzini » hautement représentatifs d'une couche sociale d'employés de bureau, ambiguë et inconsistante, et en aucun cas de couches prolétarienne ; de là aussi l'accusation qui nous a été faite d'avoir voulu nous isoler comme si ce n'était pas l'histoire qui nous avait « isolés », nous lançant par là un défi fécond puisque nous ne nous sommes pas laissés intimider ou désorienter, et que nous y avons même trouvé une raison d'être forts ; de là enfin le reproche d'avoir sous-estimé le danger d'une « destruction de la démocratie », comme si l'élimination du déguisement démocratique de la dictature du capital n'était pas inscrite dans les lois de l'impérialisme. Autant nous étions peu optimistes en ce qui concerne l'avenir immédiat (1), autant nous étions confiants dans les possibilités de reprise prolétarienne à condition que l'Internationale ne perde pas la voie de classe pour se jeter dans l'interclassisme. Notre attitude ne pouvait que sembler défaitiste à tous ceux qui croyaient à une solution démocratique de la crise étatique en Italie, puis plus tard en Allemagne et ailleurs. Mais que dire de leur défaitisme à eux à l'égard de la Révolution lorsqu'ils se répandirent en lamentations devant la comédie du 28 octobre et se mirent à rêver de remonter la pente par une autre voie que l'action révolutionnaire indépendante ! Ayant refusé d'emprunter cette voie-là, nous ne pouvions qu'être éliminés de la direction du P.C. d'Italie.

Peu après le retour de notre délégation du IV^{me} Congrès de l'Internationale, nous avons traité tous ces points dans l'article « **Rome et Moscou** » et conclu en reconnaissant que l'effort du fascisme pour surmonter les contradictions internes de la société bourgeoise se heurterait à des obstacles insurmontables. C'est dans cette perspective, et non dans des solutions gouvernementales de rechange, que nous cherchions et qu'il fallait chercher les facteurs d'une reprise victorieuse. Le rapport d'A. Bordiga au IV^{me} Congrès et son article sur « **Les forces sociales et politiques d'Italie** » complètent le tableau du fascisme, phénomène contre lequel nous avons essayé de mobiliser toutes les énergies prolétariennes non pas parce qu'il marquait la fin de la démocratie, mais parce qu'au défi que l'histoire lançait ainsi au prolétariat, il n'y avait pas d'autre réplique possible, l'alternative étant ou la dictature ouverte de la bourgeoisie ou la nôtre !

(La fin au prochain numéro)

(1) Nous l'étions d'autant moins que, contrairement à l'Internationale gangrenée par le démocratisme, nous pensions que les structures de l'Etat s'étaient non pas affaiblies, mais au contraire renforcées grâce à la complicité naturelle de tous les partis, du fascisme à la social-démocratie.

Le stalinisme, cet anticommunisme

(A propos du livre de Léo Figuères :

“Le trotskisme, cet antiléninisme”)

Nous n'aimons pas parler de « léninisme » : un mot nouveau masque le plus souvent un reniement. Contre les révisionnistes de la II^{me} Internationale, Lénine a réaffirmé les postulats fondamentaux du marxisme. Ces postulats, le stalinisme les a reniés, gagnant de plein droit son appellation.

Quant à parler de « trotskisme », il y a là un véritable abus de langage. En effet, on ne pourrait découvrir une théorie qui soit propre à Trotsky dans la période où il lutta côté à côté avec Lénine : durant la phase purement révolutionnaire, même Figuères renonce à les opposer ! En revanche, ils se heurtèrent parfois, au cours de la période pré-révolutionnaire, dans des polémiques dont la violence surprend. Ces divergences n'empêchèrent pas Trotsky d'être le plus proche collaborateur de Lénine de la prise du pouvoir jusqu'à la mort de Lénine en 1924. Reste la « troisième période », celle où détracteurs comme admirateurs du trotskisme vont chercher la « théorie ». Partout la vague révolutionnaire refluit et, en Russie, le pouvoir prolétarien ne pouvait se maintenir contre les lois de l'histoire. C'est cet ajustement entre les exigences de l'accumulation nationale du capital et la superstructure de l'Etat qui constitue la contrerévolution, stalinienne puisque Staline en fut l'instrument. Son caractère total et inéluctable a échappé à la grande majorité de ceux qui, comme Trotsky, luttèrent pourtant farouchement contre elle. C'est précisément l'isolement dans lequel il se trouvait qui lui interdisait une analyse complètement objective de la situation. On cherche donc le trotskisme là où il n'y a que Trotsky : que l'on songe au paradoxe cruel de l'organisateur de l'Armée Rouge (celui dont Lénine dénonçait même l'attrait excessif pour « le côté purement administratif des choses » !) désormais dépourvu d'organisation et incapable jusqu'au bout d'en former une. Trotsky avait largement fait la preuve de ses capacités, ce n'est donc pas son caractère « brouillon » ou « anarchique » (réserveons ces épithètes à ses épigones) qui est en cause, mais bien la situation dans laquelle il se débattait. Pour n'avoir pas voulu ou pu en voir le caractère désespéré, il s'est privé des quelques chances qu'il avait de sauver quelque chose, d'éviter que la retraite devienne débandade.

Ainsi, entrer dans la polémique trotskisme ou antitrotskisme ne nous avance rien. Par contre, il est évident que la cible de Figuères à travers le plus connu — sinon le plus conséquent — des adversaires du stalinisme est bel et bien le communisme. L'astuce consiste à liquider Trotsky à l'aide de citations de Lénine pour justifier a contrario — puisque Trotsky s'y est opposé — des thèses aussi « léninistes » que le socialisme dans un seul pays ! On voit la force du raisonnement. Nous seuls, qui ne sommes pas trotskistes, pouvons faire justice de cette falsification, parce que nous savons que les luttes entre Lénine et Trotsky se déroulaient dans le même camp prolétarien, auquel le stalinisme n'appartient ni

de près ni de loin. La faiblesse congénitale des oppositions trotskistes au stalinisme c'est de s'être toujours placées sur le même terrain de principes que le stalinisme, considéré comme déviation du mouvement ouvrier et non pas comme extérieur. Naturellement le terrain choisi, est celui de l'adversaire : la démocratie. La devise timorée des trotskistes semble être : « on n'a pas forcément tort quand on n'est pas les plus nombreux ! ». Au lieu de mesurer à l'hégémonie stalinienne sur le mouvement ouvrier la profondeur de la contrerévolution, ils l'attribuent à quelque héritage prolétarien. S'incliner devant cette majorité-là, c'est s'incliner devant la domination bourgeoise elle-même.

Si le stalinisme a donc un caractère spécifique et fondamentalement anti-communiste, le trotskisme n'est que son ombre pénible à force de singeries. Figuières a su distinguer son ennemi principal : le communisme internationaliste, nous savons aussi quel est le nôtre.

« **Pouvait-on, oui ou non, édifier le socialisme dans un seul pays ?** » (L.F., p. 154). Quiconque a la moindre notion du matérialisme historique doit rejeter cette question comme un non-sens. Est-il concevable que le libre-échange apparaisse dans une société archaïque au point de ne connaître que l'autoconsommation ? Evidemment non, c'est l'essor des forces productives qui détermine le changement des rapports de production. L'essor du commerce fait éclater les rapports de production féodaux et « la bourgeoisie supprime de plus en plus l'éparpillement des moyens de production, de la propriété et de la population » (Manifeste communiste). Mais de la nécessité économique du capitalisme ne découle pas forcément que ce soit la bourgeoisie en personne qui prenne en charge la transformation dans tel ou tel pays. A propos de la révolution française de 1789 Trotsky remarque justement : « Nous connaissons l'exemple classique d'une révolution dans laquelle la domination de la bourgeoisie capitaliste a été préparée par la dictature terroriste des sans-culottes victorieux. » (Le Proletariat et la Révolution russe). Quels qu'en soient les acteurs, 89 reste une révolution bourgeoise et il faudra attendre 1848 pour voir le prolétariat postuler au pouvoir. Ce délai entre l'accomplissement de la révolution bourgeoise et l'apparition historique du prolétariat n'a cessé de se réduire au fil du temps. D'un demi-siècle ou plus en Europe Occidentale à huit mois seulement dans la révolution russe. D'où son caractère de révolution double, démocratique et prolétarienne. C'est précisément le fait que la révolution bourgeoise soit encore à faire en 1917 qui permet au prolétariat d'en prendre la direction dans la mesure où il est la seule force capable de satisfaire les exigences de la paysannerie. Ceci explique la « facilité » relative de la prise du pouvoir. Au contraire, au fil des réalisations bourgeoises imposées par le niveau de développement, la position politiquement dominante du prolétariat ne pouvait que s'effriter. Pour les pays développés, inversement, le pouvoir sera plus difficile à prendre, mais aussi plus facile à conserver.

Léo Figuières confond habilement la prise du pouvoir par le prolétariat (qui a effectivement eu lieu en Russie) et la possibilité économique de l'y maintenir (1). Cette possibilité est liée au développement : « L'inégalité du développe-

(1) *Trotsky exprime lumineusement ce double aspect : « le prolétariat croît et se fortifie au fur et à mesure que se développe le capitalisme. Considéré dans ce sens, le développement du capitalisme devient l'évolution du prolétariat vers sa dictature. Mais le jour et l'heure où le pouvoir passe entre les mains de la classe ouvrière ne dépendent pas directement du niveau des forces productives : ils dépendent des rapports de la lutte des classes, de la situation internationale et, en fin de compte, de toute une série d'élé-*

» ment économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit
 » que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de
 » pays capitalistes où même dans un seul pays capitaliste pris à part » (Lénine, Œuvres Complètes, tome 21, p. 354) Mais Lénine entend par là combattre la théorie social-démocrate de la simultanéité de l'assaut prolétarien, et non pas défendre la thèse scélérate et non marxiste de la coexistence des modes de production socialiste et capitaliste. De la même façon que le capitalisme a détruit aux quatre coins du monde les modes de production antérieurs, le socialisme détruira à l'échelle mondiale son prédécesseur, avec cette seule différence qu'il ira infiniment plus vite puisqu'il profitera de la mondialisation des échanges du stade impérialiste. C'est pour cela que l'internationalisme de Lénine et des bolchéviks n'est pas le prolongement moral et accessoire d'une politique nationale d'expansion économique, mais une question vitale pour la révolution prolétarienne : toute la politique économique est subordonnée à cette vision. « Le prolétariat de Russie a pour devoir de mener à son terme la révolution démocratique » bourgeoise en Russie afin d'allumer la révolution socialiste en Europe. Ce » second objectif s'est aujourd'hui extraordinairement rapproché du premier, » mais il n'en reste pas moins particulier au second, car les classes collaborant » avec le prolétariat de Russie diffèrent suivant les cas : pour le premier objectif c'est la paysannerie petite bourgeoise de Russie ; pour le second, c'est le » prolétariat des autres pays » (Lénine, tome 21, p. 417-418). Notons la parfaite identité de vues avec Trotsky : « Cette analogie (avec la révolution française, » NDR) nous fait entrevoir la possibilité d'une situation historique telle que la » victoire « bourgeoise » ne soit réalisable qu'au moyen de la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat. La révolution cessera-t-elle pour cela » d'être bourgeoise ? Oui et non. Cela ne dépend pas de définitions formelles, » mais du développement ultérieur des événements. Si le prolétariat était renversé par la coalition des classes bourgeoises, y compris la paysannerie qu'il » aurait lui-même libérée, la révolution se maintiendrait dans le cadre limité » d'une révolution bourgeoise. Mais si le prolétariat sait et peut mettre en action » tous les moyens de domination politique pour rompre avec les cadres nationaux » de la révolution russe, celle-ci pourrait devenir le prologue de la révolution » socialiste mondiale » (« 1905 », p. 297, La Révolution permanente, Editions de Minuit).

Sous Staline, c'est exactement l'inverse qui se produit : l'Internationale communiste devient l'agence diplomatique de la Russie et toute sa politique suit fidèlement les intérêts de l'accumulation du capital national. Les staliniens ne sont pas les héritiers des bolchéviks (2), mais des révolutionnaires-chauvins

» ments subjectifs, notamment la tradition, l'initiative, la préparation de la » bataille.

« Le prolétariat peut arriver au pouvoir dans un pays économiquement » arriéré avant le prolétariat d'un pays avancé du point de vue capitaliste. » Croire que la dictature du prolétariat dépend automatiquement des forces » techniques et des ressources d'un pays, est un préjugé né d'un matérialisme » extrêmement simplifié. Cette opinion n'a rien de commun avec le » marxisme » (« Bilan et perspectives », p. 245 ; cité dans « La Révolution Permanente », p. 295, Ed. de Minuit).

- (2) Le Stalinisme est le renversement, scolastique également, de la position des mencheviks : ceux-ci disaient que le prolétariat devait aider la bourgeoisie à faire SA révolution, celui-là prétend que parce que c'est le prolétariat qui a dirigé la révolution il y a transformation socialiste de l'économie.

dont Lénine disait : « Si les révolutionnaires-chauvins triomphaient en Russie, » nous serions contre la défense de LEUR « patrie » dans la guerre actuelle. » Notre mot d'ordre est : Contre les chauvins, fussent-ils révolutionnaires et » républicains, CONTRE eux et POUR l'alliance du prolétariat international en » vue de la révolution socialiste » (Lénine, Tome 21, p. 418). Selon Figuières, Lénine aurait pensé que la N. E. P. était le moyen d'édifier le socialisme en Russie : « De la Russie de la N. E. P. sortira la Russie socialiste » (Lénine Tome 33, p. 455). Figuières se garde bien, évidemment de citer un autre passage du même discours : « Nouvelle politique Economique ! Etrange appellation. Cette » politique a été appelée nouvelle parce qu'elle retourne en arrière... » (Idem p. 449). Il s'agissait, en effet, d'une retraite parallèle à celle de la révolution internationale. La N. E. P. laissait davantage de liberté au capital national et international, simplement pour ne pas succomber à la famine avant d'être relayé par le prolétariat d'Occident. « Après avoir souligné que dès 1918 nous envisa- » gions le capitalisme d'Etat comme une ligne de retraite éventuelle, j'en viens » aux résultats de notre N. E. P. » (Lénine, Tome 33, p. 433, Rapport au 4ème Congrès de l'I. C.). Lénine ajoute : « Nous avons reconnu (en 1921 NDR) qu'il » était au-dessus de nos forces de passer tout de suite aux formes purement » socialistes, à la répartition purement socialiste ; et que si nous nous mon- » trions incapables d'opérer la retraite de façon à nous borner à des tâches plus » faciles, nous étions menacés de mort » (Idem p. 433). Notre thèse de Parti est que les Bolchéviks étaient conscients de la nécessité d'un développement capitaliste contrôlé de la Russie et non moins conscients du fait que ce développement condamnait à terme la dictature du prolétariat si la révolution mondiale échouait, comme cela s'est produit. Ainsi, dans son rapport au II^{ème} Congrès des services d'éducation, en Octobre 1921, Lénine écrit sous le titre « Qui vaincra : le capitalisme ou le pouvoir des Soviets ? » : « Qui l'emportera ? » C'est-à-dire : le pouvoir d'Etat prolétarien se montrera-t-il capable, en s'appuyant sur la paysannerie, de tenir en bride messieurs les capitalistes de » façon à orienter le capitalisme dans le canal de l'Etat et à créer un capitalisme subordonné à l'Etat et placé à son service ? » (Tome 33, pp. 56,60). Inéluctablement, l'échec de la vague révolutionnaire du premier après-guerre ne pouvait que renverser ce rapport instable et le capitalisme triomphant se subordonner l'Etat et le placer à son service. Ce que n'avait pu prévoir Lénine c'est qu'on baptiserait socialisme un capitalisme d'Etat. Quelconque s'oppose à la clarification de la nature de classe de l'U.R.S.S. — trotskistes en tête — a choisi son camp.

Comme le dit Marx, le capitalisme ne peut conjurer une crise qu'en créant les conditions d'une crise plus profonde ; encore faut-il que le fossoyeur du Capital soit préparé à sa tâche historique. Pour cela il n'y a qu'un moyen : tirer les leçons des défaites passées. Toutes les oppositions au Stalinisme ont sombré dans diverses variantes du libéralisme ou de l'anarchisme. Toutes, sauf la Gauche communiste italienne qui a su conserver le Programme Communiste intégral et l'organisation qui en est le support : le parti communiste international.

AMADEO BORDIGA : une vie exemplaire au service de la révolution

Quelle qu'ait été la stature de l'homme - et elle fut peu commune -, ce serait trahir tout l'enseignement théorique et pratique qu'Amadeo Bordiga nous a transmis que de donner le caractère d'un panégyrique personnel aux pauvres lignes que nous écrivons dans la douleur causée par sa disparition. Les liens qui nous attachaient à lui ne sont pas de ceux que la mort tranche, mais ceux qui unissent les militants d'une Cause transcendant de très haut la brève existence humaine. Quant à l'exemple qu'il nous a donné, lui qui jusqu'au bout n'a cessé de puiser dans la veine féconde du marxisme et dans l'histoire des grandes batailles prolétariennes, c'est bien celui d'une renonciation austère à tout ce qui n'est pas cette Cause, renonciation que sa mort discrète, au terme d'une lutte à laquelle il a tout donné, sans jamais rien exiger en retour du Parti, confirme avec éclat.

Commémorant lui-même Lénine en 1924, il nous a montré que, quelle qu'ait été sa fonction dans le mouvement, un militant n'a pas besoin d'« oraison funèbre ». Pendant les longues années où nous écoutâmes sa voix comme la voix même du Communisme des années ardentes, il ne s'est jamais considéré que comme « la sonde » - c'était son terme - que, par lui, les militants de notre sombre époque pouvaient jeter dans un passé lumineux. Écoutons donc cette commémoration, pour nous sentir une fois encore unis comme nous l'étions dans ces réunions générales qu'il avait organisées et où il dépensa ses ultimes forces, c'est-à-dire unis par cette continuité qu'il n'a pas cessé de défendre, mais qui n'appartient à personne, puisque c'est elle qui lie toutes les générations passées, présentes et futures du Parti historique du prolétariat révolutionnaire.

« Le colosse a cessé son œuvre. Qu'est-ce que cela signifie pour nous ? Quelle est la fonction des chefs dans l'ensemble de notre mouvement et de la conception que nous en avons ? demandait Amadeo Bordiga en 1924 à propos de Lénine disparu depuis peu. Pour nous un individu n'est pas une entité, une unité achevée et séparée des autres, une machine autonome ou animée par quelque puissance divine ou n'importe quelle autre abstraction philosophique. La manifestation et la fonction de l'individu sont déterminées par les conditions générales du milieu et de la société où il a vécu, et par l'histoire de celle-ci. Ce qui s'élabore dans le cerveau d'un homme s'est préparé dans les rapports

« qu'il a eus avec d'autres hommes dans ce que d'autres hommes ont
« fait, même sur le plan intellectuel. Certains cerveaux privilégiés et
« exercés - machines mieux construites et plus perfectionnées - tradui-
« sent, expriment et ré-élaborent mieux que d'autres un patrimoine de
« connaissances et d'expériences qui n'existerait pas s'il ne s'appuyait
« sur la vie de la collectivité. Le chef n'invente rien, il révèle la masse
« à elle-même, il lui permet de saisir de façon toujours plus sûre sa
« propre situation dans le monde social et dans le devenir historique,
« d'exprimer en formules exactes sa tendance à agir dans le sens imposé
« par les facteurs sociaux et dont le mécanisme s'interprète en dernière
« analyse en partant des éléments économiques. La grande portée du
« matérialisme historique, solution géniale du problème du déterminisme
« et de la volonté humaine, lui vient essentiellement du fait qu'il a libéré
« l'analyse du cercle vicieux de l'individu isolé de son milieu pour la
« faire porter sur la vie de la collectivité.

« Le cerveau du chef est un instrument matériel fonctionnant
« grâce à ses liens avec toute la classe et le parti ; les formulations que
« le chef dicte en tant que théoricien et les règles qu'il prescrit comme
« dirigeant pratique ne sont pas ses créations, mais l'expression précise
« d'une conscience dont les matériaux appartiennent à la classe-parti et
« sont le produit d'une très vaste expérience. Toutes les données de
« celle-ci ne sont pas constamment présentes à l'esprit du chef sous
« forme d'érudition accumulée ; cela permet d'expliquer de façon
« réaliste certaines intuitions qui pourraient sembler divinatoires, mais
« qui, loin de prouver la transcendance de certains individus sur la masse,
« n'en démontrent que mieux notre thèse, selon laquelle le chef est
« l'instrument non le moteur de la pensée et de l'action
« commune.

« L'organisation en parti, qui permet à la classe d'être vraiment
« classe et d'agir comme telle, se présente comme un mécanisme
« unitaire dont les différents cerveaux (et non seulement les cerveaux,
« bien entendu, mais tous les organismes individuels) remplissent des
« tâches diverses selon leurs aptitudes et leurs potentialités, tous au
« service d'un but et d'un intérêt qui s'unifie progressivement de façon
« de plus en plus intime dans le temps et dans l'espace. Tous les individus
« n'ont donc pas la même place ni le même poids dans l'organisation,
« mais à mesure que cette division des tâches s'effectue selon un plan
« plus rationnel (ce qui est vrai aujourd'hui du parti-classe le sera demain
« de toute la société) il est de moins en moins possible que celui qui se
« trouve à la tête pèse sur les autres comme un privilégié. L'évolution
« révolutionnaire ne va pas vers la désintégration, mais vers la connexion
« toujours plus scientifique entre les individus. Elle est anti-individua-
« liste parce que matérialiste ; elle ne croit pas à l'âme ou à une essence
« métaphysique ou transcendante de l'individu, mais insère au contraire
« les fonctions de celui-ci dans un cadre collectif en créant une hiérar-
« chie qui tend à éliminer toujours davantage la coercition et à lui subs-

« tituer une rationalité technique. Le parti est déjà un exemple d'une collectivité sans coercition ».

Pendant de longues années, celui qui a écrit ces lignes et qui dans le journal du Parti communiste international, *Programma Comunista*, tint fidèlement la rubrique « Sur le Fil du Temps » pour permettre aux générations plus jeunes de retrouver la tradition du Communisme, perdue et avilie non seulement par les PC officiels, mais par leurs oppositions, n'a été pour nous qu'« Amadeo » c'est-à-dire non pas « le meilleur » (1) celui qu'on encense (...et qu'on trahit), mais le magnifique « instrument », la superbe « machine » qui fournit aux générations nées à l'époque cynique de la contre-révolution le courant à haute-tension du marxisme. Quand nous disons « marxisme », nous n'employons pas un mot qu'on vénère en général d'autant plus religieusement qu'on en ignore davantage le sens ; nous parlons d'une arme de lutte qu'il ne faut à aucun prix lâcher, quitte à sacrifier le « moi » cher aux bourgeois, à laquelle il faut au contraire se cramponner d'autant plus fort que la débâcle est momentanément plus complète. C'est toujours ainsi que la Gauche communiste l'a compris, elle qui a montré avec éclat que pour bien utiliser cette arme lorsque la bataille fait rage il faut passer par-dessus les faiblesses, les mesquineries, les vanités stupides de l'individu pour en mieux utiliser les potentialités parfois précieuses dans l'intérêt de la classe-parti (2).

Ce courant à haute-tension, qui nous est venu non seulement d'Amadeo, mais de toute la génération de militants qui étaient plus ou moins ses contemporains n'était pas fait seulement de conviction intellectuelle mais de passion révolutionnaire et nous dirons même de cœur quitte à provoquer l'ironie du bourgeois qui prise infiniment plus le cerveau précisément parce que c'est l'organe le plus enclin au calcul et le plus accessible aux séductions les plus basses. Il était et sera toujours alimenté par la participation active aux batailles de la classe opprimée, par le sang que des centaines de milliers d'obscurs militants ont versé avec une héroïque abnégation, par les sacrifices qu'agissant d'instinct, d'innombrables prolétaires anonymes ont consenti avant même d'avoir acquis une conscience, et qui pensaient d'autant moins à s'enorgueillir de leur propre audace de soldats de la Révolution et à en exiger récompense

(1) « *Il migliore* » est le titre servilement donné par le PC italien à feu Togliatti de son vivant.

(2) Cette conception est aux antipodes de celle qui a présidé aux sinistres « excommunications » et « procès » staliniens, dans lesquels les accusés étaient sommés de se « repentir » et dénoncés comme de véritables « Satan » et qui, d'inspiration religieuse, est aussi étrangère au matérialisme que ce que l'on a appelé depuis « le culte de la personnalité ». C'est elle qui a inspiré à Amadeo Bordiga et à la gauche marxiste italienne sa dénonciation du « terrorisme idéologique » qui triompha avec Staline.

qu'ils étaient moins alourdis de culture. Il en alla de même de la machine - Amadeo qui conduisit ce courant pendant soixante ans de vie militante et qui était mue autant par la passion que par la science, par le cœur que par l'intelligence théorique.

Pour forger cette puissante machine, il n'avait pas fallu moins de trois époques historiques. La première est celle des années de préparation révolutionnaire 1912-19 qui furent consacrées à une lutte acharnée contre le réformisme parlementariste et le centrisme bavard et trompeur, contre, les deux ennemis de l'organisation Parti et de la Dictature prolétarienne, l'anarchisme et le syndicalisme, et enfin contre la honte suprême, le social-patriotisme. Viennent ensuite les années 1919-1923 où la révolution gronde dans les entrailles de la société capitaliste et explose en Russie. Il s'agit alors non seulement de construire le Parti, mais de faire en sorte qu'il agisse sans hésitations ni nostalgies pour l'époque révolue de la démocratie bourgeoise, aussi bien dans l'offensive que dans la retraite. Puis ce furent les années de contre-révolution au cours desquelles l'Internationale, le Parti mondial du prolétariat, fut progressivement détruite sans même s'en rendre compte pour s'être bercée de l'illusion qu'on pouvait atteindre le but suprême du pouvoir par une voie moins difficile, plus indirecte que celle d'Octobre, c'est-à-dire par les manœuvres « tactiques », les compromis sur les principes, et qui finit lamentablement, écrasée par le terrible rouleau compresseur que devint l'Etat russe une fois qu'il eut été arraché des mains du prolétariat et se fut retourné contre lui.

La chance inappréciable des jeunes générations prolétariennes qui, après quarante-cinq ans de contre-révolution, sont appelées à remonter la pente et à livrer des batailles aussi gigantesques, mais plus décisives que celles des années 17-23, aura été que, de la génération des grands révolutionnaires, un au moins ait résisté, solide à son poste, même dans l'isolement le plus désespéré. Dans cet isolement, il a montré la même tenacité, le même mépris de la popularité qu'à la tête du Parti de Livourne dont les Statuts ne parlaient ni de « chefs » ni de « comités de chefs », mais dans lequel chaque individu prenait tout naturellement la place qu'exigeait « la dynamique du mouvement et non de banales consultations électorales ». Insoucieux du « succès », il a passé les années difficiles qui nous séparent de la fin de la seconde guerre mondiale et pendant lesquelles le journalisme vulgaire l'a prétendu « retiré de la vie politique », à reconstituer l'antique chaîne d'acier du marxisme brisée par la victoire de l'opportunisme, dans la même solitude que tant d'autres révolutionnaires avant lui. Le Parti dans lequel cet effort s'est finalement incarné ne pouvait être que petit et momentanément sans écho, mais il est aussi libéré pour toujours du culte imbécile des galons et il se développe et lutte dans une voie et une seule : la voie révolutionnaire. Si « Amadeo » a ainsi tiré le bilan et condensé l'enseignement des trois époques historiques dialectiquement unies, ce n'est pas parce qu'il l'a librement choisi, mais parce que l'Histoire en a ainsi décidé. C'est juste-

ment pour cela qu'il a pu, tout comme Lénine, être un restaurateur du marxisme, et s'il l'a peut-être été sur un plan plus élevé, ce n'est pas par vertu personnelle, mais parce que les circonstances historiques commandaient au Parti prolétarien de rompre le dernier lien, même purement terminologique et formel, avec le démocratisme.

Un jour, un membre anonyme de notre petite collectivité de militants qui tire toute sa force du fait qu'elle possède une tradition émanant d'un long passé révolutionnaire a dit avec justesse qu'Amadeo serait peut-être le dernier révolutionnaire à laisser son nom à la postérité (sans l'avoir le moins du monde voulu, au contraire !), parce que le mouvement n'aurait plus besoin dans l'avenir de ces puissantes machines humaines qui, dans le passé, ont émergé au-dessus d'une base pourtant solide et bien cimentée. Dans sa conférence de 1924 sur Lénine, Amadeo lui-même a anticipé sur cet avenir, évoquant le jour où, dans l'immense douleur provoquée par l'arrêt de « cette machine puissante et admirable », les militants puiseraient « la certitude que la fonction de celle-ci se perpétue dans la fonction des organes de lutte dont il fut le premier dirigeant ».

Il a non seulement prévu mais appelé de ses vœux le jour où, nombreux ou peu nombreux selon les circonstances, le Parti agirait comme un corps unitaire et anonyme intégrant de façon « toujours plus scientifique », « toujours plus rationnelle » des composantes individuelles même modestes et moins géniales, de façon à pouvoir remplacer la machine de puissance supérieure, ou deux et même dix de ces machines. Ce faisant, il a prévu le jour où, ayant cessé de rien attendre d'un quelconque Sauveur, ou pis d'un quelconque comité d'aspirants au Panthéon philistin de la gloire, les prolétaires s'insurgeront tous ensemble, mûs par une force anonyme d'autant plus irrésistible qu'elle ne comptera plus que sur elle-même. Bref, il a annoncé le jour où toute la classe ouvrière groupée autour de son parti se dressera de toute sa hauteur, débarrassée du mythe de la « nécessité de pontifes, de premiers citoyens, de dictateurs et de duce, pauvres marionnettes qui s'imaginent faire l'histoire ».

Une telle vision est mille fois plus élevée que celle de tous les idéalismes et de tous les fidéismes, et nous devons savoir rester à sa hauteur. Tel est peut-être l'enseignement le plus durable que nous ait laissé un militant qui, toute sa vie, s'est efforcé d'être dès aujourd'hui l'homme communiste de demain, libéré de l'individualisme bourgeois incrusté depuis des siècles dans les hommes. Aussi patient aux heures difficiles qu'impétueux aux heures fastes, candide avec les camarades, mais sévère envers lui-même, Amadeo ne s'est jamais lassé de donner, sachant que telle est la mission de ceux qui ont beaucoup reçu en partage ; fidèle jusqu'au bout à son mépris des honneurs, des applaudissements, des récompenses, il aura vécu non dans la peine, mais dans la joie.

Les rares militants qui ont pu accompagner jusqu'à un humble cimetière de campagne la dépouille de celui qui fut à la fois un père et un frère pour eux ont senti passer sur leur tête un siècle et demi de mouvement révolutionnaire, mais ceux qui ne l'ont pas pu l'auront senti tout

autant à l'annonce de sa mort. Ils savent et n'oublieront pas qu'en luttant sur cette trace, ils trouveront toujours la lumière et la force et qu'en dehors d'elle, il n'y a que ténèbres et infamie. Le bilan des vies consacrées à la cause mondiale du prolétariat ne se fait pas en fonction des « succès » ou des « insuccès » ni d'un jour ni même de dizaines d'années : il est fonction de quelque chose qui échappe aux rédacteurs de gazettes : l'invariance non seulement dans la fidélité à la doctrine, mais dans le fait d'y conformer chaque acte de la vie. La force qui maintient l'individu sur la ligne de la classe dont il a été obscurément poussé à embrasser la cause ne peut lui venir du monde bourgeois dans lequel il est condamné à vivre, mais seulement de sa participation active à un organisme construit sur les dures expériences du passé et qui a déjà su traverser aussi bien les incendies de la révolution que les sombres jours de réaction.

Commémorer « Amadéo », non par des mots mais par les actes de la vie quotidienne, c'est vraiment ressusciter en même temps que lui toutes les générations de militants qui même aux heures de pire désolation ont su, selon le vœu du Manifeste de 1848, défendre et sauver l'avenir du mouvement communiste.

Aux Editions " PROGRAMME COMMUNISTE "

EN LANGUE FRANÇAISE :

⊙ Dialogue avec Staline, 56 pages	épuisé
⊙ Dialogue avec les morts, 159 pages	4,00 F.
⊙ L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours, ainsi que Le marxisme et la Russie	épuisé
⊙ Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communiste (le gauchisme) », ronéotypé	épuisé
⊙ La question parlementaire dans l'Internationale communiste, 60 pages	4,00 F.
⊙ Qu'est-ce que le Parti Communiste International (programme communiste) ? Plaquelette ronéotypée..	0,50 F.
⊙ Octobre 1917 et la révolution socialiste future, numéro spécial du « Prolétaire »	0,50 F.
⊙ En marge du Cinquantenaire d'Octobre 1917 : «Bilan d'une révolution », 187 pages	9,00 F.

EN LANGUE ITALIENNE :

⊙ Storia della sinistra comunista, premier volume, 415 pages	25,00 F.
⊙ Storia della sinistra comunista, vol. I bis, 92 pages	8,00 F.
⊙ La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin, 110 pages	7,00 F.
⊙ In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours	12,00 F.
⊙ 1917 : Insegnamenti dell'ottobre (Trotsky), ronéotypé	4,00 F.
⊙ Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario e azione economica, ronéotypé	3,50 F.
⊙ Tracciato d'impostazione — Tesi caratteristiche del Partito, ronéotypé	3,50 F.
⊙ Forza, violenza e dittatura nella lotta di classe, ronéotypé	3,50 F.
⊙ I fondamenti del comunismo rivoluzionario, ronéotypé	3,50 F.
⊙ Lezioni delle controrivoluzioni. Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista, ronéotypé	3,50 F.
⊙ Chi siamo e che cosa vogliamo	1,50 F.
⊙ O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	7,00 F.

EN LANGUE ALLEMANDE :

- ☉ **Der II Kongress der III. Internationale und die italienische Linke**, ronéotypé 2,00 F.
- ☉ **Der I. Weltkrieg und die marxistische Linke**, ronéotypé 2,00 F.
- ☉ **Partei, Klasse und revolutionaere Aktion**, ronéotypé 4,00 F.
- ☉ **Internationale Revolution**, périodique, le numéro .. 1,00 F.

EN LANGUE ESPAGNOLE :

- ☉ **Los fundamentos del comunismo revolucionario**, ronéotypé 3,00 F.
- ☉ **Que es el partido comunista internacional. Que fu el frente popular. España 1936** 4,00 F.

EN LANGUE ANGLAISE :

- ☉ **Appeal for the international reorganisation of the revolutionary marxist movement. Fundamental points for joining the International Communist Party** 3,00 F.
- ☉ **Prague : The Second « Coup »** 1,50 F.

EN LANGUE DANOISE :

- ☉ **Kommunistik Program**, périodique, le n° 1,50 F.

Directeur de la Publication : F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à :

" PROGRAMME COMMUNISTE " - B. P. 375 Marseille-Colbert

C. C. P. 2202-22 Marseille

**Imp. " Lino-Imp ", 1-3-5, Bd Schloesing (ex-bd Desplaces)
Marseille (10^e)**

Distribué par les N. M. P. P.

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 50 Centimes — 5 FB — 80 Lires

Abonnement annuel : 10 F — 100 FB — 1600 Lires

syndicat de classe

Supplément syndical mensuel du " prolétaire "

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires

Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
25 F — 250 FB — 3200 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires

Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
20 F — 200 FB — 2000 Lires